RAPPORT D'ALERTE

Sous la direction de
Christian Harbulot

Préface d'Alain Juillet

La France peut-elle vaincre Daech sur le terrain de la guerre de l'information ?



ÉCOLE DE GUERRE ÉCONOMIQUE, PARIS, MAI 2015

Rapport d'alerte

Sous la direction de Christian Harbulot[1]

La France peut-elle vaincre Daech sur le terrain de la guerre de l'information ?

[1] Directeur de l'Ecole de Guerre Economique et directeur associé du cabinet Spin Partners.

Nos remerciements les plus chaleureux aux deux groupes d'étudiants de la formation executive de l'EGE, ainsi qu'à Alice Lacoye Mateus (diplômée de la formation initiale de l'EGE) dont les travaux sont à l'origine des chapitres 5, 6 et 8 de ce rapport.

Sommaire

Préface

Introduction

Chapitre 1
Les démocraties sont-elles démunies ?

Chapitre 2
La confrontation informationnelle sur Internet

Chapitre 3
La force des mots reste prédominante

Chapitre 4
Les limites opérationnelles de la cyberguerre

Chapitre 5
De la promotion de la démocratie à l'ingérence étatique

Chapitre 6
La guerre de l'information dans les révolutions arabes

Chapitre 7
Le cheminement du savoir-faire terroriste

Chapitre 8
L'innovation gesticulatoire de Daech

Conclusion

Annexe 1
La stratégie de communication de l'Etat islamique

Annexe 2
Cartographie des acteurs

Annexe 3
Cartographie du circuit de financement de la NED au Vénézuéla

Annexe 4
Sources et bibliographie

Préface

Confrontés à l'efficacité de l'utilisation du cyberespace par les salafistes de Daech notre pays semble tétanisé dans une sorte de fascination similaire à celle du lapin face au boa qui veut l'avaler. Loin de faire une analyse froide des méthodes et des moyens utilisés par l'attaquant, on refuse de reconnaître qu'il s'agit d'une nouvelle forme de menace s'exprimant dans l'immatériel : la guerre de l'information.

Certes elle a toujours existé comme le rappelait récemment mon ami Bob Maloubier dans son Livre sur Fortitude, à savoir les manipulations faites par Churchill pendant la Seconde Guerre mondiale, mais internet et les réseaux sociaux l'ont fait changer de dimension. Aujourd'hui tout belligérant doit convaincre l'univers entier qu'il livre une guerre juste. Toute prise de contrôle économique doit se justifier par l'incompétence et les turpitudes de celui qui va être absorbé sans jamais faire apparaître les véritables motivations. On fait la guerre pour la liberté des peuples, pas pour le contrôle d'un pipe-line ou de puits de pétrole. On assassine en direct pour montrer jusqu'où on est prêt à aller pour reconstituer la pureté d'un califat originel dont la réalité n'existe que dans les rêves de ses zélateurs. On démantèle une entreprise au nom de la morale anticorruption pour en récupérer les éléments stratégiques.

En 2005, partant d'actions déstabilisatrices menées sur le terrain économique, nous avions eu l'occasion pour le compte de l'Etat français de mener une réflexion sur ce sujet puis un rapport attirant l'attention des pouvoirs publics sur la réalité de cette nouvelle approche, ses conséquences et la nécessité de se donner les moyens d'y faire face. Contrairement à d'autres formes conflictuelles, la guerre de l'information qui se conduit dans le cyberespace n'a ni début ni fin. Elle peut être menée de tous les coins du monde avec la même efficacité. Elle donne un avantage d'autant plus fort à l'attaquant que la cible n'a pas prévu ou ne sait pas répondre. De surcroit le fort comme le faible peut l'utiliser utilement sous réserve d'en maitriser les techniques.

Il est étonnant de constater que contrairement aux Américains, aux Chinois, aux Russes ou aux Israéliens, nous n'avons toujours pas réagi, en dehors du Ministère de la Défense, et commencé à nous doter d'éléments de réponse. Peut-être est-ce le résultat de la pression des lobbies anglo-saxons ou altermondialistes, des ONG inféodées à des intérêts spécifiques d'Etats ou d'entreprises, et des journalistes d'investigations. Pour des raisons opposées, ils ne voulaient pas que la France puisse intégrer le club des nations capables de tuer dans l'œuf ou de réduire l'impact des agressions géopolitiques, économiques ou sociales visant à la faire douter d'elle-même.

Face aux actions d'influence, il faut savoir le plus rapidement possible démonter les arguments de l'adversaire et lui répondre. Il faut savoir identifier les désinformations qui retournent une opinion publique en lui donnant la conviction qu'elle est du côté de la justice. La manipulation sur l'Ukraine réalisée dans l'intérêt stratégique d'un de nos alliés ou sur la Syrie pour les intérêts économiques régionaux d'un autre, montre que nos citoyens sensibles au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, continuent à être facilement abusés par des professionnels ayant compris leur mécanisme de pensée.

Dans le rapport d'alerte très approfondi que vous allez lire, Christian Harbulot et son équipe de l'EGE décortiquent la réalité de cette guerre de l'information à travers son histoire et sa mise en œuvre selon les attaquants et les cibles. Maitrisant parfaitement son sujet qui est

dans la continuité des travaux et réflexions qu'il a déjà publiés, il démontre à travers de nombreux exemples ce qu'elle implique pour nos démocraties, le rôle des États et les limites de sa pratique.

La mondialisation d'internet, le volume et la circulation de l'information qu'elle autorise, donne à chaque individu une connaissance qu'il tient pour la vérité, l'ayant acquise sans passage par un média officiel. Par ailleurs, cet accès instantané à l'information permet de contourner la pensée plus ou moins unique des pays concernés et d'éviter toute censure, ce qui renforce la conviction intime du récepteur. Le problème est bien évidemment l'absence de contre-arguments face à une opinion construite sans nuances et sans intégration de l'ensemble du problème. Si vous y ajoutez l'impact des mots et des formules, et le poids des photos et autres vidéos orientées pour convaincre ou pour inquiéter, vous vous rendez compte que nos démocraties sont loin de pouvoir répondre à cette problématique. Pourtant, nous n'avons pas le choix, car la guerre de l'information est un élément constitutif majeur des conflits du 21e siècle.

Quand les Américains ont compris le bénéfice qu'ils pouvaient tirer de la guerre de l'information dans leur stratégie géopolitique et économique, ils ont su développer un nouveau concept de guerre adapté à la situation : on utilise conjointement des forces spéciales et des services de renseignement avec des campagnes d'information et de désinformation croisées avec des réglementations juridiques extraterritoriales pour attaquer en dégradé la cible, son environnement et le monde du web. On l'a vu au Proche-Orient pour le conflit israélo-palestinien, dans les Balkans avec la promotion de l'Etat kosovar. On l'a également vu dans la prise de contrôle de certaines grandes entreprises soumises à une pression considérable sur leurs dirigeants et leur environnement pour les amener à reddition.

Les terroristes d'Al-Qaeda puis de Daech ont également bien compris tout le profit qu'ils pouvaient tirer de cette approche efficace et peu coûteuse. Que ce soit pour donner une image de puissance, faire connaître leur organisation et leurs idées, inciter des jeunes à les rejoindre, ou pour donner leurs instructions aux agents dormants et aux réseaux de soutien, ils utilisent l'internet dans toutes ses possibilités. Dans l'attaque de TV5, au-delà du niveau de capacité technique des agresseurs, il faut voir un test de neutralisation de l'information impactant toutes les autres télévisions. Que se passerait-il si demain toutes nos chaînes arrêtaient de fournir des informations pendant 24h?

A ce niveau, Il est intéressant de constater combien la loi française sur le renseignement, qui vise à donner à nos différents services les moyens de lutter efficacement contre le terrorisme, est décriée par quantité d'acteurs allant du lanceur d'alerte aux magistrats. Avant de s'alarmer d'une loi qui respecte nos valeurs tout en protégeant la République et ses citoyens, ils devraient s'intéresser au Patriot Act américain ou à sa version anglaise dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont inimaginables chez nous. Ce qui me paraît par contre inquiétant est que notre loi ne parle que de l'utilisation de certains matériels et méthodes en défensif. Elle n'aborde pas le problème de la guerre de l'information qui est pourtant sous-jacent.

Ce rapport d'alerte confirme ce que nous pensions il y a déjà 10 ans : il faut que la France entame une large réflexion sur ce sujet. Au-delà du besoin de veille dans les secteurs géopolitiques et économiques et de l'exigence de mise en place d'une sécurité efficace

adaptée aux technologies d'aujourd'hui il faut prendre conscience de la nécessité de préserver nos forces et nos avantages spécifiques face à cette nouvelle menace. Nous devons apprendre à pratiquer de manière autonome une nouvelle forme de renseignement et de nouveaux modes d'action permettant la mise en œuvre d'opérations d'influence et de contre influence offensives et défensives.

Alain Juillet[2]

[2] Président du Club des Directeurs de Sécurité des Entreprises et de l'Académie d'Intelligence Economique.

Introduction

Le piratage de TV5, attribué pour l'instant à Daech, est-il devenu le symbole de la montée en puissance de la guerre de l'information que livrent aujourd'hui des groupes terroristes, des mouvements armés à des États ? Sommes-nous préparés à faire face à ce nouveau type de menaces ? C'est la question que soulève ce rapport d'alerte réalisé par l'Ecole de Guerre Economique[3]. En 2005, Alain Juillet, alors Haut responsable à l'Intelligence Economique avait réuni un groupe interministériel pour aborder ce type de question. Son rapport avait été classifié. Mais il est intéressant de rappeler le message principal induit dans ses conclusions : l'avantage est à l'attaquant. Ce rapport, comme beaucoup d'autres, n'a pas été suivi d'effets. Il mettait pourtant l'accent sur l'émergence d'une nouvelle forme de conflit, la guerre de l'information[4] qui touche aussi bien les terrains géopolitiques, économiques et sociétaux.

La guerre de l'information bouleverse les lois de la guerre traditionnelle :

- Pas de déclaration de guerre.
- Avantage décisif pour l'attaquant.
- Pas de traité de paix.
- Pas de fin temporelle.
- Pas d'agresseur identifiable avec certitude.

Ce rapport d'alerte met l'accent sur deux points précis :

1) Des États (Royaume-Uni, Etats-Unis, Russie, Israël, Chine) ont intégré depuis plusieurs décennies la notion de guerre de l'information à leurs stratégies d'influence et à leurs prolongements politico-militaires.
2) La culture terroriste est née et se nourrit de cette forme d'action qui prend une résonance particulière avec le développement d'Internet et des technologies de l'information.

Précisons que la nouvelle loi sur le renseignement, présentée en avril 2015 par le gouvernement français, ne répond pas à cet aspect du problème.

[3] L'équipe qui a créé l'EGE est une des premières à avoir mené des travaux de recherche appliquée sur ces questions depuis le milieu des années 90. Elle participa à la recherche conceptuelle en deux études Stratco/Intelco destinées au ministère de la Défense : étude *Les nouvelles avenues de l'information* commanditée par la Direction des Affaires Stratégiques en 1995 et l'étude *La guerre de l'information* commanditée par la Délégation Générale à l'Armement en 1996.

[4] La guerre de l'information se définit :

- Par le contenant de nature technologique. Les attaques passent par les systèmes d'information (piratage, virus, paralysie ou destruction des communications).
- Par le contenu qui recouvre les opérations de propagande et de contre propagande, les techniques de pression psychologique, les méthodes de désinformation, la manipulation par la production de connaissances de nature institutionnelle, académique, médiatique, sociétale (fondations, ONG).

1

Les démocraties sont-elles démunies ?

A l'inverse des conflits armés, sujets débattus de manière officielle, la guerre de l'information est un sujet tabou. Une grande partie des hiérarchies militaires occidentales estiment encore que la conduite des opérations militaires demeure l'élément essentiel de la résolution d'une guerre. La guerre d'Algérie, comme celle du Vietnam, ont pourtant démontré une chose importante. Bien que l'ennemi soit vaincu sur le terrain, il pouvait gagner grâce à l'utilisation de la guerre de l'information, élément décisif de la résolution du conflit qui n'a pas été perçu comme tel par les alliés.
Les démocraties européennes sont pour l'instant incapables de définir leur mode d'implication dans ce nouveau type de guerre en raison du blocage sur la légitimation d'une posture offensive dans le cadre des relations internationales de l'après-Seconde Guerre mondiale.

De la guerre militaire à la guerre de l'information

La révolution soviétique a été à l'origine de la notion de guerre de l'information au sens stratégique du terme. Face aux puissances capitalistes, l'URSS naissante n'avait pas d'autre choix que de tenter d'affaiblir le monde occidental de l'intérieur en s'appuyant sur les mouvements d'idées « progressistes » des intelligentsias européennes. Pendant des décennies, les relais de l'URSS, officiels (partis communistes prosoviétiques) ou officieux (congrès pour la paix, associations d'écrivains et d'artistes, mouvements de révolte dans la jeunesse), ont miné le terrain des démocraties occidentales par une guerre de l'information. Celle-ci sortait des sentiers battus de la propagande nationaliste ou religieuse des siècles précédents. Le monde syndical, le monde éducatif, le monde culturel ont été les cibles favorites des organes de propagande et de renseignement soviétiques. Ces différents organismes étaient investis dans la confrontation idéologique avec le monde capitaliste. Les leçons à retenir[5] de ce savoir-faire innovant et durable sont loin d'être tirées.
La matrice de guerre de l'information née de la révolution russe est fondée sur la recherche systématique de l'avantage décisif en termes de légitimité. La revendication de la posture du faible était le point d'articulation du discours, quel que soit le contexte d'intervention (révoltes sociales des exploités contre les exploiteurs, luttes de libération nationale des peuples colonisés contre les pays colonisateurs, combats multiformes contre l'impérialisme américain). Cette matrice a enfermé les démocraties occidentales dans des discours justificatifs jusqu'à l'émergence des crises successives qui ont affecté l'image du modèle communiste (RDA, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne) ainsi que des actes de dissidence au sein du Komintern[6] puis de l'URSS.
La guerre de l'information élaborée par les démocraties occidentales s'est nourrie des défauts du système adverse sans arriver à reconquérir une légitimité sur les fronts où elle était prise en défaut (guerres coloniales, mouvements estudiantins des années 60/70, crise durable des valeurs sociétales). La chute du Mur de Berlin est-elle sur ce point une victoire à la Pyrrhus ?
La matrice occidentale de la guerre de l'information a été principalement conçue dans un rapport du fort au faible. Elle fonctionne quand la matrice du faible est défaillante (cf. URSS) ou quand l'adversaire détruit sa propre légitimité par ses actes (rejet des modèles totalitaires, refus du terrorisme, condamnation des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité,

[5] L'ouvrage *Subversion, anti-subversion, contre-subversion* dirigé par François Cochet et Olivier Dard du centre régional universitaire lorrain d'histoire (Paris, édition Riveneuve, 2010) démontre les limites de l'exercice. Les universitaires ont encore beaucoup de difficultés à cerner l'étendue et la créativité de la culture subversive d'extrême gauche.
[6] Organisation de la IIIe Internationale communiste créée en 1919 et dissoute par Joseph Staline en 1943.

dénonciation des persécutions religieuses et du racisme…). Mais qu'advient-il de son efficacité ou de son efficience lorsque le modèle de démonstration ne fonctionne plus ou n'aboutit pas à ses fins ? Les Etats-Unis ont supplanté les empires coloniaux européens au nom de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils échouent aujourd'hui sur l'exportation de leur modèle de démocratie à travers le monde (échec des révolutions démocratiques en Ukraine et en Géorgie, instabilité chronique de l'Irak, départ programmé d'Afghanistan en parallèle avec une négociation avec l'ennemi taliban).

La nécessité de recomposer le cheminement dans la transmission du savoir

La Grande-Bretagne a été le pays qui a donné à la guerre de l'information sa dimension stratégique au cours de la Seconde Guerre mondiale en trompant les Allemands sur les lieux et les dates de débarquement. Israël est le second Etat à avoir intégré le processus de guerre de l'information dans la conduite d'une guerre. La guerre du Liban contre le Hezbollah a obligé l'Etat hébreu[7] à repenser sa manière de mener la guerre contre un adversaire qui a su instrumentaliser l'affrontement militaire au profit de la guerre de l'information[8]. Le cheminement de ce savoir-faire subversif date du pacte de Varsovie qui est à l'origine de l'introduction progressive de la guerre de l'information dans les conflits militaires. À titre d'exemple, les stratèges soviétiques avaient recommandé aux dirigeants de la RDA de positionner une partie de leurs stations d'essence dans des quartiers à forte densité de population afin de gêner les éventuelles frappes aériennes de l'Otan et tirer un bénéfice en termes de propagande à cause du nombre important de victimes civiles qu'elles provoqueraient parmi la population est-allemande.

Cet usage de la médiatisation des pertes civiles provoquées par l'ennemi a ensuite été enseigné dans des mouvements palestiniens comme El Fatah dont les cadres les plus expérimentés ont été formés dans les écoles du Pacte de Varsovie. Au milieu des années 70, le Fatah organisa des visites guidées au Sud Liban pour des militants gauchistes d'origine européenne afin qu'ils puissent témoigner à leur retour sur les pertes humaines occasionnées dans les villages par les raids punitifs de l'aviation israélienne. Les militants qui ont créé le Hezbollah ont réactualisé ces méthodes en cherchant notamment à provoquer des frappes aériennes et des tirs de contrebatterie sur des emplacements de tirs de roquettes choisis par ces militants pour qu'ils soient au plus près de soldats de la FINUL ou de lieux d'habitation. Cette mise en scène permit en suite au Hezbollah de dénoncer les crimes de guerre commis par Tsahal contre des civils innocents.

Le Hamas s'est inspiré du même type de pratique de guerre de l'information durant les affrontements de fin 2008/début 2009 dans la bande de Gaza. Le Hamas a donné l'exclusivité de la couverture de cette guerre à la chaîne Al Jazeera dont la majorité des images transmises montraient des scènes en gros plan de cadavres et de blessés dans la population civile palestinienne. Depuis la guerre du Vietnam, la systématisation du recours aux techniques de guerre de l'information par le faible oblige le fort à prendre en compte les effets de la société de l'information dans l'approche globale d'un conflit. Le conflit en Afghanistan a relancé le débat. Les forces canadiennes ont été amenées à développer un savoir approprié pour contrer le dispositif mis en place par les talibans. Les militaires canadiens constatèrent que les talibans communiquaient sur le chiffre des morts et des blessés de leur corps expéditionnaire avant que les unités ne soient rentrées d'opération et qu'elles aient eu le temps de faire état de

[7] Denis Sieffert, *La nouvelle guerre médiatique israélienne*, Paris, La découverte, 2009.

[8] Voir le texte « Victoire militaire et défaite informationnelle » publié par l'Ecole de Guerre Economique : http://www.ege.fr/download/victoiremilitaire.pdf.

leurs pertes aux médias. Cet avantage psychologique dans la transmission de l'information visait à renforcer la crédibilité des talibans auprès des journalistes en leur donnant l'impression qu'ils avaient une parfaite maîtrise du terrain. Pour atteindre cet objectif, les talibans plaçaient sur les toits des guetteurs qui photographiaient ou filmaient les affrontements afin de recueillir et de recouper des informations sur les combats. Cette technique permettait aux talibans de recenser les pertes canadiennes et de gagner la course de vitesse dans le cheminement de l'information vers les médias.
La mémorisation de ces techniques est encore difficile à pérenniser dans le système militaire occidental par absence de structure et de crédits dédiés à cette fonction. L'OTAN réfléchit depuis plusieurs années sur la façon d'intégrer cette nouvelle dimension de l'affrontement non létal dans la conduite des opérations. Il ne s'agit pas seulement d'une réforme des méthodes de commandement, mais d'une nouvelle approche de l'information comme moyen de porter des coups à l'adversaire. En juillet 2011, les services de renseignement américains ont déstabilisé les talibans[9] en répandant la rumeur sur la mort du mollah Omar par un faux message envoyé à certains numéros de téléphone de chefs talibans. Cette action a pris au dépourvu les talibans qui ne s'attendaient pas à ce que des forces servant les intérêts d'une démocratie recourent à de tels procédés. Les talibans ont été d'autant plus surpris par cette manœuvre qu'ils s'étaient habitués à une passivité « politiquement correcte » des forces de la coalition qui ont constamment comme souci de ne pas avoir leurs propres médias comme détracteurs de leurs actions militaires sur un théâtre d'opération extérieure.

L'autoaffaiblissement informationnel des démocraties via leurs propres médias

Il faut remonter à la guerre du Vietnam pour tenter de comprendre comment les démocraties se sont piégées elles-mêmes par rapport à ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la guerre de l'information. A l'époque, l'Occident se voyait comme le centre du monde. La guerre froide présentait l'URSS comme une menace potentielle, mais lointaine. Les journalistes occidentaux rendaient compte de l'actualité sans tenir compte des menaces sous-jacentes induites par cet affrontement silencieux entre les deux Blocs. Cette attitude déconnectée du jeu pernicieux des manipulations informationnelles inhérentes aux conflits, quelle que soit leur intensité, a ouvert des brèches récurrentes dans notre manière d'appréhender les rapports de force.
En retraçant le rôle joué par les médias américains durant la guerre du Vietnam, Patrick Barberis[10] a analysé les mécanismes qui ont amené les journalistes américains à devenir un des axes majeurs de manipulation de la stratégie du Nord Vietnam contre les Etats-Unis d'Amérique. Il concentre son enquête sur l'offensive du Têt lancée par le Viêt-Cong appuyé par des éléments de l'armée nord-vietnamienne sur plusieurs dizaines de villes du Sud Vietnam. Dans cette phase décisive du conflit vietnamien, la guerre de l'information prend le dessus sur la guerre militaire. Comme le rappellent les auteurs de l'émission, « si l'armée américaine remporte en effet des victoires écrasantes sur le terrain, les images générées par ces combats produisent l'effet inverse ». Autrement dit, on peut perdre une guerre parce qu'un camp a eu l'intelligence d'instrumentaliser les journalistes de l'autre camp. Militairement, le résultat a été catastrophique pour Hanoi, car les pertes humaines se sont chiffrées en dizaines de milliers de soldats et de miliciens. Médiatiquement, cette offensive a été un succès inestimable.
Un général américain interviewé dans l'émission explique que les dirigeants communistes Ho Chi Minh et Giap ont choisi de perdre sur le plan militaire en sacrifiant leurs troupes dans des

[9] Article « La guerre de l'information perdue par les talibans » publié sur le site knowckers.org daté du 2011/07.
[10] Documentaire *Vietnam, la trahison des médias,* diffusé le 1er octobre 2008 sur la chaîne de télévision Arte.

opérations sans aucune chance de succès durable (prendre et garder les villes), car ils avaient compris que les images prises par les journalistes américains dans les villes, jusque-là peu affectées par la guerre, allaient montrer l'armée américaine attaquée par surprise, reprendre Hué la capitale impériale avec lenteur et surtout transformer les journalistes américains en relais de propagande. Ho Chi Minh et Giap savaient aussi que l'image prime sur l'information. Lorsque les troupes du Viêt-Cong prirent temporairement le contrôle de l'ex capitale impériale Hué, les commissaires politiques qui les accompagnaient firent exécuter plusieurs milliers de personnes. Le fait est connu, cité, mais il n'y a aucune image[11]. Cette information ne recueillit quasiment aucun écho chez les manifestants qui défileront quelques semaines plus tard aux Etats-Unis pour protester contre la guerre et dénoncer la politique américaine. Les médias américains pensaient faire leur travail en montrant la guerre dans les villes et en signalant le risque d'enlisement. Ils avaient pourtant commis une faute majeure en ne parlant pas des crimes de guerre commis par un faible au nom d'une lutte de libération nationale.

Cette erreur fut reproduite quelques décennies plus tard en Afghanistan. Le paiement des intermédiaires pour réaliser des « reportages » chez les talibans a été un non-dit qui n'a pas résisté à la polémique à la suite du reportage publié en août 2008 dans Paris Match sur l'embuscade d'Uzbin[12]. Aucun journaliste français ne précisait avant cet événement qu'il avait dû payer pour avoir l'autorisation de filmer ou d'interviewer les talibans. Cette information ne figurait pas dans les commentaires des journalistes au moment de la présentation de leur reportage diffusé sur les chaînes de télévision. Les reportages réalisés dans un tel contexte ne sont plus du journalisme, mais peuvent être assimilés à de la propagande au profit de l'ennemi. Un tel manque de discernement interpelle sur la finalité du message transmis par un journaliste qui se présente comme « neutre et objectif ».

Les médias des démocraties continuent à entretenir ce genre d'ambigüités sous prétexte du respect des règles de déontologie. Cette attitude qui rappelle la sinistre formule "responsable, mais pas coupable" est devenue aujourd'hui une de nos failles principales. Certaines puissances ont su tirer profit de ce rapport mimétique à l'information : le fort a tort, le faible a raison. Premières victimes de ce déni de la guerre de l'information, les Etats-Unis ont compris qu'ils pouvaient en tirer profit en surfant sur la vague, c'est-à-dire en jouant et exploitant l'image du faible, symbolisée par des forces en révolte contre le pouvoir en place, pour déstabiliser des puissances, des régimes ou des adversaires qui portaient atteinte à leurs intérêts vitaux.

Un détournement des valeurs démocratiques au service de la puissance

La conquête des marchés de l'ex-empire soviétique a servi de terrain d'expérimentation à cette mise en œuvre d'une nouvelle forme de stratégie d'influence qui sortait des sentiers battus de la diplomatie traditionnelle ou du monde du renseignement.

De manière visible, mais en passant par des relais indirects positionnés dans la société civile nord-américaine, les Etats-Unis ont conçu le modèle des révolutions de couleur ont touché la Serbie en 2000, la Géorgie en 2003, l'Ukraine en 2004, le Kirghizstan en 2005. A l'opposé des épisodes violents qui ont jalonné la guerre froide, les révolutions de couleur[13] sont non

[11] Il existe en revanche des images des charniers de cadavres découverts par l'armée américaine plusieurs semaines après avoir repris Hué. Mais elles ne seront pas diffusées par les médias occidentaux et n'ont donc aujourd'hui aucune portée historique.

[12] Les photos reproduites par le magazine Paris Match montraient des talibans avec des objets pris sur des militaires français tués au combat lors de cette embuscade.

[13] Voir l'article de Florent Parmentier, *Mouvements de jeunesse et « révolutions colorées » dans l'espace postsoviétique*, le cas de la Transnistrie, diploweb.com.

violentes à l'image de celles initiées en Ukraine (révolution orange) et en Géorgie (révolution des roses). Ces déstabilisations des régimes en place ont donné lieu à des opérations d'influence et d'information relayées par des mouvements étudiants, des ONG, des fondations privées et la mobilisation d'internautes par le biais des réseaux sociaux (cf. chapitres 5 et 6 de ce rapport).
La Russie a progressivement trouvé les parades à ces intrusions dans sa sphère d'influence par la création de mouvements de jeunesses patriotiques et l'activation d'ONG spécialisées dans la divulgation d'informations compromettantes. Ce contre-modèle copie les modes d'expression des activistes des révolutions colorées : choix d'un logo, manifestations de rue, forum de discussion sur Internet. Cette contre-guerre de l'information a fait échouer les révolutions colorées en Asie centrale (Ouzbékistan, Biélorussie). D'autres pays comme l'Iran ont tiré les leçons des méthodes américaines en atténuant la portée des campagnes de protestation par la censure des médias, le verrouillage d'Internet, et le renforcement du contrôle policier.

Conclusion

La montée en puissance des guerres de se vérifie dans les conflits de base intensité, suscitée le plus souvent par la remise en cause de régimes totalitaires à bout de souffle. L'essoufflement de la superpuissance américaine ouvre la voie à de multiples inconnues géopolitiques et géoéconomiques qui peuvent se traduire à terme par des affrontements informationnels à géométrie variable. Le fort et le faible, ayant opté pour une politique agressive, chercheront à tirer un profit décisif ou partiel de la mise en œuvre de guerres de l'information auxquels ils se seront préparés avec soin et de manière discrète. Profondément marquées par le bilan traumatique des deux guerres mondiales, les démocraties tentent de gommer la notion d'ennemi de leur vocabulaire. Cette volonté de pacifier les relations internationales ne suffira pas à stopper la montée des périls générée par les crises multiples qui perdurent dans plusieurs régions du monde. Autrement dit, nous n'avons pas le choix. Il faut se préparer à combattre de manière durable et sur différents théâtres, et notamment à mener des guerres de l'information désormais inévitables.

2

La confrontation informationnelle sur Internet

Le monde a désormais deux dimensions : le monde matériel et le monde immatériel. Le premier a généré la mondialisation des changes. Le second est à l'origine de la société de l'information symbolisée aujourd'hui par Internet et les technologies de l'information. Dans ce monde immatériel, les opportunités sont multiples : marché du stockage d'informations, économie numérique, industrie logicielle, extension des réseaux, commerce électronique, technologies de l'information, masses de données. L'omniprésence de la société de l'information ouvre de nouvelles perspectives de développement échanges, mais est également un nouvel espace de conflictualité. Les opérations d'information offensives sont devenues une pratique courante pour déstabiliser un Etat, une entreprise ou la vie d'un citoyen.

Société de l'information et rapports de force

Si la société de l'information est en train de révolutionner la pratique de la guerre traditionnelle (cf. systèmes de commandement, gestion de la logistique, mode de combat par le recours aux drones, guerre informatique), elle modifie aussi les méthodes d'affrontement sur le terrain économique et concurrentiel. La prise en compte dispersée des rapports de force informationnels qui dissocie le contenant, le contenu et le facteur humain crée des fenêtres de vulnérabilités majeures dans le pilotage des organisations.

En France, la perception des rapports de force informationnels est centrée sur les problèmes du contenant (intrusion, piratage, virus). Cette approche défensive est surtout appréhendée sous l'angle technique et pose le problème de la compréhension du sujet par les décideurs qui n'ont pas les compétences ni la double culture pour en saisir la dimension stratégique.

Les deux scandales majeurs (affaires WikiLeaks[14] et PRISM[15]) ont balayé l'angélisme qui s'était créé dans le sillage d'Internet. L'étendue des révélations a modifié la problématique de la sécurité et a aussi mis en évidence la nécessité de ne pas se limiter qu'à une approche technique des systèmes d'informations. Le facteur humain joue toujours un rôle essentiel comme le démontre le rôle joué par Edward Snowden dans l'affaire PRISM.

L'officialisation des pratiques du système d'espionnage américain dans le monde ouvre la voie à une réflexion à peine émergente sur les trois espaces informationnels qui sont impactés par les retombées de ces révélations : celui des États, celui de la démocratie, celui des entreprises.

- *L'espace informationnel des États.*
  L'affaire PRISM pose la question de la souveraineté informationnelle des États. Lorsqu'Internet a commencé à être utilisé en France au début des années 90, le Secrétariat Général de la Défense National avait préconisé d'éviter son utilisation dans le cadre administratif. Il s'avéra très vite impossible de suivre ce conseil qui reposait déjà à l'époque sur des suspicions légitimes. En 2015, les captations illégales de l'information sont devenues monnaie courante. Rappelons à ce propos que d'autres États ont recours aux mêmes pratiques que les agences de renseignement américaines, mais dans un ordre de grandeur non comparable. Il

[14] L'affaire WikiLeaks fait référence à la divulgation en novembre 2010 de plus de 250 000 télégrammes de la diplomatie américaine par le site fondé par Julien Aussange.

[15] L'affaire PRISM fait référence à un programme américain de surveillance électronique par la collecte de renseignements à partir d'Internet et d'autres fournisseurs de services électroniques. Cette opération a été dévoilée par l'ex consultant de la NSA, Edward Snowden.

semble légitime de s'interroger sur la manière de garantir les termes de la souveraineté informationnelle d'un Etat.

- *L'espace informationnel des démocraties.*
  Les affaires Wikileaks et PRISM nous interpellent sur le fonctionnement de la démocratie dans la société de l'information. C'est une page presque blanche qu'il faut remplir dans un contexte où règne la confusion la plus totale. Les Etats-Unis et leurs firmes numériques ne veulent pas d'une protection des données personnelles au sens où nous l'entendons en Europe et plus particulièrement en France. Le viol du secret de correspondance qui est inhérent à l'affaire PRISM est une remise en cause d'un principe élémentaire de la vie des citoyens dans un cadre démocratique.

- *L'espace informationnel des entreprises.*
  L'affaire PRISM et ses prolongements ont démontré que la compétition économique évoluait dans un univers informationnel poreux. Les entreprises ne peuvent plus appliquer la politique de l'autruche. Il est impossible de sécuriser Internet. La transparence souhaitée par l'Europe et l'arrêt immédiat des activités intrusives américaines ne semblent pour l'instant guère crédibles. En revanche, des marges de manœuvre existent pour obliger les firmes américaines du numérique à modifier les déclarations de responsabilité qu'elles font accepter par leurs clients. Pour rester crédible, l'Union européenne se doit de définir les critères de protection des données personnelles applicables dans son périmètre juridique.

A à la fin des années 90, l'administration Clinton fit savoir que les Etats-Unis souhaitaient détenir le leadership mondial sur le marché privé de l'information. La puissance garante du libéralisme économique et du non-interventionnisme de l'Etat dans les activités économiques privées se permettait ainsi de faire une exception à la règle. A l'époque, personne ne s'est ému de la portée d'une telle annonce. Elle est confirmée aujourd'hui par la porosité entre le monde numérique nord-américain et les différentes agences de renseignement de ce pays comme le démontre le contrat de 600 millions de dollars passé entre la Central Intelligence Agency (CIA) et Amazon pour l'accompagner dans la construction de son espace de stockage privé de connaissances.

La problématique du contrôle de l'information

Depuis l'émergence de la société de l'information, les Etats-Unis tirent profit de l'avantage de contrôler à la fois le contenant, c'est-à-dire l'infrastructure du web, et une partie du contenu via son expansion par les réseaux sociaux. La question de la souveraineté informationnelle est une problématique qui peut apparaître insoluble. On imagine mal comment la puissance américaine peut se priver d'un tel atout. La défense des intérêts régaliens de l'Etat contre les cyberattaques est donc devenue une épreuve compliquée. Plusieurs structures administratives se disputent ce privilège sans pour autant avoir atteint la taille critique pour assurer un service couvrant tous les enjeux. De son côté, le secteur privé a encore du mal à identifier les solutions qui peuvent venir des Pouvoirs publics. En 2010, le Cercle Européen de la Sécurité et des Systèmes d'Information (CESIN) avait consulté ses participants sur ce sujet. La grande majorité des Responsables des Sécurités des Services Informatiques semblait encore très réticente à nouer un dialogue plus dynamique avec l'appareil d'Etat. Les multiples intrusions et la croissance exponentielle du piratage informatique font évoluer les mentalités.

TV5 avait été prévenue par l'Agence nationale des systèmes de sécurité des systèmes d'informations (ANSII) de certaines failles dans son système informatique.
Les enjeux du contrôle de l'information sont autant militaires que géoéconomiques. Revendiquant une logique commerciale, les Etats-Unis développent depuis la fin des années 70 des systèmes logiciels ayant une capacité croissante d'accès aux informations produites chaque jour dans le monde. Par cette forme d'acquisition invisible de la connaissance sur Internet, les Etats-Unis espèrent maîtriser l'avenir du commerce électronique. De telles possibilités non mesurables d'accès à la connaissance d'autrui constituent un défi de souveraineté que l'Europe et la France ont beaucoup de difficultés à relever pour l'instant par rapport à la montée en puissance des données ouvertes et des jeux d'influence qui en découlent :

- *L'opportunité des données ouvertes.* L'Open Data (donnée ouverte) est un concept flou qui recouvre, a minima, la mise à disposition de données d'une organisation à des individus et/ou des organisations tierces. Pour cela, il s'agit de supprimer les contraintes techniques, juridiques et financières qui entravent la libre diffusion et réutilisation des données. Depuis quelques années, avec le développement de technologies numériques (capteurs, algorithmes…) et à leurs utilisations massives (via Smartphones, tablettes, compteurs communicants…), le volume de ces données, en général, explose. Le poids du numérique ne cesse de grandir dans tous les secteurs de l'industrie et l'économie française et européenne. Cette nouvelle économie pourrait être l'une des clés pour relancer la croissance de la France et de l'Europe. En France, l'industrie du numérique pèse déjà 148 milliards d'euros - Télécoms, e-commerce, logiciels, services et conseils- et emploie un million de personnes.
- *Des jeux d'influence tous azimuts.* L'Open Data a fait son apparition dans le débat public pendant la campagne pour l'élection présidentielle américaine de 2008, grâce au lobbying d'entrepreneurs californiens de l'internet. Le premier engagement de Barack Obama élu, en 2008, a été, *l'Open Governement Inititative* en faveur de la transparence, la participation et la collaboration des citoyens aux décisions publiques. Mais derrière ces déclarations de bonnes intentions se cachent des jeux d'influence d'États et d'entreprises. En février 2013, le site ZDNet.fr a lancé une alerte sur le fait qu'un « lobbying sans précédent » était orchestré dans les coulisses de l'administration de Bruxelles par les géants américains du web soutenus par les autorités américaines. Cette action visait à atténuer les procédures de contrôle du projet de réforme européen sur la protection des données personnelles. Un mois plus tard, la sortie d'un rapport du Sénat sous la direction de la sénatrice Catherine Morin-Desailly enfonçait le clou par un titre évocateur : *L'Union européenne, colonie du monde numérique*[16].

La nécessaire maîtrise du risque informationnel

La montée en puissance des rapports de force informationnels est liée à l'impact de la société de l'information sur le développement des entreprises et l'évolution des contextes concurrentiels de marché. Pour y voir clair, il est nécessaire de faire la part des choses entre les risques liés au contenant, au contenu et au facteur humain. Si la répartition des expertises (sécurité informatique, sureté, action juridique, communication, marketing, ressources

[16] Rapport d'information de Mme Catherine Morin-Desailly, fait au nom de la commission des affaires européennes n° 443 (2012-2013) - 20 mars 2013.

humaines) se justifie par la nature de l'organisation de l'entreprise, les nouvelles menaces issues de la société de l'information[17] impliquent une approche globale des rapports de force informationnels.

Dans le monde de l'entreprise, la distinction entre les atteintes à la propriété intellectuelle et la violation du secret des affaires est nécessaire, car les enjeux sont différents. Dans le premier cas de figure, il s'agit de se réapproprier ou de détourner un savoir au profit d'un tiers. Dans le second cas, l'attaquant cherche à obtenir illégalement ou en manipulant une source humaine des informations qui ont une valeur stratégique souvent décisive soit pour prendre le contrôle d'une entreprise, soit pour être en position la plus avantageuse possible dans une transaction financière ou pour commettre des délits d'initié lors de l'introduction d'une action en bourse.

Les sources des menaces sont généralement les entreprises qui ne se sont pas préparées à faire face à des concurrents agressifs. Peu de chefs d'entreprise ont cette culture du danger et savent donner les moyens de contrer de telles manœuvres déloyales. Les recours judiciaires varient selon les pays. En France, les juristes français n'ont pas encore su définir le mot information. Cette lacune crée de nombreuses vulnérabilités exploitables par des individus malveillants. Les entreprises victimes de ce type d'actions néfastes ont le plus grand mal à faire valoir leurs droits devant des tribunaux, car les magistrats sont encore peu formés à l'approche juridique du monde immatériel.

Les salariés impliqués dans la gestion des risques informationnels sont ceux qui sont « en première ligne » c'est-à-dire, les responsables de la recherche, les chefs de projet, les animateurs des réseaux informatiques, le directeur du marketing, le directeur de la communication, les commerciaux, les responsables des achats, les financiers et les juristes. Dans les grandes entreprises, cette transversalité doit être supervisée par un membre du comité exécutif pour être efficace, car elle doit bénéficier d'une forte légitimité interne. Peu de groupes du CAC 40 se sont engagés dans un tel processus de sécurité. L'effet Snowden a été salutaire dans la mesure où des directions d'entreprise sont revenues sur certaines décisions jugées désormais un peu laxistes concernant leur approche de l'information. Il n'existe pas de solution miracle, mais le bon sens peut parer à bien des soucis. Citons, à titre d'exemple, cette PME qui produit des études dans le domaine de l'énergie. Pour des raisons d'économie, elle a décidé de basculer une partie de la gestion de son capital informationnel en passant par Google. Sa direction a pris soin de stocker les études les plus sensibles sur un système informatique déconnecté d'Internet.

Conclusion

Les administrations comme les entreprises françaises sont confrontées à un double défi : s'adapter à un univers informationnel en mutation technologique constante et assumer la prise de risque de travailler en réseau sans avoir la certitude d'être bien protégé. La solution passe par l'apprentissage d'un management de l'information qui ne s'improvise pas, mais se construit dans un climat consensuel au sein des organisations. L'impulsion doit partir du sommet de l'Etat et impliquer les décideurs privés ainsi que les structures concernées dans la société civile. Il faudra s'armer de patience pour s'extraire des blocages culturels, des logiques

[17]http://www.lesechos-etudes.fr/fr/catalogue/etudes/sectorielles/communication-media/communication-influence-internet.html.

de territoire et des refus individuels de s'impliquer dans des mesures qui visent à garantir une approche pertinente de l'intérêt collectif. Une des priorités concerne les personnes qui s'occupent de la sécurité de l'information. Ces dernières vont devoir acquérir dans un avenir proche une double culture, couvrant à la fois les problématiques du contenant et celles du contenu, et formaliser des procédures adaptées à ces nouveaux types d'affrontements.

3

La force des mots reste prédominante

La perception des affrontements informationnels démontre que cette dimension spécifique d'un conflit est encore mal comprise en France. Les précédents historiques tels que le faux témoignage de la fille de l'ambassadeur koweïtien à Washington au début de la guerre du Golfe où la désinformation sur les armes de destruction massive lors de la guerre en Irak a finalement laissé peu de traces dans la manière de situer la place de la guerre de l'information dans la conduite de la guerre. Les médias, les politiques et le monde académique ont une approche très factuelle de la guerre de l'information. Il ressort de ce manque de discernement collectif une vision partielle des pratiques des parties prenantes et une capacité réduite de sens critique. Ce contexte nuit à l'analyse des événements et donne un avantage à la force manipulatrice.

Une nouvelle forme de guerre enfermée dans le non-dit

L'analyse des guerres de l'information initiées depuis le début du siècle dernier est contrariée par une série d'obstacles qu'il est important de prendre en compte pour ne pas faire fausse route. Le premier d'entre eux est la dissimulation de l'intention stratégique par le fort ou le faible qui a décidé de recourir à ce type de démarche. Les forces qui mettent en œuvre des opérations offensives n'ont pas pour habitude de les revendiquer. L'art de la guerre de l'information est justement de ne pas donner l'impression d'en être à l'origine. Les écrits académiques souffrent de cette omission et rendent compte de ce que les Etats ou les mouvements armés acceptent de rendre public ou accessible par des archives et éventuellement des textes diffusés à une armée dans un cadre de conflit[18].

Lors des dernières décennies, la pratique de guerre de l'information a été diabolisée durablement à la suite des différentes péripéties liées aux guerres coloniales. La communication s'est substituée à cette vision de la guerre par les mots, entraînant bien souvent une confusion dans le mode de riposte informationnelle. La tendance à la temporisation et à la négation des logiques d'affrontement a conditionné le pouvoir à limiter la prise de risque et à s'enfermer dans des discours justificatifs dans lesquels il se piégeait lui-même. Il y eut heureusement des exceptions comme lors de la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique sous la présidence de Jacques Chirac. L'armée et la marine s'étaient préparées à la confrontation avec Greenpeace et étaient sorties victorieuses de cette confrontation informationnelle en démontrant que le ton alarmiste pris par l'ONG dans ses déclarations aux médias ne s'appuyait pas sur des démonstrations pertinentes. Le *Rainbow Warrior II* n'avait pas l'équipement adéquat pour valider les annonces d'alerte de Greenpeace sur le taux de radiation annoncé à propos des prélèvements effectués dans la zone. Dans le même ordre d'idées, le gouvernement français rappela à l'Australie qui avait lancé une compagne de boycott des produits français que ce pays devait accorder ses paroles avec ses actes dans la mesure où il vendait à la France de l'uranium qui lui permettait de construire ses bombes nucléaires.

Un autre obstacle, et non des moindres, fut pendant des décennies la posture du monde académique qui fut très limitée dans sa production pour analyser de telles démarches conflictuelles. Les quelques historiens ou politologues qui osèrent s'aventurer sur ce terrain glissant préférèrent focaliser leurs travaux sur les méthodes de propagande dans la conduite de la guerre militaire. Les universitaires ont mis beaucoup de temps à intégrer dans leur champ d'analyse l'aspect politique des guerres de l'information qui ont accompagné les révolutions russe et chinoise.

[18] A l'image du TTA117 qui est une instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique diffusée en 1957 lors de la guerre d'Algérie.

La guerre politique inventée par les communistes

Si la Révolution française[19] a été l'initiatrice d'une certaine forme de guerre de l'information à l'intérieur comme à l'extérieur de l'hexagone, ce sont les initiateurs de la révolution socialiste qui l'ont théorisée. Dès leur naissance, les partis communistes ont positionné l'information comme une arme politique destinée au travail de sape entrepris contre le pouvoir en place. La dimension politique de l'action subversive prit une importance parfois plus grande que son application militaire. À titre d'exemple, le *Komintern*[20] tout comme la *Tricontinentale*[21], ont joué un rôle essentiel dans la diffusion des idées révolutionnaires dans les pays ciblés par l'URSS. La confrontation idéologique durant la guerre froide aurait pu servir à l'élaboration d'une grille de lecture sur la guerre de l'information, au moins sous l'angle du contenu. Ce ne fut pas le cas. Les deux Blocs ont tout fait pour masquer leurs modes opératoires dans ce domaine. Les débats idéologiques servaient de paravent aux manœuvres informationnelles. Les organes de propagande prosoviétiques[22] utilisèrent la notion de *progressiste* comme une arme informationnelle pour affaiblir la légitimité du discours du camp adverse. En encourageant indirectement l'émergence d'une pensée dite progressiste, les idéologues communistes cherchaient à faire dénigrer les valeurs des sociétés capitalistes par des membres des milieux intellectuels occidentaux. Les progressistes prônaient des valeurs dites modernes afin de dépasser les contradictions de la société capitaliste. Cette stratégie de dénigrement du conservatisme a permis aux partis communistes de noyauter durablement des courants littéraires en situation de rupture, des personnalités du monde culturel et des membres du système éducatif dans les sociétés civiles occidentales. Ces diffuseurs de pensée agissant hors du champ politique classique ont affaibli la superstructure,[23] car ils remettaient en cause les valeurs hégémoniques de l'idéologie dominante.

La riposte occidentale à cette forme originelle de guerre de l'information par le contenu a été à la fois directe à l'image du Maccarthysme[24] aux Etats-Unis, et indirecte par le biais du *Congress for Cultural Freedom*[25] au niveau mondial. En riposte aux manœuvres de pénétration et d'infiltration de leur intelligentsia, les autorités américaines et britanniques ont répondu par l'appel à la dissidence dans les pays socialistes. Le porteur de la démarche fut l'ancien militant kominternien Arthur Koestler qui, après sa condamnation du stalinisme, fut chargé de détourner les intellectuels progressistes de la propagande communiste et des opérations d'influence menées par les services de renseignement du Bloc de l'Est.

[19] Pedro J. Ramirez, *Le coup d'Etat, Robespierre, Danton et Marat contre la démocratie*, Paris, Vendémiaire, 2014.

[20] 'Internationale communiste née d'une scission de l'Internationale ouvrière en 1919.

[21] Conférence qui regroupe en 1966 à Cuba les forces « anti-impérialistes » d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Consulter à ce propos l'ouvrage de Roger Faligot, Tricontinentale**,** *Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La découverte, 2014.

[22] Stephen Koch, *La fin de l'innocence, les intellectuels de l'Occident et la tentation stalinienne, 30 ans de guerre secrète*, Paris, Grasset, 1995.

[23] Pour le philosophe marxiste italien Antonio Gramsci (1891-1937), la lutte révolutionnaire implique de changer la société pour prendre le pouvoir.

[24] Le sénateur MacCarthy présida entre 1950 et 1954 un sous-comité d'investigations sur les activités antigouvernementales. Dans le cadre de cette traque, près de six millions de personnes furent interrogées. Plusieurs centaines de personnes furent démises de leurs fonctions. L'opuscule « cent choses que vous devriez savoir sur les communistes » a été distribué à des millions d'exemplaires.

[25] Le *Congress for Cultural Freedom* (CCF) fut dirigé de 1950 à 1967 par Michael Josselson, agent de la CIA. A son apogée, le CCF avait des antennes dans 35 pays. Il soutenait une vingtaine de revues, organisait des expositions et des conférences internationales, diffusait des films et soutenait la publication de livres comme *le zéro et l'infini* d'Arthur Koestler et *1984* de George Orwell.

Cette compréhension de la guerre de l'information, restée longtemps hors de portée des médias et du monde académique, n'a pas pour autant pris en compte par les services spécialisés. Le secret qui entourait la remontée de certains types d'information et le cloisonnement du jeu des acteurs ont fortement limité les possibilités de décryptage à un niveau intermédiaire. Dans le meilleur des cas, le sommet de la hiérarchie *savait,* mais ne diffusait pas pour autant les connaissances acquises vers un public plus large. A l'intérieur même du système sécuritaire des États, rares ont été les transferts de connaissance entre le monde du renseignement qui détenait éventuellement des éléments de réponse sur la manière dont l'ennemi pouvait mener par exemple des guerres de l'information de nature politique et le monde militaire qui abordait la question sur un plan purement tactique. Il ressort de ce constat que le plus pénalisant des obstacles fut la manière dont a été comprise cette nouvelle forme d'affrontement par les pouvoirs politiques sous la IVe et la Ve République.

L'apparition de nouveaux centres de gravité

Selon l'universitaire américain Matthew Connelly[26], la conduite des guerres coloniales (Indochine, Algérie) a été prise en compte de manière intermittente par les gouvernements de la République française. Si l'armée française a gagné tactiquement contre le FLN (opération de la *bleuite*[27]), elle a perdu la guerre de l'information au niveau stratégique. La démonstration de Matthew Connelly est particulièrement éclairante sur les opérations d'influence sur les votes à l'ONU, sur le décalage entre le discours officiel français qui revendiquait l'apport du progrès à un pays en voie de développement et le processus de modernité démocratique que le FLN souhaitait conduire après l'indépendance. A l'époque, les autorités civiles et militaires ont mal évalué les centres de gravité. Ce cas n'est pas propre à la France comme le rappelle le général américain Robert Scale, commandant l'Us Army War College,[28] à propos de la guerre du Vietnam. L'armée américaine pensait que le centre de gravité vulnérable était le potentiel militaire ennemi et sa capacité de vaincre sur le terrain. Lors de l'offensive du Têt, les dirigeants communistes Hô Chi Minh et Giap ont pris le risque de perdre sur le plan militaire au profit d'une victoire décisive en guerre de l'information. Ils estimaient que le centre de gravité de l'ennemi était son propre peuple et que la bataille de l'opinion était primordiale.

L'impact du Vietnam n'a pas été immédiat. Les mesures prises durant la première guerre du Golfe ne sont qu'une infime partie des leçons tirées par les Etats-Unis dans le domaine de la guerre de l'information *par le contenu*. La partie visible a surtout porté sur l'encadrement des journalistes projetés sur un théâtre d'opérations pour éviter que les médias américains ne parasitent une nouvelle fois l'impact d'une opération militaire dans l'opinion publique. La partie moins visible relève d'une démarche de portée plus stratégique.

[26] Matthew Connelly, *L'arme secrète du FLN, Comment de Gaulle a perdu la guerre d'Algérie,* Payot, 2011.

[27] Opération d'infiltration et d'intoxication à grande échelle, montée par les services secrets français contre l'Armée de Libération Nationale pour y susciter des purges internes.

[28] Interviewé par Patrick Barberis, dans l'émission *Vietnam, la trahison des médias*.

La prise en compte de la créativité de l'adversaire

Après s'être opposés dans un premier temps aux initiatives de l'adversaire par des mesures de contre subversion, les spécialistes anglo-saxons de la lutte anticommuniste ont cherché à devenir plus proactifs. L'expérience de Solidarnosc[29] en Pologne leur a permis de se familiariser avec les techniques de combat du faible au fort. Jusqu'à cette crise interne du monde communiste, les défenseurs des intérêts occidentaux avaient pris l'habitude de se battre avec les armes du fort pour contrer les initiatives du faible. Le mouvement enclenché par les grévistes des chantiers navals de Gdansk aboutit à un contournement des positions idéologiques du modèle communiste qui devait en principe être le garant de l'intérêt des travailleurs. Ce retournement de situation a permis de tirer un certain nombre d'enseignements. Au-delà de la récupération politique d'un activisme ouvrier en révolte contre la ligne du Parti, les méthodes subversives de déstabilisation mises en œuvre par les activistes de Solidarnosc ont démontré la force de frappe non violente d'un mouvement sociétal en opposition avec un pouvoir légitime. Les concepteurs des révolutions colorées ont retenu la leçon.

Le concept de dissidence n'a pas pour autant été abandonné, il reste un levier majeur dans l'initiation des jeunes aux méthodes subversives en intégrant la dimension virtuelle des réseaux sociaux et des médias sociaux via Internet. C'est ainsi que l'*Alliance of Youth Movements (AYM) a* donné naissance à *movements.org* qui est une organisation à but non lucratif chargé de créer des liens entre cyberdissidents, de soutenir leur action et de former les internautes acquis à cette nouvelle forme d'activisme. Les promoteurs historiques de l'action subversive ont tiré leurs propres leçons de cette tentative de récupération de leur savoir-faire. La lecture des événements en Géorgie (2008) puis en Ukraine (2014) souligne une autre forme de réappropriation : les Russes ont compris que le concept de dissidence était une arme qu'ils pouvaient utiliser à leur profit. L'encouragement des mouvements dissidents en Ossatie du Sud, en Abkhazie et dernièrement en Crimée est une illustration de leur capacité de rompre l'encerclement informationnel dans lequel des puissances étrangères voulaient les enfermer.

Conclusion

La guerre de l'information *par le contenu* se décline dans les trois dimensions : symétrique (désinformation sur les zones de débarquement durant la Seconde Guerre mondiale), dissymétrique (affrontements informationnels entre Israël et Hezbollah en 2006), asymétrique (guerre contre le terrorisme). La tendance actuelle des analystes anglo-saxons comme des experts russes est de se concentrer sur les multiples combinaisons qui relèvent de l'asymétrie. Dans un dossier sur la Crimée, Alice Lacoye Mateus[30] met en exergue : "Techniques ou conflits ambigus, non conventionnels, non linéaires, asymétriques, hybrides... : la nouvelle conception russe du conflit interétatique est difficilement appréhendée en Occident. Les définitions données varient, mais elles ont pour point commun de placer l'information au cœur de cette conflictualité". Les écrits et les communications académiques en provenance des Etats-Unis nous encouragent à privilégier d'autant plus cette approche que l'accent est mis sur l'importance des technologies de l'information et la prise en compte de la dimension émergente de la cyberguerre.

[29] Groupement de syndicats libres polonais impulsés par Lech Wałęsa en 1980.

[30] http://www.knowckers.org/2015/03/la-campagne-de-crimee-une-operation-informationnelle-exemplaire/

4

Les limites opérationnelles de la cyberguerre

La cyberguerre est née dans la confusion des genres[31] illustrée par la terminologie qui a fleuri ces dernières années : « cyberespace, cyberguerre, cyberdéfense, cyberstratégie, cyberattaque, cyberhacktivisme, cybercriminalité ». L'absence de doctrine française[32] sur le sujet entretient un flou conceptuel qui freine la prise de conscience des principaux intéressés (appareil militaire, structures de sécurité, acteurs économiques, société civile). Lorsque le pouvoir politique ne saisit pas l'enjeu stratégique, la problématique se dilue souvent dans des considérations techniques avec, dans le meilleur des cas, quelques avancées sur le terrain défensif.

La clarification du concept de cyberguerre passe d'abord par une étude détaillée de la conflictualité propre à la société de l'information. Cette évidence n'en est pas une. La plupart des spécialistes du sujet où qui se présentent comme tels prennent le problème à l'envers en partant de l'identification des failles « des tuyaux » et non de l'analyse des stratégies qui cherchent à les exploiter. Cette erreur a déjà été commise lors de l'introduction du char dans les armées entre les deux guerres mondiales. Les responsables de l'armée française accueillirent cette innovation comme un apport technique à la puissance de feu de leurs forces et ne cherchèrent pas à saisir la manière dont l'ennemi allait l'utiliser en le combinant avec l'appui aérien.

Cet aveuglement n'est pas nouveau et a déjà eu pour conséquence d'aboutir dans le passé à des défaites stratégiques ou tactiques. Les précédents historiques dans l'histoire du XX^{ème} siècle devraient pourtant inciter à une certaine prudence. Plusieurs conflits militaires de grande et de moyenne intensité ont mis en évidence l'importance déterminante d'une guerre de l'information par le contenu dans les stratégies des belligérants.

Un système de pensée globale mort-né

La Seconde Guerre mondiale est à l'origine d'un système abouti dans la manière d'utiliser l'information sous toutes ses formes pour gagner une guerre. L'évolution de la situation sur le front occidental entre 1943 et 1944 a conduit les Alliés et plus particulièrement la Grande-Bretagne à intégrer à sa stratégie militaire une dimension informationnelle[33] pour tromper l'ennemi sur les lieux de débarquement. Sans nier l'impact des aspects purement techniques (décryptage de la machine *Enigma*, interception des messages radio émis par les Allemands) sur le déroulement des opérations militaires, les opérations d'intoxication et de désinformation[34] orchestrées par les Britanniques ont eu une incidence décisive sur la réussite du débarquement en Normandie. Le point décisif de cet apport non militaire à la conduite de la guerre fut la manière dont le chef de l'exécutif s'impliqua dans le processus. Le Premier ministre Winston Churchill joua un rôle déterminant dans un dispositif articulé autour de deux organismes : le *Political Warfare Executive* (PWE)[35] et le *London Controlling Section*[36] (LCS).

[31]Jamel Metmati, capitaine au 40è régiment de transmissions, *Une stratégie du cyberespace, le modèle des cyberopérations*, revue Défense&Sécurité Internationale n°85, octobre 2012.

[32]Constat émis dans le rapport de Jean Marie Bockel sur la cyberdéfense.

[33]Anthony Cave Brown, *La Guerre secrète, le rempart des mensonges*, Paris, Pygmalion/Gérard Watelet, 1981, 2 volumes.

[34]Jean Deuve, *La Guerre des magiciens - L'intoxication alliée 1939-1944*, Paris, éditions Charles Corlet, 1995.

[35]Le *Political Warfare Executive* fut créé en février 1942. Il dépendait du Foreign Office et avait la responsabilité de concevoir et de conduire l'action de propagande politique et psychologique dans les pays occupés.

[36]La *London Controlling Section* était chargée de la conception des plans de mystification et de la coordination de leur exécution.

Intégrée à l'origine au *Special Operation Executive*[37], la structure acquit assez rapidement une autonomie opérationnelle centrée sur trois axes d'intervention :

- perturber la perception de l'évolution du conflit par les dirigeants nazis,
- fausser la lecture des plans alliés par les responsables militaires allemands,
- démoraliser la population par des rumeurs et des fausses nouvelles.

Le principe de cette guerre de l'information fut arrêté à la conférence de Casablanca. Deux initiatives ont dominé cette démarche de tromperie : le plan *Jael* et le plan *Fortitude.* Mis en œuvre entre novembre 1943 et février 1944, le plan *Jael* fut à la fois une manœuvre de diversion et de désinformation dans le secteur de la Méditerranée. À titre d'exemple, l'opération *Zeppelin* devait amener les troupes de l'Axe à se disperser afin de parer à des risques « suggérés » de débarquement en Sardaigne, en Grèce et dans les Balkans. Sa finalité[38] était de masquer aux Allemands le véritable lieu du débarquement en Sicile. Le plan *Fortitude* devait faire croire aux Allemands que la Normandie n'était qu'un lieu de débarquement secondaire et que le débarquement principal aurait lieu dans le Nord-Pas-de-Calais afin de fixer les divisions allemandes qui défendaient cette zone et de retarder leur arrivée après le 6 juin.
L'organisation de cette multitude d'opérations échelonnées dans le temps impliqua l'ensemble des services spéciaux britanniques et américains ainsi que le GC & CS (service d'écoute et de décryptage), le *Special Operation Executive* (SOE) et le *Foreign Office*. Elle mobilisa des moyens spéciaux importants (armées ou flottes fantômes, fausse activité radio, équipes de renseignement spécialisées dans la gestion des agents allemands retournés). L'originalité de cette guerre de l'information par le contenu n'a pas donné lieu à une conceptualisation pertinente. Winston Churchill avait pourtant inventé une démarche originale de grande ampleur qui n'a pas d'équivalent si on la compare avec les pratiques de propagande des guerres précédentes.

La segmentation du concept de guerre de l'information

Après la fin des hostilités, le secret fut préservé durant plusieurs décennies en partie à cause du déclenchement de la guerre froide. Dès 1947, les services américains et britanniques[39] initiaient une nouvelle forme de guerre de l'information par le contenu pour contrer la pénétration soviétique[40] dans les milieux politiques, intellectuels et culturels du monde occidental. Le gouvernement américain investit d'importants moyens[41] dans un programme secret de propagande culturelle en Europe occidentale symbolisé par le lancement du *Congress for Cultural Freedom*. Les services de renseignement américains s'appuyèrent sur ce congrès pour la liberté de la culture afin d'attirer des intellectuels européens tels que Raymond Aron. L'objectif était qu'ils apportent la caution de leur image à cette politique de contre influence destinée à répandre une pensée anticommuniste dans les milieux de la droite conservatrice et de la gauche modérée. Ce dispositif employait des dizaines de personnes dans

[37] La mission du SOE était de préparer les forces de résistance locale en vue de missions de sabotage sur les arrières de l'ennemi lors du débarquement.
[38] Ben Macyntire, *Les espions du débarquement*, éditions Ixelles, 2012.
[39] Frances Stonor Saunders, *Qui mène la danse, la CIA et la guerre froide culturelle*, Denoël, 2003.
[40] Stephen Koch, *La fin de l'innocence, les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne*, éditions Grasset, 1995.
[41] Selon Frances Stonor Saunders, 167 fondations privées (vraies ou fausses) ont été activées pour soutenir de cette démarche.

plus de trente pays. Il soutenait la parution d'ouvrages comme le *Zéro et l'infini* d'Arthur Koestler[42], parrainait une vingtaine de revues (y compris de nature subversive comme *Encounter*), montait des expositions artistiques et organisait des conférences et des colloques à l'international.
Durant la guerre froide, le champ exploratoire de la guerre de l'information initié au cours de la Seconde Guerre mondiale se segmente sur plusieurs terrains d'application sans pour autant mettre en perspective la dimension globale que lui avait donnée Winston Churchill :

- le terrain militaire où vont être testés les techniques de guerre psychologique au cours des guerres coloniales,
- le terrain politique qui sera propice aux différentes manifestations du combat idéologique que se livrent les deux blocs,
- le terrain du renseignement qui se prêtera à un développement des méthodes de désinformation et de manipulation de la production de connaissances.

Cette segmentation a eu des répercussions très négatives dans la mesure où chacun des acteurs s'est enfermé dans sa propre grille de lecture en relativisant au passage l'importance des autres domaines.

Une dédiabolisation nécessaire

En France, les expériences tirées des guerres coloniales ont longtemps été des sujets tabous au sein de l'armée française à cause des fractures générées par la fin de l'épisode algérien (putsch d'Alger, terrorisme de l'OAS, affrontements entre partisans et opposants à l'Algérie française dans la vie politique hexagonale). La réintroduction très prudente des opérations d'information au sein des forces spéciales à la fin des années 90 n'a pas apporté à l'Etat Major des Armées une visibilité suffisante pour en tirer une interprétation de niveau stratégique. Les tentatives du Centre interarmées de Concepts de Doctrines et d'Expérimentations (CICDE) pour définir le concept d'influence sont louables, mais n'ont pas pour l'instant amplifié le degré de prise de conscience sur l'importance de la guerre de l'information dans la conduite d'une guerre de faible, moyenne ou haute intensité. On peut regretter sur ce point l'absence de mémoire sur l'importance de cette forme de guerre dans le résultat de la première défaite non militaire des Etats-Unis en tant que superpuissance: la guerre du Vietnam[43].
La disparition de l'URSS a mis fin à la réflexion sur les différentes formes que prenait la confrontation idéologique entre les Blocs de l'Est et de l'Ouest. Les leçons qui auraient pu être tirées de la pratique du faible contre le fort ont très vite été oubliées. La principale d'entre elles étant que le faible cherche systématiquement la faille et cherchera à l'exploiter en lui donnant un maximum de résonance informationnelle alors que le fort mise sur la puissance de feu et l'avancer technologique pour défaire l'ennemi. Les guerres d'Irak[44] et d'Afghanistan[45] ont pourtant démontré que la victoire militaire contre des forces

[42]Le Foreign office fit l'acquisition de plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires de cet ouvrage pour le diffuser à des publics cibles dans les démocraties occidentales.
[43] Christian Harbulot, *L'apport de l'intelligence au renseignement*, actes du colloque du CF2R, 2012.
[44] Le niveau de pertes américaines cumulées (morts, blessés, traumatisés) subies durant la guerre civile qui a suivi la défaite des troupes de Saddam Hussein s'élève à plusieurs dizaines de milliers d'hommes. Ce chiffre auquel il faut ajouter la situation de l'Irak après le retrait des troupes décidée par le Président Obama relativise très fortement le sentiment de victoire émis par son prédécesseur Georges Bush.
[45] Les talibans ajustèrent de plus en plus leurs pratiques militaires à la conduite d'une guerre de l'information par des actions de type« green on blue » qui consistent à faire tirer sur des cibles américaines des soldats de l'armée

conventionnelles peut être contrecarrée par le sentiment d'un échec géopolitique et culturel aux conséquences parfois incalculables dans la durée.
Les services de renseignement ont de leur côté restreint leur recours aux techniques de désinformation et d'intoxication dans la période de disparition de l'ennemi principal qui a suivi la chute du Mur de Berlin. A contrario, ce sont les politiques qui ont abusé de cette méthode comme ce fut le cas pour légitimer l'intervention de l'armée américaine en Irak en prenant le prétexte erroné de la présence d'Armes de Destruction massive dans l'arsenal militaire de Saddam Hussein.

La place du contenu dans la guerre de l'information

L'influence des Etats-Unis est perceptible dans cette tendance à focaliser les esprits sur le contenant tout en excluant la problématique du contenu ou la reléguant à un impact mineur. La volonté de détruire l'ennemi, de le priver de ses capacités de frappe militaire, de limiter son pouvoir de nuisance par une suprématie en termes d'armement incite le mode de pensée militaire américain à privilégier la technologie de la guerre et sa rentabilité. Certains officiers généraux et ingénieurs informaticiens (français en l'occurrence) en charge du dossier portent une responsabilité certaine dans cette tendance à ne cerner que la partie technique de cette nouvelle forme de guerre.
Les premiers éléments de réflexion sur les marges de manœuvre suscitées par la nature conflictuelle de la société de l'information soulignent le lien indissociable qui existe entre le contenu et le contenant. Lors de la dernière guerre du Liban, les Israéliens ont détruit à distance des sites internet proches du Hezbollah. Mais cette réussite technique a eu peu d'effets par rapport à la photo mondialement connue du jeune enfant tué à la suite d'un bombardement israélien dans le Sud Liban. Les commandos du Hezbollah tiraient des roquettes à proximité d'habitations pour exploiter ensuite l'image des victimes des tirs de contre batterie de l'Etat hébreu. Cette guerre de l'information par le contenu a obligé l'armée israélienne à relever ce défi lors de la guerre dans la bande de Gaza face au Hamas. Ce dernier reprit à son compte la ruse du Hezbollah, mais en commettant l'erreur de donner l'exclusivité de la prise d'images à la chaîne Al Jazeera. Ce regard exclusif sur le déroulement des événements militaires dans la bande de Gaza eut pour effet de jeter le doute sur la démonstration par les images que les dirigeants du Hamas voulaient faire passer dans le reste des médias.
La lecture du déroulement de la guerre civile syrienne relativise la portée de la guerre de l'information. L'efficacité des actions sur le contenant menées de part et d'autre est encore difficile à évaluer. La guerre de l'information par le contenu favorable dans un premier temps aux forces insurgées (images de tirs dans la foule par l'armée syrienne) est rééquilibrée par l'effet désastreux des images de crimes de guerre commis contre des défenseurs du régime par les groupes jihadistes.

L'extension du concept au domaine civil

Les tensions en temps de paix génèrent aussi des actions de guerre de l'information. C'est l'interprétation que l'on peut donner au raid que des pirates chinois mènent désormais chaque année contre des sites japonais pour commémorer les crimes commis par l'armée

afghane. Ces attaques spectaculaires minent le crédit de confiance accordé aux forces du régime de Kaboul et remettent en cause la pertinence du bilan militaire de l'ISAF.

nipponne[46] contre la population chinoise dans les années trente. Ces actes de piratage informatique sont un message adressé aux actuels dirigeants du Japon qui les traduisent comme un acte d'intimidation. Dans cet exemple, le contenant sert de support au contenu.
Dans le domaine économique, la nécessité de cerner les deux dimensions de la guerre de l'information n'est pas encore considérée comme une priorité. Les mesures préventives et défensives visent à prémunir les entreprises contre le pillage des données et contre un éventuel parasitage de l'activité informatique de l'entreprise cible. Les entreprises agressives et leurs victimes n'ignorent pas l'importance des attaques informationnelles par le contenu qui peuvent affecter durablement l'image, l'équilibre financier et la gouvernance d'une entreprise victime d'une agression informationnelle. La perception stratégique de cette forme de menaces est pratiquement absente des débats patronaux. Les réactions se font au cas par cas en fonction du type d'attaque et ne sont que très rarement évoquées au niveau d'un comité exécutif.
Il existe pourtant des signes précurseurs d'une montée en puissance de la guerre de l'information dans le domaine économique. Un groupe industriel avait été victime en Belgique d'une attaque par le contenant qui servait de levier à la véritable attaque par le contenu. L'attaque par le contenant était une intrusion sur le réseau informatique du groupe pour établir un faux lien entre des cadres dirigeants et un site pédophile. L'attaque par le contenu était illustrée par l'alerte donnée de manière anonyme par l'attaquant à un service de police belge afin qu'il déclenche une enquête dans le but d'interpeller les dirigeants piégés par le faux lien créé avec le site pédophile. Le déclenchement d'une affaire médiatique était en l'occurrence l'effet final recherché par le concurrent déloyal qui était à la manœuvre.

Conclusion

Le contrôle des tuyaux est-il plus maîtrisable ou plus nuisible que l'information et la connaissance qu'ils véhiculent ? Cette question est au cœur de la problématique de la guerre de l'information. Les informaticiens et les militaires centrés sur le contenant mettent en avant la croissance exponentielle des réseaux, des individus connectés, des produits liés aux technologies de l'information. Cette masse critique leur donne la légitimité dans la prise de parole et le cadrage de l'expertise. Il n'empêche que l'histoire des conflits passés et présents relativise le poids de la technologie dans l'issue des affrontements. Les forces occidentales engagées dans les guerres du Vietnam, d'Irak et d'Afghanistan n'ont pas évité des situations d'enlisement dans lesquelles la guerre de l'information par le contenu (légitimée par des facteurs historiques et culturels) a joué et continue à jouer un rôle décisif.

[46] Le massacre de Nankin de 1937 est un des événements les plus marquants de la seconde guerre sino-japonaise. Plusieurs centaines de milliers de civils et de soldats ont été tués par les soldats de l'armée impériale japonaise.

5

De la promotion de la démocratie à l'ingérence étatique

Les actions de la *Nationale Endowment for Democracy*[47] (NED) soulèvent ce qui apparaît à nos yeux comme un paradoxe. En effet, d'un côté, cet organisme se présente comme une fondation privée à but non lucratif, chargée d'assurer en toute transparence la promotion de la démocratie. Mais le premier terme de son nom (« National »), tout comme son financement (public), et la complexité de ses liens avec de nombreux organismes, pourraient indiquer que les actions concrètes de la NED consistent aussi, et surtout, à renforcer l'influence des Etats-Unis dans le monde, parfois même au mépris du principe de souveraineté des États.
Il apparaît donc particulièrement pertinent de s'interroger sur cette problématique : en quoi et comment une fondation telle que la NED est-elle à la fois un outil d'influence de premier ordre des Etats-Unis et une menace pour la souveraineté des États ?
En réalité, la certitude américaine du bien-fondé de son action visant à promouvoir les libertés individuelles et la démocratie, assortie à une volonté décomplexée de puissance, permet aux Etats-Unis d'utiliser la NED comme un instrument utile pour combiner, de façon assumée, transparence et opacité, au service des intérêts américains.
Afin de démontrer cette thèse, il convient d'étudier la NED au travers des prismes idéologique, institutionnel et stratégique, avant d'illustrer cette analyse par l'étude d'actions concrètes réalisées par cette fondation.

La fondation qui se présente comme une réponse mondiale aux privations de libertés

La genèse de la création de la *Nationale Endowment for Democracy* répond à cet impératif contemporain que se sont fixé les Etats-Unis : la sauvegarde des libertés. La posture traditionnellement impérialiste de ce gouvernement l'a amené à se considérer, au fil du temps, comme la force garante de l'ordre mondial et le dépositaire de la bonne gouvernance. Aussi, n'est-il pas étonnant qu'avant même la fin de la guerre froide, les Etats-Unis aient mis en place des structures aptes à diffuser des idées de promotion de la démocratie, mais aussi et surtout des outils d'influence et de promotion de la politique extérieure et économique américaine.

Création

Le 8 juin 1982, alors que la guerre des Malouines (qui précipitera la chute de la junte militaire en Argentine au profit d'un gouvernement démocratiquement élu) touche à sa fin, le président Reagan, alors amené à s'exprimer devant le Parlement britannique, présente l'Union soviétique comme « L'Empire du mal » et propose, à cette occasion, d'aider ceux qui militent en faveur des libertés : «Il s'agit de contribuer à créer l'infrastructure nécessaire à la démocratie : la liberté de la presse, des syndicats, des partis politiques, des universités : ainsi les peuples seront-ils libres de choisir telle voie qui leur conviendra pour développer leur culture et régler leurs différends par des moyens pacifiques ».
C'est sur la base de ce discours qu'une commission de réflexion sera créée, de laquelle émergera la Fondation nationale pour la démocratie (NED). La NED sera instituée par le Congrès américain le 22 novembre 1983 et son pilotage sera confié à un groupe de travail siégeant au sein du Conseil de sécurité nationale.
Mais dans les faits, les fondements de la NED étaient déjà établis par la directive présidentielle 77 du 14 janvier 1983 (déclassifiée deux décennies plus tard) proposant l'organisation de ce qu'il est convenu d'appeler pudiquement « la diplomatie publique » américaine.

[47] La Fondation Nationale pour la Démocratie

Idéologie

Officiellement, la NED est une fondation privée à but non lucratif. Selon le site officiel de la fondation, elle réalise chaque année (grâce au financement du Congrès) plus de 1 000 subventions, dans plus de 90 pays, pour le soutien à des groupes non gouvernementaux. Behind each grant is a story about people who share a common desire to live in a world that is free and democratic, and who are willing to dedicate and often risk their lives to achieve that goal. Toujours selon ce site, « chaque subvention est une histoire de gens qui partagent un désir commun de vivre dans un monde qui est libre et démocratique, et qui sont prêts à consacrer et souvent risquer leur vie pour atteindre cet objectif. »

La dimension messianique associée à ce type de démarche est analysée par certains analystes comme le reflet d'une croyance populaire et naïve des Américains qui consiste à considérer que leur pays est une démocratie exemplaire qui se doit de chercher à étendre ce modèle au reste du monde. Toujours selon ces analystes, cette idéologie irrationnelle les empêcherait ainsi de s'interroger sur la nature de leurs institutions et sur l'absurdité du concept de « démocratie forcée ».

Si, à ce stade de notre propos, le sujet n'est pas de statuer sur l' « instrumentalisation » idéologique dont pourrait faire l'objet cette fondation, il est toutefois avéré que la NED est actuellement partie prenante dans le processus de « promotion américaine de la démocratie » au travers de financements, de processus de formation et d'entrainement ainsi que de soutien à des mouvements dissidents dans des pays « objectifs » des Etats-Unis selon une stratégie de « soft power »[48].

Il faut en outre souligner que les activités de « promotion de la démocratie » orchestrées par la NED sont interdites en vertu du *Foreign Agents Registration Act*[49] (FARA) de 1938[50]. Si cet élément n'est pas la traduction du caractère illégal des activités de la fondation, il atteste néanmoins de la reconnaissance par les Etats-Unis de l'efficience dans le domaine de l'influence d'un tel outil ce à quoi le gouvernement américain se refuse à consentir sur son sol.

Programme

Les domaines d'intérêt de la fondation sont ouvertement énoncés : droits de l'homme, processus de démocratisation, communication, culture, formation en leadership, promotion de la tolérance religieuse, défense des victimes de persécution. La NED octroie préférentiellement son soutien aux groupes démocratiques autochtones. Les décisions de financement sont, quant à elles, prises de manière trimestrielle par le conseil d'administration.

Juste avant la création officielle de la NED, William Colby[51] déclarait en référence au programme de la fondation: « Il n'est pas nécessaire de faire appel à des méthodes clandestines. Nombre des programmes qui [...] étaient menés en sous-main, peuvent désormais l'être au grand jour, et par voie de conséquence, sans controverse » (*Washington Post*, 1982). De la même manière, en 1991, Allen Weinstein[52] déclarait que « bien des choses

[48] Ainsi que le souligne Ahmed Bensaada dans son ouvrage *Arabesque Américaine : le rôle des Etats-Unis dans les révoltes de la rue arabe*, Michel Brulé, 2011 (p.34).

[49] Loi sur l'enregistrement des agents étrangers.

[50] Loi américaine qui exige l'enregistrement des lobbyistes représentant des intérêts politiques ou économiques étrangers.

[51] William Colby a été le directeur de la *Central Intelligence Agency* (CIA) de 1973 à 1976.

[52] Allen Weinstein est un historien américain et l'un des membres fondateurs de la NED.

qu'ils [en référence à la NED] faisaient maintenant étaient faites clandestinement par la CIA 25 ans auparavant » (*Washington Post*).
Outre la filiation, quasi assumée, d'une part des activités de CIA avec celles de la NED (William Blum[53] écrit que cette fondation a été créée spécialement pour servir de substitut à l'Agence), selon des sources non recoupées, plusieurs membres du Congrès soupçonneraient une collaboration des partis politiques américains dans le cadre des activités de la NED et envisageraient cette coalition de circonstance comme le moyen de se partager les fonds et le parrainage.
La NED, dans ses fondements mêmes, traduit la volonté manifeste des Etats-Unis de promouvoir un schéma dont elle estime avoir la maitrise : la démocratie occidentale. Mais cette mission, au demeurant louable et altruiste, s'inscrit, dès son émergence, dans un esprit de promotion des intérêts américains. Au moment de la création de la fondation, les Etats-Unis sortent juste d'une période difficile : discrédit de leur politique internationale jugée désastreuse et affaiblie par la crise iranienne des otages ; il s'agit dès lors de redorer le blason. L'arrivée à la Présidence de Ronald Reagan en 1981 remet à l'honneur les valeurs conservatrices, puritaines et messianiques. Dans ce contexte, la création de la NED prend tout son sens.

Une structuration révélatrice des objectifs de la fondation
L'étude de l'origine du financement de la NED permet de rendre plus lisible la nature des objectifs de la fondation. Ce financement n'a d'ailleurs jamais cessé d'augmenter depuis la création de la structure ce qui traduit l'efficience du dispositif et ses ambitions futures. Mais, outre la nature des sources de financement, l'organisation même de la fondation est révélatrice des ambitions qu'elles portent.

Financement
Le statut privé de la NED ne contraint en rien l'origine de son budget ; ce dernier est voté par le Congrès américain (même si la fondation reçoit également des dons venant de sociétés privées). Le financement de la NED figure dans le chapitre du budget du ministère des Affaires étrangères consacré à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID[54]).
Le budget de la NED n'a cessé d'évoluer à la hausse depuis sa création :

- De 1984 et 1990, la NED a bénéficié d'un financement annuel de 15 à 18 millions de dollars
- De 1991 à 1993, le financement de la NED a été réévalué passant à 25/30 millions annuels
- En 2004, le budget de la NED était de 80,1 millions de dollars (dont 79,5 issus d'agences gouvernementales et 600 000$ d'autres contributeurs)
- En 2009, le budget de la NED était de 135 millions de dollars (dont la quasi-totalité issue d'agences gouvernementales américaines)

Trois associations contribuent également au financement de la NED :

- Smith Richardson Foundation[55]

[53] William Blum est un écrivain et journaliste américain critique de la politique étrangère des Etats-Unis.
[54] Cf. Annexe 2 : Présentation des acteurs.
[55] Cf. Annexe 2 : Présentation des acteurs.

- John M. Olin Foundation[56]
- Bradley Foundation[57]

Organisation

La NED est adossée à quatre structures :

- Centre américain pour la solidarité des travailleurs (*American Center for International Labor Solidarity* - ACILS[58]) géré par le syndicat ouvrier AFL-CIO ;
- Centre pour l'entreprise privée internationale (*Center for International Private Entreprise* – CIPE[59]), géré par la Chambre de commerce des Etats-Unis ;
- Institut républicain international (International Republican Institute – IRI), géré par le Parti républicain ;
- Institut national démocratique pour les affaires internationales (*National Democratic Institute for International Affairs* – NDI), géré par le Parti démocrate.
- L'organisation quaternaire de la NED lui permet de se prévaloir d'une représentativité sociale et politique. Cette structure est également de nature à légitimer son action nécessairement représentative, indépendante et transparente.

Au travers de ces quatre structures, la NED distribue l'argent à l'étranger à des associations, des syndicats et des partis politiques de toutes tendances confondues. Si trois des quatre piliers de la NED ont été créés pour la circonstance, l'ACILS existait depuis la fin de la Seconde Guerre.

Cartographie des acteurs

(Voir Annexe 1)

Une stratégie doctrinaire et financière

La stratégie de la fondation se nourrit d'un contenu doctrinaire fort et éthiquement inattaquable reposant sur un principe de non-violence ; néanmoins, les concepts actuels de soft power, de guerre de l'information traduisent une réalité qui permet d'éclairer les visées stratégiques de la fondation : l'alibi démocratique et pacifiste lié à la nature des moyens mis en œuvre n'est pas nécessairement en cohérence avec les visées stratégiques parfois antidémocratiques et aux conséquences violentes.

Doctrine

Le modèle démocratique que prétend promouvoir la NED repose sur une doctrine de non-violence[60]. Cette doctrine s'inspire largement des théories développées par Gene Sharp, Peter Ackerman et Robert Helvey. Cette démarche militante vise à atteindre des objectifs sociopolitiques via un certain nombre d'actions non violentes telles que les mouvements de protestation, la désobéissance civile, la non-coopération économique, politique, etc. Les

[56] Idem
[57] Idem
[58] Vecteur principal de la fondation qui distribue la moitié des dons
[59] Vecteur de l'idéologie capitaliste libérale et de la lutte contre la corruption
[60] Définit par Sharp comme « une technique grâce à laquelle ceux qui rejettent la passivité et la soumission et qui considèrent que la lutte est essentielle, peuvent livrer leur combat sans recourir à la violence. L'action non-violente ne cherche pas à éviter ou à ignorer les conflits. C'est une façon de répondre à la question de savoir comment mener une action politique efficace, et de savoir en particulier comment utiliser ses pouvoirs avec efficacité »

différents types de résistance peuvent notamment prendre la forme d'actions de lobbying, de boycott, de diplomatie, de grèves, etc.

Gene Sharp

Gene Sharp est un politologue anticommuniste américain. Fondateur, en 1983 (année de fondation de la NED), de l'Albert Einstein Institution[61]. Il reçoit, en 2012, le *Right Livelihood Award*[62] récompensant les personnes ou associations qui travaillent et recherchent des solutions ergonomiques et exemplaires pour répondre aux principaux défis du monde actuel dans des domaines tels que l'environnement, les droits de l'homme, le développement durable, la santé, l'éducation, la paix, etc. Inconnu du grand public, ce philosophe a élaboré une théorie de la non-violence comme arme politique: « De la dictature à la démocratie »[63]. Professeur émérite de sciences politiques à l'Université du Massachusetts à Dartmouth et candidat au prix Nobel, il est connu pour ses nombreux écrits sur la lutte non violente. En 2012, il reçoit le *Right Livelihood Award*[64]. Fondé en 1980, le prix *Right Livelihood*, décerné chaque année dans l'enceinte du Parlement suédois, est souvent désigné comme le Prix Nobel alternatif. Ce prix lui a été octroyé pour "avoir développé et articulé les principes fondamentaux et les stratégies de résistances non violentes et les avoir diffusés dans des zones en conflit à travers le monde"[65]. Ayant étudié les théories de désobéissance civile, Gene Sharp, considère que celles-ci peuvent être appréhendées comme une technique d'action politique, voire militaire. Dans cette optique, en 1983, Gene Sharp créé le programme sur les actions non violentes au Centre des affaires internationales de l'université d'Harvard. Il y développe des recherches en sciences sociales sur l'usage possible de la désobéissance civile par la population ouest-européenne pour faire face à une éventuelle invasion par les troupes du Pacte de Varsovie[66]. Simultanément il fonde à Boston, l'Albert Einstein Institution, une association dédiée à faire « progresser l'étude et l'utilisation de l'action non violente stratégique dans les conflits à travers le monde ». L'Institution s'engage[67], notamment, à « la défense des libertés et de la démocratie ».

Robert Helvey

Cet ancien colonel de l'armée de l'air, qui fut attaché militaire à l'ambassade américaine de Rangoon de 1983 à 1985, a rencontré Gene Sharp à Harvard à l'occasion d'une bourse de recherche concernant la « non-violence ». Selon Helvey, « les principes de la guerre qui s'appliquent à une lutte militaire sont dans une relation de grande superposition avec la lutte stratégique non violente. La mobilisation pour mettre en déroute un régime est une guerre et les guerres ne peuvent se mener avec succès qu'en mettant en déroute son opposant, et en lui enlevant le pouvoir, si ce que vous voulez est d'aller vers la démocratie ». Robert Helvey est à la mise en œuvre ce que Gene Sharp est à la théorisation ; ainsi en 2000, Helvey anima en Serbie (sous mandat de l'IRI) des séminaires de stratégie non violente pour des étudiants du groupe OTPOR. Le milieu estudiantin est une cible de choix pour la fondation : « les étudiants sont toujours plus ou moins du côté de l'opposition, il s'agit alors de renforcer cela

[61] Association à but non lucratif œuvrant dans les domaines de l'analyse et de la promotion de l'action non-violente.

[62] Prix Nobel alternatif.

[63] <www.aeinstein.org/organizations/org/FDTD_French.pdf>

[64] <http://www.rightlivelihood.org/laureates.html?&no_cache=1>

[65] < http://www.rightlivelihood.org/sharp.html>

[66]<http://www.aeinstein.org/organizations/org/scannedPDFs/Making%20Europe%20Unconquerable%20-

[67] < http://www.aeinstein.org/organizationsd637.html>

et d'obtenir qu'ils soient encore plus agressifs qu'ils ne le seraient naturellement… Les étudiants historiquement ont toujours été à l'avant-garde des changements sociaux » (Helvey).
Il est le fondateur de l'*International Center on Nonviolent Conflict*[68] (ICNC). Il a présidé le Conseil d'administration de Freedom House, membre du conseil d'administration du Council on Foreign Relations et administrateur de l'Albert Einstein Institution. Ackerman appartient également au Conseil des Relations extérieures (CFR) des Etats-Unis dont il a été l'un des dirigeants.

Méthodologie
La méthodologie de la NED est une mécanique bien rodée adossée non seulement aux thèses de Sharp-Helvey-Ackerman, mais également soutenue par un ouvrage de référence : *La lutte non-violente en 50 points–Approche stratégique de la tactique quotidienne* de Srdja Popovic, Andrej Milivojevic et Slobodan Djinovic de 2006 (Centre for Applied Non Violent Action and Strategies, CANVAS). Les fonds nécessaires à la parution de cet ouvrage provinrent du Congrès nord-américain, la traduction et les adaptations furent réalisées par le « Centre International pour les Conflits Non Violents » (ICNC).
Cet ouvrage et la méthodologie qui lui est associée prennent leurs fondements en Serbie à la fin des années 90 à l'occasion de la constitution du groupe OTPOR (Résistance) luttant pour le renversement de Slobodan Milosevic. Lors des élections qui suivirent la chute de Milosevic, OTPOR connut un échec cuisant du fait de la mise en lumière de ses liens (dont des financements) avec la NED notamment. En 2004, deux des principaux dirigeants d'OTPOR, Srdja Popovic et Slobodan Djinovic décidèrent de monnayer et d'exporter le schéma et l'idéologie mis en œuvre en Serbie en créant le *Centre for Applied Nonviolent Action and Strategies* (Centre pour l'action et la Stratégie Non Violente Appliquée), CANVAS[69].
Le livre apparut à Belgrade en Serbie en 2006 et se positionna comme l'ouvrage de référence des mouvements conspiratifs : « Printemps Arabe », « Manos Blancas » (Amérique latine).
Les méthodes d'entrainement et de formation proposées par la NED sont non seulement mises en œuvre aux Etats-Unis (en vertu d'accords entre des universités et CANVAS[70]), mais prennent également la forme de subventions accordées à de jeunes leaders pour voyager (en Serbie, Espagne, Pologne…) afin d'être formés et entraînés ; l'objectif étant d'assurer la propagation de l'idéologie et des méthodes dans leur pays d'origine. La méthodologie de la NED repose également sur une stratégie de conseil visant des leaders ciblés.
À titre d'exemple, Ahmed Bensaada relate[71], qu'à l'occasion de la révolte de 2011 en Egypte, un ancien policier conseillait, depuis son appartement (« particulièrement bien équipé en matériel informatique »), les cyberdissidents égyptiens sur les comportements à adopter pour manifester « selon les règles de la non-violence » sans se faire arrêter par le corps policier. Cet ancien policier aurait reçu une bourse de la NED.

[68] Centre International Pour les Conflits Non Violents. L'ICNC est une institution qui se consacre à la formation et l'entrainement pour la lutte en faveur des droits, de la liberté, de la justice et de l'autodétermination des gouvernements par l'action non-violente. Cette institution siège aux Etats-Unis et dispose d'un réseau de conseillers en Afrique, Asie, Europe, Moyen Orient, Océanie, EU et en Amérique latine.
[69] Cf. Annexe 2.
[70] Parmi lesquelles : la « John F. Kennedy School of Government » ou le « Centre des Affaires Internationales » de l'Université de Harvard auquel est subordonné le « Programme sur les Sanctions Non Violente et Survie » (PONSAC) créé par Sharp.
[71] *Arabesque Américaine : le rôle des Etats-Unis dans les révoltes de la rue arabe*, Paris, Michel Brulé, 2011.

Personnes/structures soutenues

Comme annoncé sur son site officiel, les fonds de la NED permettent de subventionner plusieurs centaines d'ONG dans le monde. Elle revendique le financement de projets favorisant la liberté économique et politique, une société civile forte, des médias indépendants, les droits de l'homme et la primauté du droit. La fondation se propose également de soutenir les militants démocratiques (par l'octroi de bourses) ou les pays en transition pour lesquels l'objectif est la consolidation démocratique.

« Lors d'une conférence donnée à Washington après le retour de leur tournée moyen-orientale, les sénateurs McCain et Lieberman ont plaidé pour une augmentation de l'aide pour la « promotion de la démocratie » (la transcription est exacte) dans la région, en particulier par l'intermédiaire de la NED, de l'IRI et de la NDI. »[72]

En 2003, la NED dressa un bilan politique de son action :

- 6000 organisations politiques et sociales dans le monde.
- A l'origine de la création du syndicat Solidarnoc (Pologne).
- La Charte 77 (Tchécoslovaquie).
- OTPOR (Serbie).

Exemples d'opérations initiées par la NED

Le renversement de Milosevic : un succès de la NED

La NED et ses partenaires agiront à travers une organisation politique serbe OTPOR (la résistance) pour précipiter la chute de Milosevic. L'expérience OTPOR servira de modèle pour les révolutions de couleur de l'ancien bloc soviétique, mais également au printemps des pays arabes. L'intervention de l'OTAN n'a pas permis la chute du régime de Milosevic, c'est un groupe d'étudiants qui y parviendra. OTPOR est né à Belgrade le 10 octobre 1998, fondé par Nebojsa Petrovic, Stanko Lazendic, Vladimir Pavlov et Aleksandar Maric, un groupe d'étudiants issu de la faculté de philosophie de l'université de Novi Sad (deuxième ville de Serbie), et haut lieu de contestation du régime de Milosevic.

Les membres d'OTPOR ont analysé les points faibles du régime de Slobodan Milosevic et ont établi un plan stratégique en vue de renverser le régime. Au début, l'agitation d'OTPOR se limitait à l'Université de Belgrade. C'est en 2000 que les activités contre le régime ont débuté. Pendant cette année, OPTOR mettra en place un ensemble de moyens tactiques d'agitation politique, et de propagande basés sur les axes suivants :

Protestation et influence

- Emploi du théâtre de rue et des sketches humoristiques dénigrant Milosevic dans tout le pays .
- Affichages sur des symboles publics et slogans sur des affiches, des dépliants, des T-shirts, spots télévisés et distribution de matériaux anti-Milosevic.
- Grands rassemblements populaires, célébrations culturelles, défilés et manifestations. Lancement des slogans *«Gotov Je»* (il est fini) et *«Vreme Je»* (il est temps) pour fédérer la population.
- Utilisation massive de l'Internet, de téléphones cellulaires, et des médias alternatifs pour diffuser des messages de résistance, organiser l'opposition, et couvrir l'ensemble du pays.

[72] Ibid p.89.

- Renforcement du réseau par des alliances avec les forces de sécurités amis, l'église orthodoxe, des fonctionnaires, des médias, des dirigeants syndicaux, des politiciens municipaux, et d'autres acteurs de la vie publique pour créer et accompagner des défections potentielles.
- Pétitions, communiqués de presse, déclarations publiques et discours
- Ateliers et séances de formation pour les militants, distributions de manuels de formation.

Non-coopération

- Grèves et boycotts des travailleurs, des étudiants, des artistes, des acteurs, et des propriétaires d'entreprises.
- Grève générale.
- Soutien des défections des forces de sécurité, militaires et de police par une communication soignée et appels publics pour leur non-coopération.
- Défections de journalistes et soutien de médias privés.
- Lors des élections, mise en place d'observateurs électoraux parallèles pour détecter et signaler la fraude électorale.

Intervention non violente

- Blocages des routes et des chemins de fer avec des voitures, des camions, des autobus et des foules pour arrêter l'activité économique et politique, créer des sources parallèles d'approvisionnement.
- Occupation physique de l'espace entourant les bâtiments publics clés (par exemple, le Parlement et les médias), puis dans certains cas, assaut des bâtiments.
- Utilisation de bulldozers pour écarter les barricades de la police (qui deviendra plus tard un symbole de la révolution).
- Toutes ces actions non violentes mèneront, en octobre 2000, au renversement de Milosevic.
- C'est le théoricien américain de la non-violence Gene Sharp[73], à travers son ouvrage (De la dictature à la démocratie), traité théorique de la pensée stratégique, qui servira d'inspiration pour définir la stratégie des membres d'OTPOR.
- Dans son annexe s'y trouve une liste de méthodes d'actions non violentes, et des instructions concrètes concernant les activités à entreprendre contre une dictature. Concernant ces méthodes, Sharp se réfère à son ouvrage de l'année 1973[74]. Le glossaire est également très intéressant, particulièrement en ce qui concerne sa théorie *le jiu-jitsu politique*. A l'aide de cette théorie de résistance civile proche de celle de Gandhi, il est possible de continuellement répondre à la répression violente de la dictature par une résistance non violente au lieu de contre-violence. L'appareil répressif est discrédité grâce au soutien des médias internationaux.

Le véritable pionnier de la stratégie moderne de la résistance non violente est le Britannique Adam Roberts[75]. Il a promu au cours des années 70 la résistance non violente comme la seule

[73] *La force sans la violence*, Paris, Éditions L'Harmattan, coll. « La librairie des humanités », 16 novembre 2009 (version américaine, The Albert Einstein Institution, avril 2003)
[74] *The Politics of Nonviolent Action*, Harvard University's Center for International Affairs, 1973
[75] Cf. Annexe 2.

réponse efficace à l'occupation d'un pays par une puissance étrangère. Sharp s'inspira de cette tactique de la résistance non violente, à travers le livre d'Adam Roberts *« Civilian Resistance as a National Defense »*. Ce sont ces techniques, de protestation et d'influence, de non-coopération, et de riposte non violente que OTPOR appliquera pour renverser le régime de Milosevic. L'autre référence, qui inspire Sharp, est le Général Britannique Kitson, praticien et théoricien de la guerre cognitive ou « guerre psychologique stratégique ».

En novembre 2000, dans un article paru dans le New York *Times Magazine*, le journal y donne des informations concernant les financiers d'OTPOR. Selon *Times Magazine*, OTPOR a obtenu de l'argent de *la* NED, *de l'International Republican Institute* (IRI) et de *l'US Agency for International Development* (USAID). Paul B. McCarthy de la NED aurait rencontré l'équipe dirigeante d'OTPOR dans la capitale du Monténégro, Podgorica et en Hongrie, à Szeged et Budapest. On apprendra également que le Colonel Robert Helvey a formé en 2000, à Budapest, les cadres d'OTPOR aux techniques de non-violence de Gene Sharp.

L'équipe dirigeante d'OTPOR (Srdja Popovic et Ivan Marovic entre autres) a tenté, après la chute de Milosevic, de transformer l'organisation en un parti politique. Suite notamment au petit nombre de voix qu'OTPOR a obtenu lors des élections législatives de 2003, le coup n'a pas réussi. Cela n'a pas remis en cause le financement des activités d'OTPOR et de ses activistes.

Les fondateurs d'OTPOR, fonderont une agence de communication et d'influence d'un nouveau genre : le CANVAS *Centre for Applied Nonviolent Action and Strategies*, qui prodiguera son expérience, payante, par l'entremise d'ONG américaines au premier rang desquelles la NED, et Gene Sharp, le président fondateur de *l'Albert Einstein Institute*, un organisme de formation privé, d'expertise et de promotion de subversion face à des régimes totalitaires sous financement et supervision de la NED.

L'Ecole Serbe, à travers OTPOR et son prolongement académique CANVAS est un modèle de réussite pour les opérations de la NED et les objectifs qu'elle s'était assignés, à travers l'application du *« soft power »,* des techniques de subversion, qui reposent sur des théories non violentes, des nouveaux moyens de communications numériques et des techniques modernes de guerre informationnelle.

La majorité des manifestations et révolutions des pays de l'Est qui suivront dans les années 2000, ont été organisées sur le modèle OTPOR et formées par CANVAS. Les mouvements sont : Kmara en Géorgie, Pora (partie de la Révolution orange) en Ukraine, Zbur en Biélorussie, Oborona en Russie, KelKel au Kirghizistan, et Bolga en Ouzbékistan. Ces manifestations et insurrections ont été financées par des organisations liées directement ou non à la NED. En 2008, un mouvement de jeunes égyptiens, se crée en Egypte. Les partisans de ce groupe ont été conseillés par des militants d'OTPOR à Belgrade et ont repris le logo d'OTPOR. Conformément aux instructions et conseils reçus, ils ont organisé en 2011 la révolution égyptienne et occupé la place Tahrir. Il n'est pas impensable que la première phase des révoltes en Tunisie, en Libye et en Syrie ait été inspirée par l'expérience de l'Ecole Serbe.

Jusqu'à présent, les révolutions qui ont donné des résultats n'ont pas seulement abouti au renversement du pouvoir, mais aussi à ce que les structures étatiques et les administrations s'effondrent. Compte tenu du financement ainsi que des références répétées au «maître à penser» Gene Sharp, les Etats-Unis ont instrumentalisé certaines manifestations et révoltes pour des objectifs d'accroissement de puissance pouvant parfois mener au chaos et à des résultats contre-productifs.

La résilience du régime de Chavez : un échec de la NED

Le Venezuela est un des cinq principaux exportateurs de pétrole dans le monde et le premier fournisseur de brut des Etats-Unis. Chavez mène une politique ouvertement hostile aux Etats-Unis en critiquant la guerre contre le terrorisme en Afghanistan et en soutenant le régime de Cuba. De 2000 à 2001, sous l'impulsion de l'administration Bush, le budget de la NED au Venezuela quadruple pour atteindre la somme de 877 000 USD.

La NED, discrète jusque-là, se met à investir soudainement dans le renforcement des partis politiques, dans l'éducation civique, et l'orientation de la société civile. Les fonds commencent à affluer dans de grandes et petites organisations qui, toutes, ont une caractéristique commune : une aversion pour le régime en place d'Hugo Chavez. Parmi les nombreux bénéficiaires des fonds de la NED en 2001, on compte plusieurs organisations vénézuéliennes de « promotion de la démocratie », qui se sont vues allouer des subventions directes de la NED sans intermédiaire. D'autres organisations ont reçu des fonds par le biais des quatre allocataires clés de la NED : l'IRI, le NDI, le CIPE, et l'ACILS.

L'IRI, branche internationale républicaine, manœuvre, en se concentrant d'abord sur la jeunesse étudiante, avec une association opérant sous le nom de *Fundacion Participacion Juvenil* (Fondation Participation Jeunesse). Ensuite, l'IRI participe à la transformation d'une ONG centrée sur la réforme de la justice en un parti politique *Primero Justici*a. L'objectif étant de soutenir et bâtir un mouvement capable de prendre le pouvoir. Début 2001, l'IRI dispense des programmes de formation intensifs pour les partis d'opposition au Venezuela. Formations dont bénéficient également les partis traditionnels tels que *AD, COPEI, MAS, Proyecto Venezuela* et d'autres moins connus. Des cadres du Parti républicain, tels que George Fronden, enseigneront les principes fondamentaux des campagnes de communication aux dirigeants de ces partis. Toutefois, c'est *Primero Justicia*, tirant profit du manque de popularité des anciens partis qui s'implantera avec succès et commencera à gagner des sièges lors d'élections. *Primero Justicia* bénéficiera de l'expérience de Mike Collins, ancien secrétaire des relations presse et de la communication du Parti républicain, pour forger deux éléments essentiels : l'image et le message du parti. La manière de composer un message pour le parti, trouver un public cible et développer une image qui séduira cette cible. *Primero Justicia*, constitué de jeunes issus des professions libérales, avec peu ou pas d'expérience politique, l'IRI parvient à former et fabriquer des chefs de parti, des cadres, une plate-forme de parti en partant pratiquement de zéro. Il devient le premier parti d'opposition et laisse les vieux partis sur le carreau.

La NED agit également sur le volet syndical et patronal pour mettre en difficulté la présidence Chavez. La NED subventionne l'ACILS, branche internationale de l'AFL-CIO qui crée une *joint venture* entre l'organisation syndicale CTV *Confederacion Trabajadores Venezolanos* et l'organisation patronale *Fedecamaras*.

La NDI, branche internationale du parti démocrate, agit également en subventionnant l'organisation sociale *Momento de la Gente* (L'heure du peuple) dirigée par Mercedes Freitas, en vue d'engager les citoyens à faire de la politique. *Momento de la Gente* est l'un des groupes les plus en vue de la société civile au sein du mouvement d'opposition croissante au président Chavez. Cette organisation obtiendra une subvention multipliée par quinze, en passant de 16 000 USD à 250 000 USD, entre 2000 et 2001.

Une coalition d'anciens partis, de nouveaux partis, d'organisations sociales, syndicales et patronales, malgré les divergences, et l'Eglise catholique s'unissent sur une plate-forme commune du rejet du pouvoir en place. En décembre 2001, un appel à une première grève

générale est lancé par la coalition rassemblant la CTV, *Fedecamaras*, des médias privés, des organisations sociales et des partis politiques de l'opposition financée par la NED.
Les actes de désobéissance se multiplient, des officiers supérieurs font défection, et les médias privés assurent une couverture uniquement favorable à l'opposition. Les chaînes de médias privés lancent des annonces en faveur de la grève et convient les citoyens à participer aux marches et manifestations contre le gouvernement. C'est dans ce contexte social explosif qu'un nouvel ambassadeur des Etats-Unis au Venezuela est nommé. Il s'agit de Charles Shapiro, attaché à l'ambassade du Chili lors du coup d'Etat de Pinochet contre Allende en 1973. Le 5 mars 2002 tous les partis politiques d'opposition, le monde des affaires, syndicales et l'Eglise catholique signent un pacte de transition alors que le mandat du président Chavez ne se termine qu'en 2006. On sait, grâce aux documents déclassifiés, que la CIA était au courant d'un coup d'Etat contre le régime démocratiquement élu. La NED a donc organisé, financé et formé les futurs putschistes du coup d'Etat d'avril 2002.
Le 7 avril, Chavez, en vertu de ses pouvoirs constitutionnels, procède à des limogeages de plusieurs directeurs de la compagnie nationale pétrolière PDVSA. C'est le signal.
Le 9 avril, la CTV lance un appel à la grève générale, soutenue par la *Fedecamaras.* Les travailleurs suivent massivement l'appel à la grève et paralysent le pays en cessant d'approvisionner le marché domestique du gaz et de l'essence. Les raffineries ferment leurs portes. L'intention est de créer la panique et l'agitation parmi les Vénézuéliens et d'encourager les protestations. Le pays est bloqué.
Le 10 avril, la grève générale devient illimitée. Un comité de coordination composé de l'opposition, que la NED et l'IRI ont piloté et financé, instaure un « comité de coordination pour la démocratie et la liberté ». Une marche, émaillée d'accrochages meurtris imputés aux pro-Chavez, est organisée par les leaders de l'opposition et leurs sympathisants sur le palais présidentiel *Miraflores*. Le président Chavez, refusant de démissionner, sera arrêté et emprisonné à Fort Tiuna. Pedro Carmona, président de l'organisation patronale, *Fedecamaras*, est nommé président par intérim. Tous les directeurs de la PDSVA démis par Chavez sont immédiatement réinstallés. Le 12 avril 2002, le porte-parole du président Bush, Ari Fleischer, annonce publiquement le soutien du gouvernement américain au nouveau président par intérim Carmona. Pour les Etats-Unis il ne s'agit pas d'un coup d'Etat, Chavez est le responsable de la crise, l'instigateur des violences commises lors de la marche, et a démissionné.
Cette position américaine apparaît comme une conspiration puisque la CIA savait 5 jours avant qu'un putsch se préparait, fomenté par des organismes et des leaders inféodés. Même si l'opération est un modèle de la puissance du *« soft power »* américain, Chavez réussira grâce à un mouvement populaire sans précédent et une partie de l'armée à reprendre le pouvoir.
Malgré cet échec embarrassant pour le gouvernement américain, c'est l'USAID, dont la NED dépend, qui continue ses efforts d'influence en installant un bureau de transition démocratique (*Office for transition Initiatives*) avec un budget de 5 millions de dollars. Ce bureau sera très discret et n'apparaît pas sur le site de l'USAID.
La tentative de renversement de Chavez se distingue de celui de Milosevic par l'usage de la violence en opposition avec la doctrine de Gene Sharp ; l'arrestation arbitraire de Chavez et sa résidence surveillée, les incidents lors de la marche pour provoquer une riposte du régime et le décrédibiliser. Le fait d'avoir sous-estimé le charisme et la popularité de Chavez, auprès d'une frange importante de la population, pourrait également expliquer en partie l'échec de la NED.

En dépit de la disparition de Chavez en 2013, l'opposition proaméricaine n'a pas, à ce jour, réussi à prendre le pourvoir par des voies électorales ou subversives.

Une forme de camouflage de l'influence d'un Etat hors de ses frontières

L'importance du fait religieux missionnaire basé sur l'Ancien Testament a modelé les Etats-Unis, dont la conception de leur rôle est marquée par une forte dimension religieuse. Ce positionnement conforte l'idée que les Etats-Unis incarnent le bien, et qu'à ce titre, ils ont un rôle de bienfaiteur pour l'ensemble de l'humanité. L'image du peuple américain manichéen et naïf, en quête de vérité, n'est pas forcément caricaturale. On peut en conclure que cette dimension anthropologique fonctionne sur les cordes sensibles du peuple américain, et peut expliquer notre surprise lorsque les autorités américaines arrivent à convaincre leur opinion publique du bien bien-fondé de leur entreprise. Le développement des sciences cognitives, de l'influence, de la propagande médiatique et de guerre de l'information, a pris en compte ce facteur anthropologique clé dans l'adhésion de l'opinion.

Si nous comparons notre système français, le système d'une « ONG » tel que celui de la NED semble déroutant et difficile à appréhender. En effet, la NED apparaît pour nous comme un enchevêtrement d'acteurs aux ramifications multiples, avec des liens hiérarchiques flous, des liens financiers qui se croisent entre entités publiques, privées et économiques. Ses circuits impliquent des mécènes, des fondations privées, des instituts universitaires, et composés d'anciens hauts fonctionnaires, d'hommes politiques, ou d'universitaires qui évoluent au gré de leurs carrières entre le secteur privé, public, électif. Une analogie avec nos propres références est la première erreur dont il a fallu nous défaire pour mieux appréhender ce qui nous paraissait confus. Le système américain a sa propre cohérence historique et sociologique. Il n'est pas seulement pyramidal, mais fonctionne par cercles qui s'enchevêtrent, permettant à un ancien directeur de la CIA de devenir le président d'une fondation de mécénat financée par une grande entreprise américaine d'armement. La société civile américaine se caractérise par ses imbrications intellectuelles, économiques et politiques. Les éléments, à la fois théoriques et empiriques, évoqués au cours de cette étude nous permettent dès lors de mettre en lumière un certain nombre de faits. Le contenu idéologique de la NED (promotion de la démocratie) semble inattaquable sur le plan des valeurs. En effet, l'alibi démocratique (pendant de l'alibi écologique de certaines ONG) contribue, pour une large part, à légitimer (caution morale) toutes les actions entreprises par la fondation. A ce socle doctrinaire particulièrement solide, s'ajoute une méthodologie éprouvée depuis les années 80 qui s'applique à de nombreux domaines : social, politique, économique, etc. Nous ne reviendrons pas précisément sur l'utilisation qui est faite par la fondation des médias et, plus largement, des outils de communication modernes (au premier rang desquels, Internet) ; néanmoins, nous soulignerons que la stratégie de la NED s'appuie très largement sur un système globalisé et sur une circulation facile et rapide de l'information. La démarche indépendante et humaniste dont se prévaut la fondation ne tient pas. En effet, le nom même de la NED atteste des stigmates de sa subsidiarité aux Etats-Unis : *National Endowment for Democracy*. La NED ne sert pas la démocratie, mais l'instrumentalise pour servir les intérêts américains. L'exemple de la Serbie et du Venezuela est à cet égard éloquent. Du nom de la fondation, en passant par ses sources de financement, ses acteurs, rien n'atteste de la moindre indépendance ni fonctionnelle ni structurelle. Suffit-il de se proclamer indépendant pour l'être ? Suffit-il de prétendre promouvoir la démocratie pour légitimer toutes ces actions ?

La principale réussite de la NED ne consiste pas à promouvoir la démocratie, mais, au travers de son action de propagande et de financement, à imposer les visées impérialistes américaines sous couvert d'une démarche populaire, voire populiste et locale : paradoxe et véritable arme de guerre ou, pour reprendre l'expression consacrée, de « soft power ». Si le recours au principe démocratique pour servir des intérêts impérialistes est de nature à susciter la critique, que dire alors de l'atteinte manifeste au principe de souveraineté à laquelle contribue la fondation au travers de son action d'ingérence ? La NED, un ensemble de paradoxes : indépendante sans l'être, instrumentalisant le principe démocratique au service d'une forme d'impérialisme, outil de paix comme vecteur de tensions. Mais dès lors, comment expliquer le succès de la NED et la liberté d'action qui lui est accordée ? Outre les éléments précédemment évoqués, la fondation tire sa force et son efficacité des faiblesses des uns et des autres : du désespoir de certains peuples confrontés à l'oppression de leurs dirigeants ; de la croyance naïve de nos démocraties modernes en un principe démocratique générique et salvateur et d'un aveuglement quant à la légitimité, *de facto*, des actions et mouvements de contestation populaire. Le principe démocratique et la croyance généralisée en un idéal politique adossés à une solide méthodologie auront suffi à modifier la perception prédatrice des Etats-Unis et permettre ainsi, dans une vision manichéenne, de « faire entrer le loup dans la bergerie ».

Conclusion

En matière de stratégie d'influence et de guerre de l'information qui ne dit pas son nom, la NED est un cas d'école. L'étude de ce type de démarche a été longtemps absente du mode de formation des cadres qui composent les organismes de décision publics et privés. La notion d'intelligence économique, initiée en France depuis le début des années 90, a contribué à rendre moins opaque ces opérations d'influence dans certains circuits de l'administration et au sein de certains groupes du CAC. Il apparaît peu à peu des produits de formation[76] qui commencent à professionnaliser de futurs dirigeants à ce décryptage des coulisses des relations internationales.

Comment expliquer l'incapacité française de se doter d'outils qui permettent de combiner, comme la NED, transparence et opacité au service de nos intérêts ? Sommes-nous « génétiquement » ou culturellement incapables, au nom d'une conception naïve de l'éthique, d'assumer l'idée que nos valeurs puissent servir nos intérêts ? Dans tous les cas de figure, l'exemple de la NED pourrait au moins servir notre mémoire opérationnelle, afin d'identifier les effets de ce type d'influence et de ne pas devenir dépendants de discours extérieurs qui ne sont pas forcément conformes à la politique étrangère de la France dans le monde.

[76] L'Ecole de Guerre Economique lance en novembre 2015, une nouvelle formation intitulée D21, centrée sur la recherche de l'avantage stratégique. Elle est destinée aux cadres dirigeants qui cherchent à optimiser leurs connaissances pour vaincre leurs adversaires dans des situations d'affrontement économique ou géopolitique.

6

La guerre de l'information dans les révolutions arabes

Comment une succession de mouvements subversifs envers des régimes autocratiques et despotiques, mais qui ne dérangeaient pas outre mesure, peut-elle devenir la clé de voûte d'un élan solidaire à l'échelle mondiale, canalisée par des ONG et une sphère médiatico-politique qui jusqu'alors étaient bien discrètes sur les dérives de ces régimes dictatoriaux. Qui sont les auteurs de cet accompagnement révolutionnaire ? Quels sont leurs desseins et comment ont-ils opéré ? Avec l'avènement et la généralisation d'Internet, Facebook, Twitter, une nouvelle arme a émergé, susceptible de modifier profondément les rapports de force tant au niveau des écosystèmes nationaux qu'à l'échelle internationale. Par-delà les aspirations des peuples à la liberté, à la démocratie et à la paix, les bouleversements du monde arabe s'inscrivent dans une logique d'un nouvel ordre mondial, induit et subi, et dont les effets ne seraient jamais totalement maîtrisés. C'est dans ce nouveau contexte historique, rendant totalement caduque les accords de Sykes-Picot que prend naissance aujourd'hui un nouvel ordre dans le monde arabe. Notre propos est d'examiner essentiellement les manœuvres stratégiques et les outils informationnels utilisés par les puissances régionales et mondiales pour affaiblir et déstabiliser les régimes en place en vue de leur éclatement.

Les causes endogènes communes aux soulèvements en Tunisie et en Egypte

Tous les indicateurs du développement humain (IDH) de l'ensemble du monde arabe sont au rouge et se situent en deçà du seuil de tolérance, illustrant la carence des systèmes politico-culturels de ces pays. Il est indéniable qu'au vu des visées géopolitiques des puissances en présence et au regard de la faiblesse structurelle du monde arabe, aucun pays arabe n'est à l'abri du mouvement contestataire qui a pris naissance en Tunisie. On trouve dans la plupart d'entre eux les mêmes ingrédients explosifs notamment un système politique sclérosé et répressif, une corruption institutionnalisée et un ras-le-bol d'une situation sociale bloquée. Partout, les progrès du développement économique − pourtant patents − ne sont pas assez rapides ou volontaristes au regard des besoins, des effets de la mondialisation, et de la croissance de la population. Pour autant, l'onde de choc, réelle, se traduira diversement.

Les causes politiques

A contre-courant du vaste mouvement de recomposition stratégique qui s'opère sur le plan international avec la constitution de grands ensembles politiques sur une base géographique dans la perspective de la mondialisation des flux économiques et culturels, le monde arabe campe sur ses divisions politiques, sur ses disparités économiques et sur ses crispations sécuritaires. Il demeure le grand absent du mouvement de redéploiement planétaire, en dépit des défis qui se posent à lui, en dépit aussi des convoitises qu'il suscite du fait de sa position géostratégique à l'intersection de trois continents (Europe-Asie-Afrique) et de son rôle de grand pourvoyeur d'énergie de l'économie mondiale.

Echec de la construction d'États modernes

Rares sont les pays arabes rendus à l'indépendance qui ont échappé à la polarisation idéologique liée à la tension Est-Ouest et qui ont construit leur devenir sur l'éducation, sur une modification du statut de la femme, sur le dépassement des structures tribales, ethniques ou sectaires. Rares sont ceux qui ont résolument freiné la croissance démographique, toléré le pluralisme politique et la liberté de la presse, ou permis le développement de la société civile. Rares sont enfin les régimes arabes qui ont pu éviter le style archaïque du pouvoir, la longévité indéfinie des dirigeants (Kadhafi est arrivé au

pouvoir en 1969, Moubarak en 1980, Ben Ali en 1987, Assad père en 1970, Saleh au Yemen en 1978, sans aborder le cas des monarchies héréditaires), l'autoglorification, la fraude électorale, la toute-puissance de la police, la confusion des pouvoirs. Cet échec retentissant fait que les dirigeants arabes ne peuvent plus se revendiquer de la légitimité du combat national post colonial d'où la perte de la légitimité du pouvoir.

Des régimes autoritaires et sclérosés

Tant en Égypte qu'en Tunisie, les régimes sont caractérisés par le despotisme, le népotisme et l'appropriation de l'espace politique par certains, à l'instar d'ailleurs de la totalité des pays arabes. Une nuance peut être apportée à propos de la Tunisie où la forme d'autoritarisme établit après l'indépendance du pays jusqu'à la prise de pouvoir de Ben Ali en 1987, était qualifiée d'éclairée ». Une certaine liberté politique avait pu régner en Egypte durant la période parlementaire (1958-1961), l'Etat est bel et bien caractérisé par l'existence d'un régime totalitaire. Nasser, Sadate et Moubarak entretenaient un système de monopartisme réel. La situation n'a guère évolué sous Moubarak, sous le règne duquel l'offre politique s'est diversifiée sans pour autant que l'espace politique s'ouvre dans les faits.

Une opposition légale délégitimée

Eu égard à la domestication que l'État leur impose, les partis politiques légaux et tolérés ne peuvent pas gagner en légitimité auprès des populations de la majorité des régimes républicains du monde arabe. Seuls les partis islamistes, œuvrant dans la clandestinité, semblaient, alors, avoir une forte légitimité dans les couches sociales les plus défavorisées. Quant à la mouvance laïque, elle doit se résoudre à rester aux marges de la démarche partisane en privilégiant d'investir les sphères associatives et syndicales. L'espace politique paraissait donc dépolitisé alors même que le mécontentement des populations était réel.

Les causes économiques

Ce mouvement contestataire dans les pays arabes peut être expliqué par des modèles de développement qui ont surtout favorisé une élite composée de politiques et d'hommes d'affaires étroitement liés. C'est notamment le cas en Égypte et en Tunisie. Dès lors, les ratings habituels qui mettaient en évidence les insuffisances de la concurrence, du fonctionnement du marché du travail, du rôle des banques, de la corruption ne remettaient pas en cause une connivence profonde entre les opérateurs et le pouvoir. Au fil des années, cette connivence a touché toutes les sphères de ces sociétés. Elle s'est traduite à des niveaux aussi différents que, choisir les opérateurs pour un grand projet, obtenir un appel d'offres public, développer prioritairement une région, octroyer un crédit à une PME, trouver un emploi dans l'administration…

Répartition inégalitaire de la croissance

Les richesses économiques n'étaient pas équitablement partagées au sein des populations provoquant ainsi de fortes inégalités sociales et géographiques. La redistribution des richesses n'avait pas sa place dans les stratégies de développement des pays arabes. Seule comptait la croissance. Mais la croissance du PIB d'un pays ne traduit pas nécessairement une augmentation du pouvoir d'achat des citoyens. Elle pourrait cacher aussi leur endettement croissant. C'est ce qui s'est passé en Egypte et en Tunisie à partir de 1996.

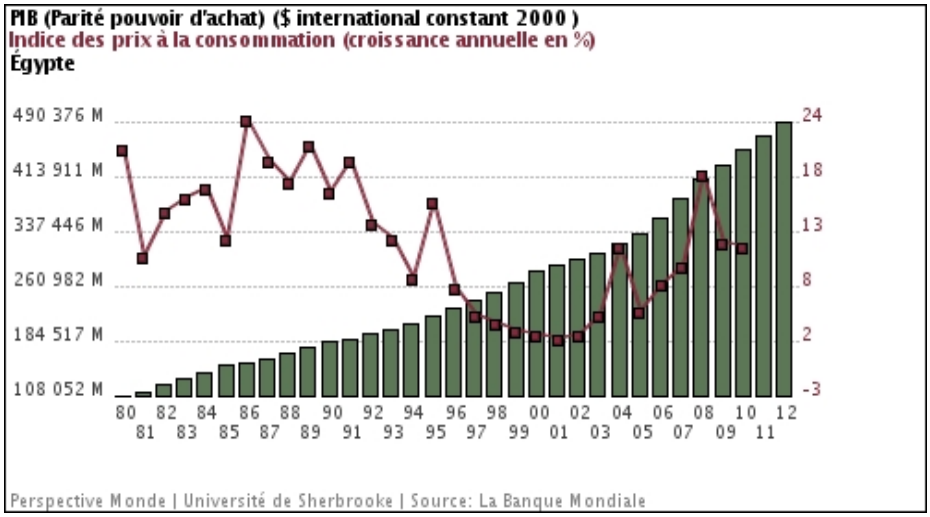


Tableau : Evolution PIB & Croissance (Egypte)

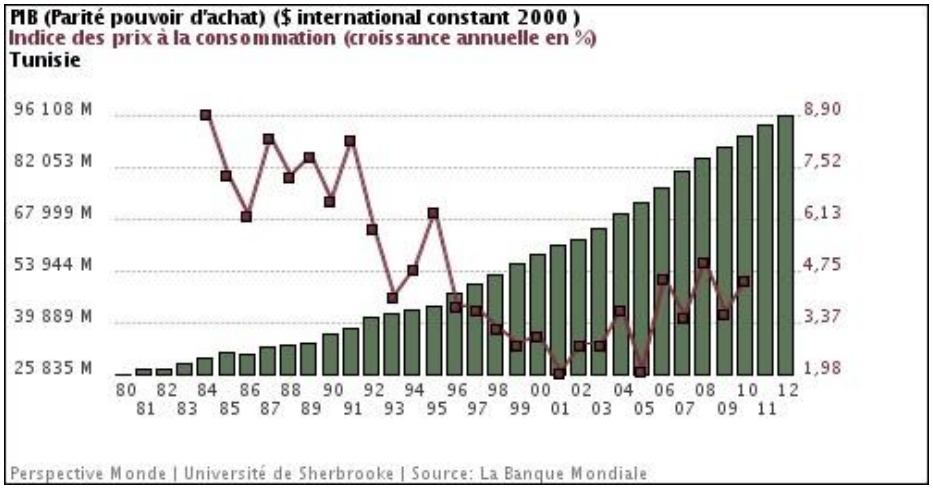


Tableau : Evolution PIB & Croissance (Tunisie)

Des classes moyennes qui s'appauvrissent

Parmi les slogans entendus dans les rues arabes figuraient de nombreuses récriminations contre la vie chère et les salaires très bas. Le monde arabe a connu l'émergence d'une classe éduquée, mais qui n'a pu prendre l'ascenseur social. Il n'y a pas eu de réduction des taux de pauvreté au cours des vingt dernières années, soulignent les auteurs du rapport[77] conjointement réalisé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Ligue arabe. Environ 40 % de la population des dix-huit pays arabes, soit 140 millions de personnes, vit en dessous du seuil de pauvreté.

Ainsi, depuis plus de quarante ans toutes les révoltes arabes ont éclaté lorsque les prix des produits de base du panier de la ménagère augmentaient significativement. Ce fut notamment le cas à la fin des années 70 en Egypte, au Maroc et en Tunisie lorsque les missions du FMI recommandaient de ne plus subventionner les prix des produits essentiels (blé tendre, sucre, huile) de façon à permettre le développement de la production locale. Aussi, l'enjeu n'est pas seulement d'accélérer la croissance économique, "mais de transformer cette croissance pour réduire la pauvreté grâce à des politiques de redistribution" et "d'adopter un modèle basé sur le développement humain qui considère les libertés comme les bases du développement", indique toujours le rapport. Il

[77] <www.arab-hdr.org/publications/other/ahdr/ahdr2009f.pdf>

recommande à ces États à sortir d'un modèle de développement centré sur la production d'hydrocarbures et de matières premières.
En 2008, des émeutes et contestations populaires se propageaient dans les pays du Maghreb. Peu politiques, elles restaient très locales et concentrées sur les difficultés du quotidien qui persistaient malgré les progrès du développement économique. Les observateurs, à l'époque, relativisaient toutefois l'impression de «marmite sociale »[78] au bord de l'explosion. Des émeutes qui, deux ans plus tard, se sont transformées en soulèvements populaires.

Des populations jeunes en marge de l'échiquier socio-économique
Toutes les nations arabes connaissent une croissance élevée des jeunes de moins de 25 ans représentant entre 45 et 60 % de la population selon les pays. Or, les économies de ces pays sont incapables de créer des emplois adaptés à la demande. En 2010, le monde arabe a le taux de chômage chez les jeunes le plus élevé de la planète, estimé à près de 25%, contre une moyenne mondiale de 14%, selon un rapport de l'Organisation Internationale du Travail[79]. La région arabe est confrontée à une poussée de jeunes, ce qui, combiné avec des taux de chômage élevés, induit nécessairement des troubles sociaux. Ce phénomène est aggravé, en Tunisie, par la répartition géographique du chômage traduisant des disparités régionales, voire une dichotomie entre le littoral surdéveloppé et une périphérie sous-développée.
Les politiques et mécanismes sociaux qui cherchent à rééquilibrer la redistribution des richesses peuvent aider à réduire le rythme de creusement des inégalités entre régions. Mais l'écart était trop important. Et ce n'est pas par hasard si les premières révoltes populaires les plus violentes ont pris naissance dans ces régions défavorisées.
Le phénomène est similaire en Egypte où, sur le plan territorial, même si aucune zone n'est épargnée par la pauvreté, force est de constater que certaines régions le sont plus que d'autres. C'est le cas de la Haute-Égypte, encore plus rurale que le Delta. Certes, ce déséquilibre régional n'est pas nouveau, mais il ne fait aucun doute que le basculement dans la mondialisation renforce le déséquilibre économique entre Nord et Sud qui s'ajoute aux différences socioculturelles. C'est dans cette même Haute-Égypte, plus précisément à Nag Hammadi, qu'une fusillade a coûté la vie à six Coptes le 6 janvier 2010. En fait, ce meurtre fait suite à des heurts réguliers depuis une vingtaine d'années entre membres des deux communautés, particulièrement en Haute-Égypte où les Coptes sont les plus nombreux et où l'islamisme radical est le plus prégnant.
Les régions intérieures, où les révoltes étaient les plus violentes, sont les plus touchées par le chômage des jeunes. Alors que l'axe littoral concentre 74 % des emplois non agricoles et plus de 75 % des emplois industriels et tertiaires. Les régions côtières se taillent, de surcroît, la part du lion en matière d'investissements publics.
Emmanuel Todd et Youssef Courbage développent la théorie[80] selon laquelle la concomitance de trois phénomènes : alphabétisation, baisse de la fécondité et taux d'endogamie induisent des mutations profondes dans la structuration des sociétés. L'Iran, par exemple, a fait sa révolution de 1979 au moment où son taux d'alphabétisation atteignait

[78] <http://www.lesechos.fr/11/06/2008/LesEchos/20191-42-ECH_chomage-et-inflation-mettent-le-maghreb-sous- pression.htm>
[79] http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/features/WCMS_154079/lang--fr/index.htm
[80] Youssef Courbage et Emmanuel Todd, *Le rendez-vous des civilisations*, Paris, Seuil, Coll. La République des idées, 2007.

celui des Français du Bassin parisien en 1789, soulignent les auteurs.
Le taux d'alphabétisation, notamment des femmes, a atteint de hauts niveaux dans certains pays arabes, notamment en Tunisie et en Egypte, alors que celui de la fécondité diminuait rapidement. La plupart des pays arabes passent de 6 ou 7 enfants par femme dans les années 1970-80 à 2 ou 3 en 2010. Pour exemple, le taux de fécondité en Tunisie est désormais inférieur à celui de la France. En ce qui concerne l'alphabétisation, la situation en Tunisie en 2011 est proche de celle de la France en 1789. On a assisté, durant ces trois dernières décennies, à la montée de l'esprit contestataire et à la sécularisation des sociétés dans certains pays du monde arabe, notamment ceux ayant adopté un schéma de développement post colonial s'inscrivant dans la modernité.

Les causes sociétales
En dépit du fait que les libertés de la presse et d'expression ont été extrêmement limitées dans les pays arabes, l'administration américaine a été, au mieux, ambivalente et, au pire, complaisante (par son silence) dans les violations des droits de l'homme.

Une absence de libertés fondamentales
En Égypte comme en Tunisie et dans les autres pays arabes traversés par des soulèvements populaires, c'est cette situation, commune à toutes les couches sociales, qui a créé un mouvement unifié. Des jeunes défavorisés, des individus issus des classes moyennes, des diplômés au chômage se rencontrent dans une même aspiration à la liberté et à la dignité. Le monde arabe est traversé par ce profond désir de droits de l'homme et de démocratie, même si cette base commune se traduit différemment dans chaque pays.
Pour mesurer le degré de liberté d'expression de l'opposition dans les pays arabes, nous pouvons utiliser l'indice de la liberté de la presse qui est un classement annuel des pays établi et publié par Reporters Sans Frontières. Un plus petit score de l'indice correspond à une plus grande liberté de la presse.

Rang arabe	Pays	Rang mondial	Indice
1	Liban	78	20.50
2	Émirats Arabes Unis	87	23.75
3	Koweït	87	23.75
4	Mauritanie	95	25.38
5	Djibouti	110	30.50
6	Jordanie	120	37.00
7	Qatar	121	38.00
8	Oman	124	40.25
9	Égypte	127	43.33
10	Irak	130	45.58
11	Algérie	133	47.33
12	Maroc	135	47.40
13	Bahreïn	144	51.38
14	Territoires palestinienne	150	56.13
15	Arabie saoudite	157	61.50
16	Libye	160	63.50
17	Somalie	161	66.00
18	Tunisie	164	72.50
19	Yémen	170	82.13
20	Soudan	172	85.33
21	Syrie	173	91.50

Le classement des pays arabes et leurs rangs selon l'indice de la liberté de la presse 2010[81]

Selon ce classement, les pays arabes se retrouvent dans les dernières places d'une liste de 178 pays à travers le monde. Les pays où il y a eu des mouvements populaires sont les derniers

[81] Press Freedom Index 2010, Reporters without Borders for freedom of information, 2010, < http://en.rsf.org>

au niveau de la liberté de la presse. Cependant il faut admettre que les critères déterminant le degré de liberté d'expression n'intègrent pas le concept de l'anthropologie sociale et culturelle dans la définition de ces critères.

Sentiment d'exclusion national au profit des réseaux sociaux internet

Michel Camau et Vincent Geisser (2003)[82] définissent la notion d'espace protestataire comme une nouvelle forme de protestation virtuelle dans la société de l'information, qu'instaurent les technologies de l'information et de la communication en tant que moyen et outil de contact interactif permettant des échanges d'idées et d'informations entre internautes.

Le développement fulgurant des réseaux sociaux sur Internet, devenus une caisse de résonance des frustrations des populations du monde arabe, a promu la création de communautés virtuelles se situant à la périphérie de la sphère médiatico-sociale nationale. Ces réseaux ne s'inscrivent pas dans le prolongement des leviers de la société civile, totalement phagocytée par les relais institutionnels des pouvoirs en place, mais ils constituent une nébuleuse de communauté de personnes interagissant comme un contre-pouvoir virtuel aux structures étatiques en place. Le sentiment d'appartenance national a laissé progressivement la place au sentiment d'appartenance à la communauté des réseaux sociaux.

Les révoltes en Tunisie et en Egypte ressemblent aux bouleversements politiques observés dans le passé sauf sur un point, le rôle clé joué par les réseaux sociaux: Facebook, Twitter ainsi que les blogs, émettant notamment de l'étranger, échappaient à la censure des pouvoirs en place. Toutes ces technologies étaient devenues des armes redoutables de mobilisation.

Pays	Population (en 2010)	Nombre d'utilisateurs d'Internet (en 2010)	Taux de pénétration	Augmentation du nombre d'utilisateurs d'Internet de 2000 à 2010 (nbre)
Bahreïn	738 004	649 300	88,0	15 233
Émirats arabes unis	4975 593	3 777 900	75,9	4 140
Qatar	840 926	436 000	51,8	13 533
Oman	2 967 717	1 236 700	41,7	12 741
Koweït	2 789 132	1 100 000	39,4	6 333
Arabie saoudite	5 731 776	9 800 000	38,1	48 000
Tunisie	10 589 025	3 600 000	34,0	35 000
Maroc	31 627 428	10 442 500	33,0	103 425
Jordanie	6 407 085	1 741 900	27,2	12 683
Liban	4 125 247	1 000 000	24,2	2 333
Égypte	80 471 869	17 060 000	21,2	36 911
Syrie	22 198 110	3 935 000	17,7	130 167
Palestine	2 514 845	356 000	14,2	9 171
Algérie	4 586 184	4 700 000	13,6	93 000
Soudan	41 980 182	4 200 000	10,0	139 000
Libye	6 461 454	353 900	5,5	34 390
Mauritanie	3 205 060	75 000	2,3	14 000
Yémen	23 495 361	420 000	1,8	27 000
Iraq	29 671 605	32 000	1,1	25 000
Somalie	10 112 453	106 000	1,0	529 000

Utilisation et taux de pénétration d'Internet en 2010 dans les pays arabes (Maghreb et Moyen-Orient)[83]

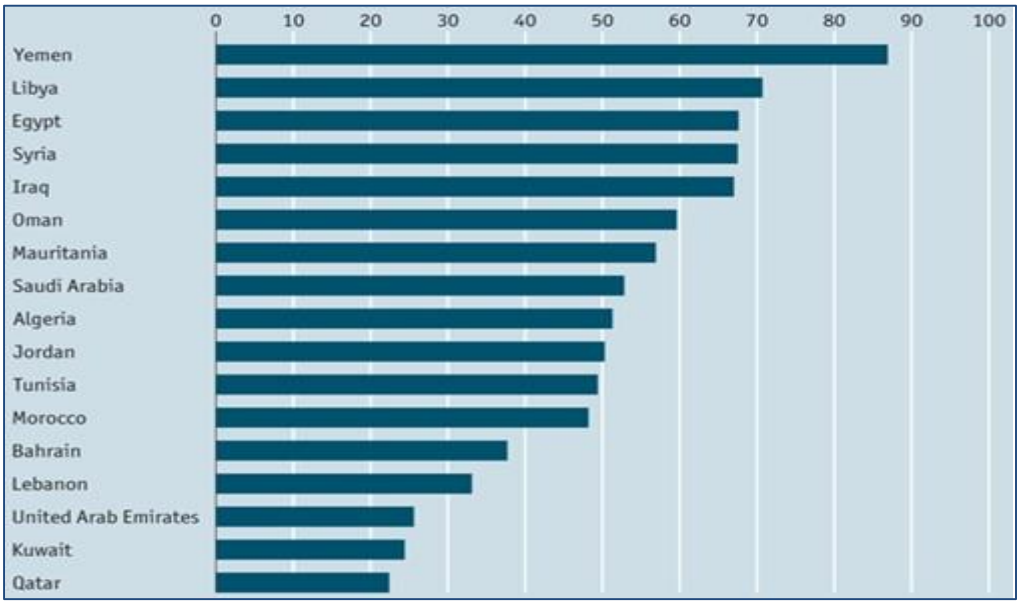
En général, le taux de pénétration d'Internet le plus élevé dans le monde arabe est enregistré dans les pays du Golfe : le Bahreïn, les Émirats Arabes Unis, le Qatar, le Koweït, l'Oman et l'Arabie saoudite. Cela s'explique en partie par l'intérêt que portent ces pays au développement des services électroniques et surtout par les tarifs très abordables. Dans les

[82] Michel Camau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire : Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

[83] <www.itu.int/net/pressoffice/press_releases/2012/70-fr.aspx>

pays non producteurs de pétrole, les taux les plus élevés sont ceux de la Tunisie, du Maroc, de la Jordanie, du Liban et de l'Égypte.
Malgré la disponibilité de ressources financières provenant de l'exportation de pétrole, l'Algérie, la Libye et l'Irak enregistrent un faible taux. La phobie que suscite l'utilisation d'Internet comme outil de communication de masse non contrôlé par leurs pouvoirs publics peut apporter une part d'explication.

Les leviers informationnels de la désobéissance sociale
Les soulèvements des populations arabes ont fait couler beaucoup d'encre. L'un des articles les plus intéressants fut publié par *The Economist*[84] qui avait mis son *shoe-thrower's index*, un index qui sert à identifier les facteurs déterminants ayant contribué à l'instabilité politique dans les pays arabes et à les classer (cf. tableau ci-après) selon leur probabilité de désobéissance sociale.



Le classement de « The Economist » selon l'indice d'instabilité dans les pays de la ligue arabe

Le poids attribué à chaque facteur est indiqué en ordre décroissant :

- 35% : Population en dessous de l'âge de 25 ans.
- 15% : Nombre d'années que le gouvernement du pays est au pouvoir.
- 15% : Le niveau de corruption.
- 15% : Eloignement par rapport aux principes démocratiques.
- 10% : Produit Intérieur Brut (PIB) par personne.
- 5% : Niveau de censure.

Il ressort de l'examen de ce tableau que :

- Le facteur, le plus lourd dans le calcul, est le pourcentage de personnes en dessous l'âge de 25 ans.

[84] The Economist, "Arab unrest index: The Shoe-Thrower's index", The Economist online, le 9 février 2011, < http://www.economist.com/blogs/dailychart/2011/02/arab_unrest_index... (Consulté le 5 juin 2012)>

- Le nombre d'années au pouvoir fut un facteur déterminant : le régime d'Hosni Moubarak a chuté en Égypte après 30 ans au pouvoir ainsi que celui de Ben Ali en Tunisie qui a été déchu après 23 ans au pouvoir.
- Selon l'*Economist*, le PIB par personne ne tient pas compte forcément du nombre de personnes vivantes sous le seuil de la pauvreté. Dans le cas de l'Égypte, les révoltes populaires ont été propulsées en grande partie par la classe moyenne, mais aussi par le nombre élevé de la population vivant au seuil de la pauvreté.
- L'accès à l'Internet, et les autres réseaux sociaux ont joué des rôles importants dans le renversement des régimes en Égypte et en Tunisie. Du fait que la Tunisie et l'Egypte sont branchées sur les technologies, Internet a contribué au succès du renversement d'Hosni Moubarak et de Ben Ali. A contrario d'autres pays comme le Yémen et la Somalie ne pourraient offrir l'accès à ces technologies.

Les causes informationnelles exogènes communes aux soulèvements en Tunisie et en Egypte

Le caractère spontané des « révolutions du printemps arabe » n'est pas dissociable d'un certain nombre d'opérations d'information menées par des structures étrangères à la zone géographique. Un certain nombre de questions se posent aujourd'hui lorsqu'on revient sur cet enchaînement d'événements. Si on se situe au niveau de la rumeur, une agitation à distance aurait été activée à partir de correspondants basés dans des pays éloignés du pays cible. En Tunisie, des opposants au régime auraient usurpé des identités par manipulation d'adresses IP créant de ce fait la zizanie au sein du clan Ben Ali. De fausses vidéos auraient été mises en ligne sur le net afin d'accentuer l'impact des vidéos filmées par des manifestants lors des répressions policières. En Egypte, la focalisation des manifestations sur un lieu symbolique comme la place Tharir du Caire a pu aussi être interprétée comme un choix délibéré. Il est plus facile de tenter de cadrer le déroulement d'une « révolution » à partir d'un site central de protestation que d'une multitude d'endroits qui deviennent très vite incontrôlables. Ces interrogations laissées sans réponse nous amènent aujourd'hui à revenir sur les mécanismes d'agit-prop[85] qui ont joué un rôle central ou d'appui aux manifestations populaires qui ont ébranlé la Tunisie et l'Egypte.

Une trace américaine ?

Comme il a déjà été précisé dans le chapitre 5 à propos de l'action de la NED, des structures civiles, des fondations et des associations militantes ont joué un rôle non négligeable dans les soulèvements populaires des pays arabes en 2011.

La formation des activistes est un point d'entrée dans l'analyse des événements. Des séances de formation à la non violence destinée à des activistes égyptiens et tunisiens ont été animées par Peter Ackerman. Ce proche de Gene Sharp joue un rôle important dans le dispositif américain sur les questions de promotion de la démocratie à travers le monde. Rappelons les principales étapes de son parcours dans ce domaine. En 2002, Peter Ackerman fonde le Centre international pour les conflits non

[85] L'Agitprop est une expression qui est tirée de l'expérience de la révolution bolchévique. Il s'agissait du nom d'un département qui devait diffuser du parti. Par la suite, ce terme a été utilisé pour désigner les manœuvres informationnelles destinées à des opérations de propagande.

violents[86]. De 2005 à 2009[87], il a été nommé président du conseil d'administration de *Freedom House* et membre du conseil d'administration du *Council on Foreign Relations*[88]. Peter Ackeman participe en mars 2007 à la conférence sur les facteurs clés de la résistance civile[89], sous l'égide du *Centre for International Studies*[90] (CIS) et de *l'European Studies Center*[91].

Son intervention dont la traduction a pour titre : « Quels sont les facteurs clés qui déterminent le succès ou l'échec de la résistance civile? », s'inscrit dans le prolongement de ses activités en tant qu'auteur et producteur d'études et de films documentaires sur la mise en œuvre de « stratégies des conflits non violents ». A ce titre, en 2002, Ackerman a coproduit un film documentaire intitulé *Bringing Down A Dictator*, concernant la chute du régime serbe de Slobodan Milosevic. Le film a été diffusé dans les autres républiques des pays de l'Est, notamment dans l'ancienne République de Géorgie en 2003[92] afin d'inciter les cyber-activistes dans leur lutte non violente contre le pouvoir lors de la *révolution des roses*. En février 2011, le film a été diffusé sur la chaîne Al jazeera permettant aux cyber-activistes égyptiens de le visionner[93] lors des réunions des membres du mouvement des jeunes du 6 avril, fer de lance de la contestation des jeunes égyptiens durant les manifestations qui ont provoqué la chute du régime du Président égyptien Moubarak.

Le cyberactivisme, vecteur de la diplomatie 2.0

« L'une de mes missions au département d'Etat est de changer l'image des Etats-Unis dans le monde musulman grâce aux technologies et aux médias sociaux. Quand un Etat contrôle et verrouille la presse et Internet, il est difficile de communiquer directement avec les activistes locaux. Il faut donc être diplomate, rencontrer le gouvernement, expliquer, influencer. C'est l'art de maximiser le pouvoir des technologies au service de buts diplomatiques » tels furent les propos de Alec Ross, conseiller d'Hillary Clinton et spécialiste de la diplomatie digitale 2.0. Il ajouta, par ailleurs, concernant le rôle des États Unis dans le cyberactivisme en Tunisie, que les Etats-Unis avaient développé des outils appropriés à la situation et, dit-il, « nous sommes fiers d'avoir entraîné et formé des militants de la liberté partout dans le monde »[94]. Il considérait que, pendant les révolutions arabes, le *Che Guevara du 21ème siècle* était le réseau.

Ainsi, en quelques années, les réseaux sociaux ont pris une place centrale dans la politique américaine et a fortiori dans sa stratégie d'influence internationale. Dès l'entrée en fonction

[86] <http://www.nonviolent-conflict.org/index.php/about-icnc>

[87] <http://www.freedomhouse.org/article/freedom-house-welcomes-william-h-taft-iv-new-chairman?page=70&release=753>

[88] <http://www.cfr.org/about/people/board_of_directors.html

[89] Conference on civil resistance & power politics, St Antony's College, University of Oxford, 15-18 March 2007

[90] <http://cis.politics.ox.ac.uk/about/index.asp>

[91] http://www.sant.ox.ac.uk/esc/about.html>

[92] Tbilisi's "Revolution of Roses' Mentored by Serbian Activists, Peter Baker, Washington Post November 25, 2003 - http://pqasb.pqarchiver.com/washingtonpost/access/463803231.html?FMT=ABS&FMTS=ABS:FT&date=Nov+25%2C+2003&author=Peter+Baker&pub=The+Washington+Post&edition=&startpage=A.22&desc=Tbilisi%27s+%27Revoluti on+of+Roses%27+Mentored+by+Serbian+Activists%3B+Foes+of+Milosevic+Trained+Georgians>

[93] <http://www.aljazeera.com/programmes/peopleandpower/2011/02/201128145549829916.html>

[94] Alec Ross : "Internet est un droit de l'homme du XXIe siècle", Les InRocks, 15 février 2011, <http://www.lesinrocks.com/2011/02/15/actualite/alec-ross-internet-est-un-droit-de-lhomme-du-xxie-siecle-1119768/>

de Barack Obama en 2009, le *smart power*[95] est apparu comme le nouveau mode de déploiement de la diplomatie américaine à travers le monde, Twitter et Facebook sont devenus des canaux de communication clé pour la Maison- Blanche.
Sur Twitter, sans être une star, Alec Ross a déjà son lot de fidèles. Plus de 378 000 abonnés (followers), à ce jour, qui suivent à travers ses tweets les dernières inflexions de la politique étrangère américaine. Ainsi, au moment des révolutions arabes et par son activisme auprès des jeunes révoltés à qui il a pu envoyer des messages forts, tels que les citoyens doivent avoir le droit de critiquer un gouvernement sans peur de représailles. L'expérience d'Alec Ross est un témoignage du soutien du gouvernement américain aux activistes égyptiens et tunisiens.
Il est difficile de ne pas établir un lien entre les révoltes dans les pays arabes et Internet qui est loin d'être l'unique manifestation de cette nouvelle donne dans la diplomatie américaine. A cet effet, le *Baker Institute for Public Policy* de l'Université de Rice a publié un document[96] sous forme d'état des lieux du développement de la cyberdiplomatie du Département d'Etat américain. Ainsi, des progrès de l'e-démocratie américaine de Colin Powell à Hilary Clinton au phénomène de *Wikileaks* en passant par la mise en place d'un cyber commandement américain, *United States Cyber - Command* (USCYBER-COM)[97], à Fort Meade, l'étude fournit une bonne vision d'ensemble de la manière dont Internet a révolutionné la gestion des relations internationales américaines.
Pour rappel, il y a peu de temps, une certaine réserve existait en France pour s'inscrire dans cette diplomatie 2.0. Aujourd'hui, la France semble prendre ce tournant de la diplomatie digitale engagé par les Etats-Unis. En ce sens, le Quai d'Orsay définissait, dans une tribune[98] publiée en février 2012, les réseaux sociaux comme un « espace où il importe d'être présent et actif si l'on veut exister, si l'on veut y faire partager nos valeurs (…)». La diplomatie française se montre de plus en plus soucieuse de déployer la présence digitale du réseau diplomatique français, d'utiliser les réseaux sociaux comme des canaux performants d'information et comme de puissants vecteurs d'influence pour diffuser l'action de la France à l'international.

Le prisme de la cyberdissidence dans le monde arabe

Alors que le monde évolue et que la technologie sert de plus en plus à créer des réseaux sociaux et de nouvelles voies de communication, Hillary Clinton, annonce en 2009 à Marrakech (Maroc) l'initiative, Société civile 2.0, qui « vise à aider les organisations locales de par le monde à utiliser les techniques informatiques pour se faire connaître, à créer une base d'appui à leur cause et à établir des relations avec d'autres groupes aux objectifs communs dans d'autres pays». Cette stratégie a été consacrée lors du sommet[99] inaugural de l'Alliance des mouvements de jeunesse (*Alliance of Youth Movements*) à New York au mois de décembre 2008. En 2009 et en 2010, d'autres sommets se sont déroulés à Mexico et à Londres.
Ont participé à toutes ces rencontres une combinaison des membres, du Département d'État,

[95] « Le smart power américain, un défi pour l'Europe », Fondation Robert Schuman, 9 février 2009. <http://www.robert-schuman.eu/doc/questions_europe/qe-127-fr.pdf>
[96] From Tunis to Tunis: Considering the Plancks of U.S. International Cyber- Policy, 2005-2011. <http://bakerinstitute.org/publications/ITP-pub-PlanksOfUSInternationalCyber-Policy-052112.pdf>
[97] http://www.defense.gov/home/features/2010/0410_cyber-sec/
[98] La diplomatie française à l'ère du web 2.0 - < http://ambafrance-es.org/france_espagne/spip.php?article5703>
[99] <http://www.movements.org/pages/the-summit>

du *Council of foreign relation* (CFR) considéré comme l'un des « think tanks» les plus influents en politique étrangère des Etats-Unis, des conseillers de la sécurité nationale et une pléiade de représentants de sociétés américaines publiques et privées opérant, notamment, dans le secteur des NTIC et des médias tels que AT&T, Google, Facebook, NBC, ABC , CBS, CNN, MSNBC, et MTV.

Ces événements nous amènent à revenir sur le cas de *Movements.org*, organisation dédiée à l'identification, la connexion, et le soutien aux cyber-activistes, selon la mission affichée sur le site. Ce mouvement a officiellement un partenariat avec le département d'Etat américain et la *Columbia Law School*. Ses commanditaires corporatifs incluent Google, Pepsi, et le Groupe Omnicon, tous membres du *Council on Foreign Relations* (CFR).

Les fondateurs du mouvement sont :

- Jared Cohen[100], membre du CFR, directeur de « Google Ideas », et ex-conseiller au département d'Etat de Condoleezza Rice et de Hillary Clinton.
- Jason Liebman[101], travaille avec des mégaentreprises et des conglomérats comme Procter & Gamble, Kodak, Staples, Ford ainsi que des organismes gouvernementaux tels que le Département d'État des États-Unis et le Département de la Défense. Il a aussi collaboré avec Google pour 4 ans où il a travaillé en partenariat avec Time Warner (CFR), Nouvelles Corporation (Fox News, CFR) Viacom, Warner Music, Sony Pictures, Reuters, le New York Times et le Washington Post Company.
- Roman Sunder, a fondé « access 360 Media », une société de publicité et il a organisé le PTTOW, sommet qui a réuni 35 cadres supérieurs de sociétés comme AT&T (CFR), Quicksilver, Activison, Facebook, HP, YouTube, Pepsi, et le gouvernement américain pour discuter de l'avenir de l'industrie de la jeunesse. Il est également membre du conseil de Next Gen, un autre organisme sans but lucratif axé sur le changement pour la prochaine génération.

A cette époque, le directeur exécutif du mouvement, David Nassar[102], est un ancien responsable des programmes du NDI, de l'IRI et de l'USAID pour le Moyen –Orient. Lors du deuxième congrès tenu à Mexico en octobre 2009, Hillary Clinton s'est spécialement déplacée pour accueillir les cyber-activistes venus de divers horizons. Ce sommet a rassemblé des experts en nouvelles technologies et réseaux sociaux, comme Facebook, Twitter, et YouTube, ainsi que des fonctionnaires des agences de Washington, spécialistes dans la subversion et la déstabilisation de gouvernement non inféodés à l'agenda de Washington. Le but était de former ces jeunes à l'usage des réseaux sociaux pour promouvoir des actions politiques contre leur gouvernement. En clair, former des leaders de la blogosphère aux techniques de soulèvement des masses par la non-violence.

Ahmed Bensaada[103], dans *Arabesques américaines* conclut : « L'existence de tels sommets et la liste des personnes qui y participent nous renseignent à plusieurs égards. Ils nous montrent d'abord que le gouvernement américain identifie les cyber-activistes intéressants à travers le monde par l'intermédiaire de ses ambassades et s'arrange pour les faire participer à ces sommets. Ils nous indiquent que les leaders mondiaux dans le domaine des nouvelles technologies sont partie prenante dans la formation des cyberdissidents, et donc, dans la déstabilisation des gouvernements étrangers. Finalement, ils prouvent l'étroite

[100] <http://www.movements.org/pages/team#Jared>

[101] http://www.movements.org/pages/team#Jason>

[102] <http://www.huffingtonpost.com/david-nassar/>

[103] Ahmed Bensaada, *Arabesques américaines : le rôle des Etas Unis dans les révoltes de la rue arabe*, 2011.

collaboration entre le gouvernement américain, les organismes et agences non gouvernementales d'exportation de la démocratie et les grandes compagnies œuvrant dans les domaines des nouvelles technologies ». Il est certain que cette stratégie s'est développée sur le concept du « soft power » ou le pouvoir par l'influence et la séduction.
« Le concept de soft power est mis en exergue par la conquête des territoires mentaux. Ainsi, Hollywood, arme de « distraction massive », aurait plus d'efficacité qu'une division blindée et l'admiration que portent des millions d'hommes au mode de vie US serait la meilleure protection du pays… ». Cette explication de François-Bernard Huyghe[104] trouve un écho dans les populations jeunes du monde arabe ayant vécu la révolution 2.0. Une génération éprise de liberté et de démocratie, vivant dans le confinement d'une société tombée dans le conformisme et le conservatisme, s'est projetée dans un imaginaire mondialiste imprégné des valeurs du modèle américain. Faire que le sentiment d'appartenance à la communauté Facebook soit plus fort que le sentiment d'appartenance à la communauté nationale, tel est le génie des stratèges américains de la diplomatie publique ayant incité les jeunes générations du monde arabe à réaliser un parricide politique au sein de leur nation.

Le rôle des médias et des médias sociaux

La stratégie des révoltes arabes consiste à affaiblir et a désorganiser les piliers du pouvoir (l'Etat, les forces vives) et à neutraliser les forces de sécurité. Robert Helvey, membre de l'Institut Albert Einstein explique que l'objectif n'est pas de détruire les forces armées ou de police, mais de les convaincre d'abandonner le gouvernement actuel et de leur faire comprendre qu'ils ont une place dans le pouvoir à venir[105]. Par le biais d'opérations psychologiques à leur destination, la stratégie vise à nouer des liens avec les militaires pour négocier. Nous verrons plus loin comment.
Les médias servent, quant à eux, à donner une aura internationale à ces mobilisations contre un Etat supposément « répressif ». Les manifestations de rue, les grèves de la faim, donnent l'impression que le pays se trouve dans une situation chaotique, instable, et que le pouvoir est prêt à tomber devant l'insurrection populaire. Lorsque pour rétablir l'ordre et faire appliquer la loi, le pouvoir réagit, les médias sont utilisés pour accuser le gouvernement de répression et de violation des droits humains. Tout ceci permet de justifier n'importe quelle agression externe ou interne contre l'Etat.

Facebook : fer de lance des cyber-activistes des révolutions arabes

Alors que les médias traditionnels locaux sont accusés d'être à la solde des régimes autoritaires, les réseaux sociaux les ont supplantés. Plus rapides et plus efficaces, ils se sont fait l'écho du soulèvement populaire. Les tentatives de censure n'ont abouti ni en Egypte ni en Tunisie. La révolte l'a emporté avec l'aide d'Internet et par extension des réseaux sociaux. L'utilité sociale d'Internet conduit d'ailleurs Alec Ross, conseillé d'Hillary Clinton, à affirmer qu'il s'agit « d'un droit de l'homme du 21e siècle ».
Aussi, en essayant désespérément de museler la contestation en bloquant les sites de réseaux sociaux (Tunisie) ou en coupant tous les systèmes de communication (Égypte), les gouvernements n'ont finalement réussi qu'à attiser le mécontentement à l'origine de leur

[104] François-Bernard Huyghe- *Les politiques internationales d'influence*, mai 2009-
< http://www.huyghe.fr/actu_407.htm>
[105] Manon Loizeau Comment la CIA prépare les révolutions colorées,
< http://www.youtube.com/watch?v=cO7DMyZA62o>

disparition. En fin de compte, les médias sociaux ne sont que des outils et des caisses de résonnance qui peuvent contribuer à mobiliser l'opinion publique quand il existe une cause commune et des circonstances favorables. Alors qu'ils ont occupé une place centrale en Égypte et en Tunisie, ceux-ci ont joué un rôle moins important au Yémen, en Syrie et au Bahreïn.

L'étude d'une agence basée à Dubaï, *Spot On Public Relations* (figure ci-après), a montré que le média social comptait 15 millions d'utilisateurs dans les 17 pays arabes (contre 14 millions de journaux vendus). Dans le monde arabe, il y a désormais plus d'utilisateurs de Facebook que de lecteurs de presse.

Depuis les événements de 2009 en Iran, jusqu'aux révoltes arabes en 2011, le monde a découvert ainsi l'incroyable pouvoir de mobilisation des réseaux sociaux. Facebook, Twitter ou YouTube sont devenus une des sources principales d'information et un moyen de rassemblement incontournable. Les réseaux sociaux ont, semble-t-il, été les moteurs des soulèvements dans la mesure où ils ont permis aux contestataires de poursuivre leur lutte contre les régimes en place lorsque tout rassemblement politique était prohibé, toute communication à des fins de manifestation était bloquée, et lorsque la liberté d'expression était limitée. En d'autres termes, il semble que Facebook et Twitter aient joué un rôle capital pour contrer la répression et pour maintenir le combat des manifestants au-delà des contraintes imposées par les gouvernements. Les cyber-activistes étaient des centaines, voire plus, à s'activer sur la Toile.

En Tunisie sur 10.5 millions de personnes, 3.6 millions sont connectés à internet, soit 34% de la population : on ne dénombre pas moins de 2 millions de comptes Facebook en 2011.

En Egypte, ils sont 17 millions sur 80 millions d'habitants, c'est-à-dire 20% de la population, dont 5 millions possèdent un compte Facebook. Par ailleurs, les réseaux de télécommunications mobiles sont aussi très importants. En Egypte selon les chiffres du gouvernement : plus de 56 millions de personnes possèdent un téléphone portable soit 70% de la population Egyptienne. Alors que la Tunisie comptait en 2010 près de 10 millions d'abonnés, soit 95 % de la population.

Sur la période novembre 2010-mai 2011, les six premiers mois de la chute du régime en Tunisie, le nombre de comptes Facebook a augmenté de 50%.

Durant la semaine précédant la chute de d'Hosni Moubarak, selon Philippe Howard[106], le nombre de tweets concernant les changements en Egypte est passé de 2 300 à 230.000 par jour à travers le monde. Les vidéos contenant des protestations ou des commentaires politiques se sont propagées massivement : 5,5 millions de visionnages pour les 23 vidéos les plus regardées. Toujours selon l'étude de Philippe Howard, le nombre de contenus en ligne produits par des groupes d'opposition sur Facebook ou à partir de blogs a également augmenté. Autre chose: les discussions sur des blogs ou sur Twitter présageaient des retournements dans l'opinion publique. Alors qu'en décembre 2010, seuls 5% des blogs tunisiens s'exprimaient sur le gouvernement Ben Ali, ce chiffre est monté jusqu'à 20% un mois plus tard, le jour de sa destitution, des milliers de personnes descendaient dans la rue en Tunisie pour protester contre l'ancien régime le jour même où le mot "révolution" arrivait en tête des recherches sur les blogs du pays.

Tous ces chiffres témoignent bien de l'importance des moyens de communication au sein des sociétés égyptienne et tunisienne, moyens qui ont surement joué en leur faveur pour

[106] Philippe N. Howard, Muzammil M. Hussain - Democracy's Fourth Wave? Digital Media and the Arab Spring (Oxford Studies in Digital Politics)

accélérer le processus de soulèvement des populations locales.

Quel spontanéisme, quelle orchestration?

Des poings levés, des caricatures de Moubarak, une place Tahrir fourmillante de manifestants. La page Facebook *Nous sommes tous Khaled Said* appelle à une Egypte libre et à l'arrêt de la violence des forces de l'ordre. 36.332 images d'espoir et de haine, des articles sur la souffrance du peuple, des textes de propagande anti-Moubarak, des vidéos YouTube de soutien envoyées des quatre coins du monde, en somme, des appels à l'aide, à la mobilisation, à l'action, et 1 128 734 personnes *aiment ça*.

La page Facebook a été créée par le cyber-activiste Wael Ghonim (jeune cadre chez Google, responsable marketing pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord) en hommage au jeune blogueur Khaled Said, arrêté à la sortie d'un cybercafé d'Alexandrie et battu à mort par les policiers en juin 2010. Cet événement qui a marqué les esprits est devenu le symbole d'une détérioration de la liberté d'expression et d'une répression sans bornes.

Comme beaucoup de leaders issus du net, Wael Ghonim est devenu le porte-parole de la contestation du peuple égyptien et a tissé un lien entre les nouveaux médias du peuple et la sphère publique des médias traditionnels. Invité sur nombre de plateaux TV nationales comme Al-Jazeera ou Dream 2 et internationaux comme CNN, Wael Ghonim a pu offrir d'avantage de visibilité à son média Facebook, grâce à ses interviews sur les chaînes TV. Ainsi, il semble que si les médias numériques offrent des avantages que les médias traditionnels ne permettent pas, ceux-ci jouent des rôles différents, voir même complémentaires, l'un étant plus interactif, l'autre plus visible.

C'est dans ce sens que les révoltes qui ont ébranlé la rue arabe ne sont pas exemptes de propagandes, mensonges et autres manipulations médiatiques. L'interrogation qui est commune aux révoltes des populations arabes est celle de la spontanéité des soulèvements populaires.

Dans la plupart des pays arabes, les cyber-activistes ont été :

- identifiés,
- mis en réseau entre eux et avec des experts des nouvelles technologies,
- formés par des organismes occidentaux « d'exportation de la démocratie », en particulier américains. Cette méconnaissance de la réalité relève autant d'une naïveté journalistique patente pour certains professionnels des médias que d'un mensonge par omission pour d'autres.

En Tunisie, le symbole de la *révolution du jasmin* a été rapidement déboulonné, quelques mois à peine après la fuite du président Ben Ali. Présenté comme un universitaire sans emploi, travaillant comme vendeur ambulant, Mohammed Bouazizi s'est immolé par le feu devant le siège du gouvernorat (préfecture), geste qui a mis le feu aux poudres en Tunisie. Son spectaculaire suicide a été expliqué par le fait qu'un agent municipal, une femme, Fayda Hamdi, lui aurait non seulement confisqué sa balance, mais aussi administré une gifle, geste encore plus intolérable, dans la culture arabe, car venant d'une femme.

L'enquête a montré que Mohammed Bouazizi n'était pas un universitaire, qu'il avait insulté Fayda Hamdi[107] après qu'elle lui ait confisqué sa balance et, surtout, que la gifle était une pure invention. Autre précision troublante : le propre frère de la policière, militant syndicaliste, a participé à créer la légende autour de l'icône de la révolution, Mohammed

[107] Tunisie: Fayda Hamdi, la femme fusible. < http://www.youtube.com/watch?v=NWqyckzEPQA>

Bouazizi, légende à laquelle il est difficile d'être insensible et qui a fait les choux gras d'une presse à sensation.
Quelque mois avant l'immolation de Bouazizi, en 2010, deux autres jeunes avaient fait de même : à Monastir, sur la côte, le 3 mars, et à Metlaoui, à l'ouest du pays, le 20 novembre 2010. Les médias n'en ont pas fait échos. Le geste de Bouazizi appartient donc à une série d'actes désespérés. Mais celui-là restera gravé dans les mémoires, car Bouazizi a perdu son outil de travail (sa charrette de vendeur ambulant), après avoir été giflé par une femme, agent municipal, originaire d'une des régions les plus pauvres de la Tunisie. Bouazizi cristallise en lui tous les facteurs endogènes ayant provoqué les révoltes en Tunisie, notamment, le chômage des jeunes diplômés et la pauvreté des régions du Nord-Ouest du pays. Telle est la première charge qui explose après les premiers soulèvements populaires. Selon Ahmed Bensaada[108], les cyber--activistes tunisiens se sont saisis du drame de Bouazizi. Facebook, Twitter et toute la blogosphère, et ont exprimé leur soutien à cette cause. Plusieurs groupes ont été créés sur Facebook et les tweets avec le mot-clic *#sidibouzid* ont envahi la plateforme de microblogage. Plus de 3000 vidéos ont aussi été publiés sur You Tube avec Sidi Bouzid comme mot clé. En effet, au plus fort de la révolte, ces cyber-activistes ont fait des nouvelles technologies le meilleur usage. Mezri Haddad[109], précise que pour NDitech, les messages Twitter comportant le mot-clic *#sidibouzid* ont été transmis à un rythme estimé à 28.000 par heure.

Une pratique de la cyberguerre
Lors des manifestations qui ont provoqué la chute du régime Moubarak, les services de téléphonie et d'Internet ont été interrompus pendant 5 jours en Egypte. Pour ce faire, les autorités égyptiennes ont ordonné aux quatre fournisseurs d'accès de supprimer la transmission des routes BGP (Border Gateway Protocol), isolant la quasi-totalité des groupes d'adresses IP égyptiennes, les rendant ainsi inconnues aux routeurs dans l'ensemble du globe. Comme le montre le graphe, il a suffi de quelques heures pour fermer[110] Internet.
En Tunisie, lorsque le gouvernement a bloqué, début janvier 2011, la possibilité de mettre en ligne sur Facebook des vidéos prises en Tunisie montrant les exactions du régime, des membres de Telecomix ont mis en place une méthode[111] permettant de les faire sortir du territoire tunisien afin de les mettre en ligne à partir du territoire européen et de permettre aux cyber-activistes tunisiens de continuer à les partager et les diffuser sur le réseau social Facebook.
En janvier 2010, la Secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, annonce officiellement la volonté des USA « d'aider financièrement à concurrence de 30 millions de dollars les entreprises et les ONG fabriquant des logiciels anti censure pour aider les opposants vivant sous des régimes autoritaires à contourner les blocages, crypter leurs messages et effacer leurs traces. Les bénéficiaires des fonds fédéraux devaient distribuer leurs logiciels gratuitement, les traduire en différentes langues et offrir des programmes de formation »[112].

[108] Idem 40

[109] Mezri Haddad, *La face cachée de la révolution tunisienne* – septembre 2011>.

[110] Dans ce cas de figure, les alternatives sont minces, mais un groupe d'activistes suédois, Telecomix, défenseurs des libertés numériques met à disposition des outils pour contrer la censure sur le Net en essayent malgré tout de créer un moyen de faire une passerelle via des radioamateurs en utilisant le protocole irc (Internet Relay Channel) et le morse.

[111] Telecomix Message to North Africa and the Middle east, <http://www.youtube.com/watch?v=Tz4ECbj3dkY&feature=player_embedded>

[112] Yves Eudes, « Washington défend l'Internet libre...mais sous surveillance », Le Monde, 21 février 2011.

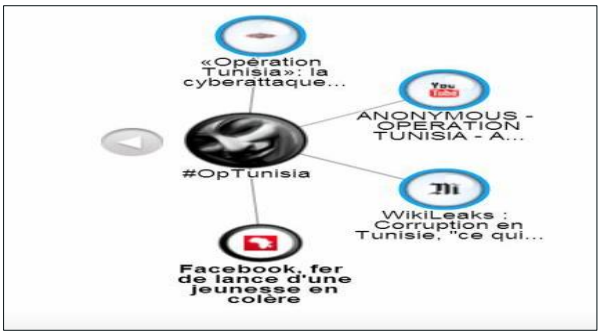
L'une des ONG ayant reçu des fonds fédéraux est le projet TOR (The Onion Router). Géré par des hackers américains et européens, TOR a crée un réseau international de serveurs permettant de crypter tous les types de messages et de se connecter sans laisser de traces. Pour avoir une idée de l'utilisation du programme TOR, on précisera qu'il a été téléchargé plus de 36 millions de fois au cours de l'année 2010 seulement[113]. On remarquera que l'un des responsables américains de TOR, Jacob Appelbaum, syndicaliste influent de New York s'est déplacé en Tunisie, après la chute du régime, en octobre 2011, à trois semaines seulement de l'échéance électorale du 23 octobre 2011, date des élections pour une assemblée constituante.

Les réseaux anonymes et l'ingérence des Anonymous

Alors que les médias « mainstream » ont mis un temps indéfini à se rendre compte de ce qui se passait dans le monde arabe, les Anonymous ont répondu présents dès le départ.

Opération Tunisia

Les Anonymous tunisiens ont collaboré avec les autres au sein de « OpTunisia », une opération lancée dès le 2 janvier 2011, moins de deux semaines après l'immolation de Bouazizi, bien avant que la plupart des médias occidentaux ne se décident à parler de quoi que ce soit.



Opération Tunisia et ses supports[114]

« Op Tunisia » était déjà prêt aux opérations visant à soutenir les cyberactivistes tunisiens lors des révoltes pendant lesquelles le gouvernement avait censuré internet.

Le 2 janvier 2011, huit sites gouvernementaux ou proches de la présidence tunisienne ont été mis hors service par saturation de leurs serveurs. A mesure que les Anonymous réalisaient l'importance du mouvement contestataire, et profitant de l'omerta des médias internationaux, ils ont collaboré de plus en plus avec les cyber-activistes tunisiens pour les aider à partager des vidéos avec le reste du monde. A cet effet, Anonymous a rapidement mis au point un kit de secours traduit en français et en arabe, informant les cyberdissidents sur la façon de préserver leur anonymat en ligne et les méthodes pour éviter d'être détectés sur internet par la cyberpolice du régime. Tout a été planifié et réalisé dans une semi-clandestinité médiatique où des dizaines d'anonymes sont intervenus.

[113]< http://blogs.mediapart.fr/blog/nihile/070411/garder-son-anonymat-sur-internet-possible-grace-tor>

[114] <http://www.pearltrees.com/#/N-f=1_4332748&N-fa=3164784&N-p=35074535&N-play=0&N-s=1_4332748&N- u=1_343671>



Opération Egypte



Le rôle de Wikileaks

"La première guerre de l'information a commencé. Wikileaks est le champ de bataille. Vous êtes les troupes", avance sur Twitter John Perry Barlow[115] , cofondateur de l'influente *Electronic Frontier Foundation* (EFF), connu pour avoir publié en 1996 la "Déclaration d'indépendance d'Internet".

Wikileaks[116] est à l'origine de la diffusion d'un certain nombre de "révélations". Il est particulièrement difficile d'évaluer la véracité de ces documents, mais également de comprendre leur(s) objectif(s). Ce n'est pas tant la nature des informations qui est importante, mais le moment et la manière dont elles sont présentées. Il y a donc une certaine réserve à ne pas prendre ces communications au pied de la lettre.

La Tunisie constitue probablement le premier cas où Assange et Wikileaks peuvent revendiquer de manière crédible d'avoir contribué à la chute d'un régime, celui de Ben Ali.

[115] < http://editions-hache.com/essais/barlow/barlow2.html>

[116] Les nombreuses informations, contenues dans la banque de données Wikileaks sont accessibles à tous, le public dans son ensemble ne prend pas la peine de les consulter. Dans le meilleur des cas, il se contente de lire les informations qui auront été sélectionnées et interprétées par les principaux organes de presse. Ce qui donna lieu à un consensus médiatique concernant les principaux thèmes développés par Wikileaks. Consensus des slogans, repris en chœur par les foules durant les manifestations.

La plupart des organes de presse sont d'accord sur le fait que la publication de certains câbles du Département d'Etat portant sur les excès et le style de vie somptueux du clan Ben Ali, ont joué un rôle clé, poussant la petite bourgeoisie tunisienne dans les rues. En partie grâce à Julien Assange, les chaînes de télévision occidentales ont ainsi pu montrer des images de la foule tunisienne brandissant des pancartes où on pouvait lire "Yes, We Can !" plutôt que de lire un slogan beaucoup plus réaliste et populiste "Les prix alimentaires sont vraiment trop élevés !" Car ceux-ci montaient en flèche en 2010[117] . L'indice des prix alimentaire de la Banque mondiale, qui avait augmenté de 15% en six mois (entre octobre 2010 et janvier 2011), était en hausse de près de 30% entre 2010 et 2011.



Blogosphère, poids de l'armée, violences policières, financement américain de l'opposition, voici ce que les notes diplomatiques américaines rendues publiques par Wikileaks disaient de l'Egypte de Moubarak.
Wikileaks révéla au sujet des relations entre les deux pays que les Etats-Unis n'avaient pas seulement financé l'armée égyptienne, ils avaient aussi soutenu des organisations de promotion de la démocratie en Egypte (encadré ci-après)



L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) aurait ainsi prévu de consacrer 66,5 millions de dollars en 2008 et 75 millions en 2009 à des programmes égyptiens sur la démocratie et la bonne gouvernance, selon une note de l'ambassade des Etats-Unis au Caire du 6 décembre 2007.

[117] <http://www.turess.com/fr/lexpert/5353>



TAGS: EAID [Foreign Economic Assistance], PGOV [Internal Governmental Affa
SUBJECT: EGYPT'S FY 2009 ESF: PROPOSED BUDGET FOR D&G

REF: A) CAIRO 3343 B) CAIRO 3420

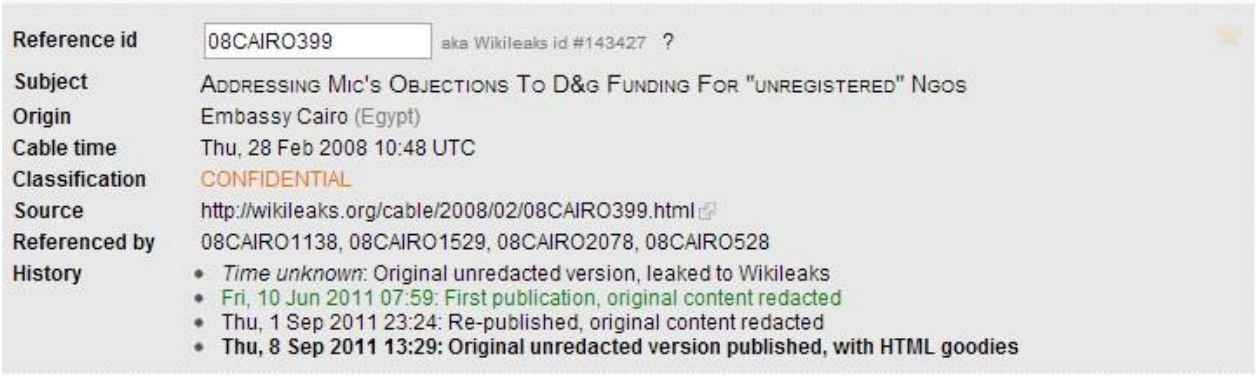
Classified by Ambassador Francis Ricciardone for reason 1.4 (d).

¶1. (C) SUMMARY AND INTRODUCTION: After a great deal of deliberation, in which Embassy Cairo participated fully, the inter-agency agreed to allot $66.5m for democracy and governance programs in Egypt for FY08 and $75m for FY09. These figures represent annual totals of our support for civil society -- both US and Egyptian NGO's -- and also for programs carried out with the Government of Egypt in the areas of administration of justice, media reform and decentralization. We believe that the likely negative Egyptian response to this level of funding, and the inability of US and Egyptian NGO's to spend at this level with intended results and required accountability, argue for reducing the FY09 D&G figure to $50m. If conditions change, or our projections prove too conservative, we could consider adding funds from other Egypt ESF sources. END SUMMARY.

¶2. (SBU) The political party institutes, NDI and IRI, as well as IFES and Freedom House, are conducting commendable programs in Egypt under very difficult circumstances. Regrettably, there is no reason to believe that they will be registered and permitted to carry out the full range of national activities originally envisioned in their grants. NDI and IRI received new grants in FY07 for $1.5m apiece. This covers the cost of their Cairo offices and off-shore programs. The NDI grant is for two years ($750,000 in FY 2007 and $750,000 in FY08); the IRI grant is for one year.

¶3. (SBU) On November 29, NDI's regional director told us that, under the current constrained environment, NDI does not envision asking for additional funds through the end of FY09. On December 3, IRI's Egypt director told us that IRI is preparing a proposal to substantially increase its current

La ministre égyptienne de la Coopération internationale, Fayza Aboulnaga, aurait demandé dans une lettre à l'ambassade que l'USAID cesse de financer dix de ces organisations "au motif (qu'elles) n'ont pas été correctement enregistrées comme ONG", selon une troisième note du 28 février 2008.



Reference id	08CAIRO399 aka Wikileaks id #143427 ?
Subject	ADDRESSING MIC'S OBJECTIONS TO D&G FUNDING FOR "UNREGISTERED" NGOS
Origin	Embassy Cairo (Egypt)
Cable time	Thu, 28 Feb 2008 10:48 UTC
Classification	CONFIDENTIAL
Source	http://wikileaks.org/cable/2008/02/08CAIRO399.html
Referenced by	08CAIRO1138, 08CAIRO1529, 08CAIRO2078, 08CAIRO528
History	• *Time unknown*: Original unredacted version, leaked to Wikileaks • Fri, 10 Jun 2011 07:59: First publication, original content redacted • Thu, 1 Sep 2011 23:24: Re-published, original content redacted • **Thu, 8 Sep 2011 13:29: Original unredacted version published, with HTML goodies**



C O N F I D E N T I A L CAIRO 000399

SIPDIS

SIPDIS

STATE PASS F, USAID

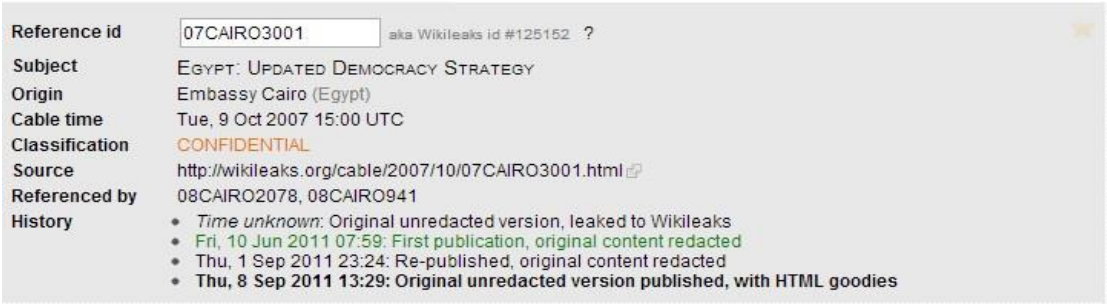
E.O. 12958: DECL: 02/25/2018
TAGS: EAID [Foreign Economic Assistance], PGOV [Internal Governmental Affairs], PREL [External Political Relations], KDEM [Democratization], EG [Egypt]
SUBJECT: ADDRESSING MIC'S OBJECTIONS TO D&G FUNDING FOR "UNREGISTERED" NGOS

Classified by Ambassador Francis Ricciardone for reasons 1.4 (b) and (d).

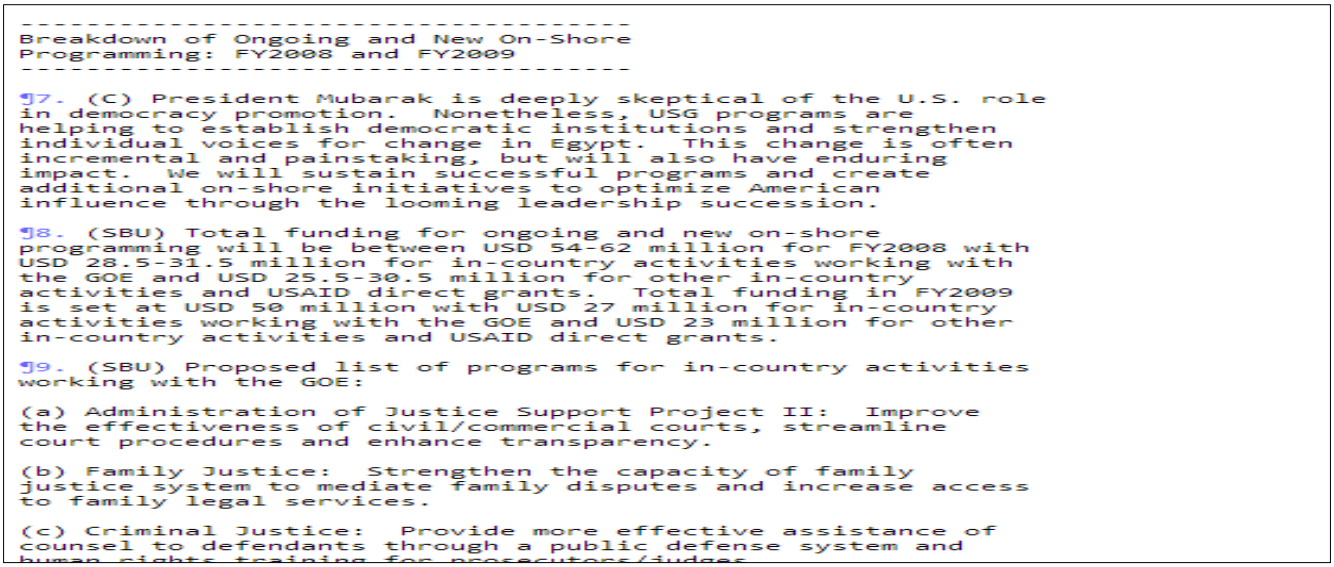
¶1. (C) SUMMARY: On February 17, we received a letter from Minister of International Cooperation Fayza Aboulnaga directing USAID to cease funding four American and six Egyptian organizations. These groups received democracy and governance (D&G) grants under USAID's direct grants program in the last six months. One organization cited in the letter, which has been distributing children's books on human rights, had the books seized by state security services on February 20. All of the organizations fall outside the letter of our 2004 agreement which stipulated that any U.S. NGO receiving direct USAID grants have an agreement with the MFA, and that any Egyptian NGO must be registered by the Ministry of Social Solidarity. END SUMMARY.

¶2. (C) On February 17, Minister of International Cooperation Fayza Aboulnaga wrote the Ambassador asking USAID to stop funding four U.S. and six Egyptian organizations under the D&G direct grants program on the grounds that those organizations have not been properly registered as NGOs. The Ambassador intends to meet with Aboulnaga to work out a way forward that will allow funding to these and similar

Les États-Unis ont financé à hauteur de plusieurs dizaines de millions de dollars des organisations de promotion de la démocratie au grand dam du président Hosni Moubarak, selon des notes obtenues par Wikileaks.
"Le président Moubarak est profondément sceptique à l'égard du rôle des États-Unis dans la promotion de la démocratie", soulignait un autre télégramme diplomatique datant du 9 octobre 2007 (ci-après). "Toutefois, les programmes du gouvernement américain aident à établir des institutions démocratiques et à renforcer les voix d'individus en faveur d'un changement en Égypte", ajoutait la note américaine.



Reference id	07CAIRO3001 aka Wikileaks id #125152 ?
Subject	EGYPT: UPDATED DEMOCRACY STRATEGY
Origin	Embassy Cairo (Egypt)
Cable time	Tue, 9 Oct 2007 15:00 UTC
Classification	CONFIDENTIAL
Source	http://wikileaks.org/cable/2007/10/07CAIRO3001.html
Referenced by	08CAIRO2078, 08CAIRO941
History	• *Time unknown*: Original unredacted version, leaked to Wikileaks • Fri, 10 Jun 2011 07:59: First publication, original content redacted • Thu, 1 Sep 2011 23:24: Re-published, original content redacted • **Thu, 8 Sep 2011 13:29: Original unredacted version published, with HTML goodies**



```
----------------------------------------
Breakdown of Ongoing and New On-Shore
Programming: FY2008 and FY2009
----------------------------------------

¶7. (C) President Mubarak is deeply skeptical of the U.S. role
in democracy promotion.  Nonetheless, USG programs are
helping to establish democratic institutions and strengthen
individual voices for change in Egypt.  This change is often
incremental and painstaking, but will also have enduring
impact.  We will sustain successful programs and create
additional on-shore initiatives to optimize American
influence through the looming leadership succession.

¶8. (SBU) Total funding for ongoing and new on-shore
programming will be between USD 54-62 million for FY2008 with
USD 28.5-31.5 million for in-country activities working with
the GOE and USD 25.5-30.5 million for other in-country
activities and USAID direct grants.  Total funding in FY2009
is set at USD 50 million with USD 27 million for in-country
activities working with the GOE and USD 23 million for other
in-country activities and USAID direct grants.

¶9. (SBU) Proposed list of programs for in-country activities
working with the GOE:

(a) Administration of Justice Support Project II:  Improve
the effectiveness of civil/commercial courts, streamline
court procedures and enhance transparency.

(b) Family Justice:  Strengthen the capacity of family
justice system to mediate family disputes and increase access
to family legal services.

(c) Criminal Justice:  Provide more effective assistance of
counsel to defendants through a public defense system and
human rights training for prosecutors/judges
```

Wikileaks[118] a divulgué 1 055 câbles provenant de l'ambassade des Etats-Unis à Tunis et 2.769 provenant d'Egypte. Les premières diffusions ont commencé le 28 novembre 2010. On notera que L'Irak est le pays le plus commenté avec 15.365 télégrammes dévoilés, dont 6 677 venant de ce pays. Des informations qui n'avaient rien d'exceptionnel.
Le dernier convoi de militaires américains a quitté l'Irak le 16 décembre 2011, mettant un point final au retrait des Etats-Unis ayant débuté six mois auparavant dans la foulée des événements qui ont ébranlé le monde arabe. Toute cette agitation militaro-politico-médiatique durant l'année 2011 a engendré une certaine confusion dans les esprits. Wikileaks, par-delà les objectifs réels du projet, a certainement contribué, sciemment ou non, à cette overdose informationnelle annihilant toute réflexion sur les événements en cours entre 2010 et 2011.
C'est dans ce contexte que cinq principaux organes de la presse « traditionnelle » ont

[118] <http://wikileaks.org/>

participé depuis l'origine à l'édition des documents bruts transmis par Wikileaks :

- *The New York Times* (États-Unis),
- *The Guardian* (Royaume-Uni),
- *Der Spiegel* (Allemagne),
- *Le Monde* (France),
- *El País* (Espagne).

Wikileaks avait négocié pendant plusieurs mois la coopération avec ces cinq organes de presse. Cent vingt journalistes de ces médias ont alors lu les télégrammes et décidé ceux qui seraient finalement publiés[119]. Selon quels critères cette auto censure a-t-elle été appliquée ? Qui a décidé de ce qui doit être publié ou non ? Qui a négocié au nom de Wikileaks ? Quels étaient les termes de cette négociation ? A l'heure actuelle, peu de réponses peuvent être données à ces questions.

Concernant la Tunisie, nous savons que c'est le site « Nawaat[120]56 » qui a relayé, à partir du 28 novembre 2010, en exclusivité, une partie des révélations divulguées par Wikileaks concernant les documents confidentiels échangés entre l'ambassade américaine à Tunis et le Département d'Etat américain. Ces informations ont été diffusées seulement trois semaines avant le déclenchement des révoltes en Tunisie suite à l'immolation de Bouazizi le 17 décembre 2010. Sami Ben Gharbia, cyber--activiste et fondateur du site « Nawaat », fut distingué par le magazine américain Foreign Policy[121] en 2011. On soulignera à ce propos que, selon le magazine Jeune Afrique[122], le site« Nawaat », hébergé en Hollande, aurait été financé par l'*Open Society Institute*, la fondation du financier américain George Soros.

Les principaux thèmes développés par les médias sur la Tunisie et l'Egypte en référence aux câbles de Wikileaks furent :

Pour la Tunisie

- Les préoccupations américaines des questions relatives aux droits de l'Homme.
- Le pouvoir despotique en Tunisie.
- Le manque de transparence du système politique.
- Le népotisme et l'affairisme des clans familiaux au pouvoir.
- La corruption.
- Le chômage des diplômés du supérieur.

Pour l'Egypte

- Violation systématique des droits de l'Homme : le câble « 10CAIRO » du 12 janvier 2010 rappelle que l'Égypte est sous état d'urgence depuis 1967.
- L'usage routinier de la torture : La pratique de la torture, selon le second télégramme

119 <http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9v%C3%A9lations_de_t%C3%A9l%C3%A9grammes_de_la_diplomatie_am%C3%A9ricaine_par_WikiLeaks>

120 http://nawaat.org/portail/2010/11/28/tunileaks-les-documents-devoiles-par-wikileaks-concernant-la-tunisie- quelques-reactions-a-chaud/

121 <http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/11/28/the_global_thinker_twitterati>

122 < http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2706p095.xml0/>

« 10CAIRO » du 15 janvier 2009, serait largement répandue.

- Soutien des USA aux organisations de promotion de la démocratie en Egypte (USAID, NED, NDI).
- Les intérêts économiques de l'armée : Les Forces armées égyptiennes possèdent un pan entier de l'économie. De 25 à 45 %, selon certaines estimations.
- Propagande sur le refus des militaires à soutenir la candidature du fils de Moubarak comme successeur.

Ces versions éditées et interprétées par les médias officiels ont été acceptées par l'opinion publique parce qu'elles provenaient de sources généralement considérées comme fiables ; alors qu'en fait, ce qui nous a été livré est une distorsion soigneusement élaborée et compliquée de la réalité. Des formes limitées de débat critique et de transparence furent tolérées, tandis qu'il s'agissait de faire accepter par le public dans son ensemble les orientations de la politique étrangère américaine sous couvert des indignations et revendications des populations arabes.
Ajoutons à cela le fait qu'une certaine opacité entoura les activités de *Wikileaks* : Financements, relations média, relations avec les institutions américaines et notamment le département d'Etat. Sur son site Web, *Wikileaks* a formulé sa mission comme suit:

> «*Wikileaks* sera une version de Wikipédia pour diffuser les documents publics confidentiels. Nos principales cibles sont les régimes oppressifs en Asie, l'ancien bloc soviétique, l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient, mais nous nous attendons aussi à venir en aide à ceux qui en Occident souhaitent révéler les comportements contraires à l'éthique de leurs propres gouvernements[123] ».

Notons à ce propos que l'engagement géopolitique affiché par Wikileaks suit un parallélisme didactique avec les dossiers prioritaires de la politique étrangère des Etats-Unis d'Amérique.

Symboles et cyberdissidence
Les stratégies des mouvements non-violents sont connues depuis des décennies, néanmoins, après la révolution orange en Ukraine il y a quelques années, les médias serbes ont alimenté l'idée qu'une protestation non violente est une marque de fabrique serbe, Otpor, qui a reçu un MTV Award en 2000 (*MTV Free your Mind Award* - l'award « libérez votre esprit ») et nous obtenons un savoir-faire parfaitement exportable.
Et même si les médias ont donné une touche romantique à l'histoire, c'est bien le documentaire d'Otpor intitulé *Bringing Down a Dictator* (« Faire tomber un dictateur », 2002) visionné par 23 millions de personnes, qui a assuré la diffusion de leurs idées. Mais pourquoi ne pas être romantique ? Après tout, le symbole d'Otpor serait le fruit d'un homme épris. C'est une fille dont il était amoureux qui est venue demander à Nenad Duda Petrovic[124], de créer un logo pour une organisation étudiante. Il ne lui a fallu que peu de temps pour styliser un poing qui allait devenir le symbole de la résistance populaire, et que l'on a retrouvé depuis en Géorgie, au Vénézuéla et lors du printemps arabe.

[123] <http://www.globalresearch.ca/who-is-behind-wikileaks/22389>
[124] < http://www.everydayrebellion.com/petrovic-on-design/>



Tunisie



Egypte



Otpor Serbe



Des manifestants égyptiens reprennent le symbole d'Otpor).

Parmi les actions enseignées dans le manuel de Gene Sharp (cité plus haut), on soulignera : *l'empathie avec la police et l'armée, les manifestations dans la joie, la désinformation, la nécessité de filmer des scènes de morts, la médiatisation des cortèges funéraires, la diffusion massive de messages électroniques créant une atmosphère de chaos et une utilisation accrue des nouvelles technologies (audiovisuelle) produisant une instantanéité très forte*. En pratique, on retrouve les mêmes modes opératoires des manifestants lors des révolutions colorées comme la fraternisation et les embrassades avec les forces de l'ordre pour les neutraliser tout en leur offrant des fleurs.



Des slogans identiques
En Egypte



...en Tunisie

Le rôle des médias

Nous avons concentré notre analyse sur deux médias Al Jazeera et France 24.

Le rôle d'Al Jazeera

Al Jazeera a été conçue par deux personnalités franco-israéliennes, les frères David et Jean Frydman, en partant d'une idée saoudienne. L'objectif était de créer un média où des Israéliens et des Arabes pourraient débattre librement, échanger des arguments, et apprendre à se connaître, alors que cela était interdit par la situation de guerre qui bloquait toutes perspectives de paix. En effet, en juin 1994, le groupe BBC et la compagnie saoudienne Orbit avaient créé un journal télévisé en arabe, BBC Arabic, mais la rigidité de la monarchie saoudienne se révéla incompatible avec la liberté de ton de BBC. L'accord fut résilié et la majorité des journalistes arabisants de la BBC se retrouvèrent au chômage. David et Jean Frydman ont alors proposé à l'émir Hamad du Qatar de créer une chaîne qatarie, Al Jazeera, et de recruter les journalistes arabophones mis au chômage par la BBC[125]. Ce qui fut réalisé.

Qu'on le veuille ou non, Al Jazeera a d'une certaine manière répondu à une demande dans le monde arabe, qui avait, plus encore que le monde occidental, très mal vécu la couverture médiatique en 1991 de la première guerre du Golfe par la seule chaîne d'information continue qu'était CNN. La frustration des populations arabes qui s'ensuivit a consacré Al Jazeera lors de la deuxième guerre du Golfe en 2003, après s'être peu à peu imposé, grâce à la couverture des attentats du 11 septembre 2001 et la diffusion exclusive d'une séquence vidéo montrant Oussama Ben Laden revendiquer ces attentats du World Trade Center.

Al Jazeera a révolutionné la diffusion de l'information dans le monde arabe. Loin du discours officiel, la chaîne a rencontré le succès auprès des masses arabes parce qu'elle a osé lever le tabou en parlant des problèmes réels des populations arabes. Les régimes monopolistiques n'avaient plus le contrôle de l'information. Comme le précise Olfa Lamloum, « une des singularités de la chaîne dans l'espace médiatique panarabe est sans conteste son traitement de l'islam politique. Al Jazeera a choisi de donner la parole à toutes les expressions islamistes: des plus libérales aux plus extrémistes. Elle a été par là même un espace de débat public pour la critique des politiques d'éradication de l'islamisme et un lieu de banalisation de ce courant politique [126].

Agacés par l'activité *subversive* de cette chaîne, l'Irak, le Koweït, le Bahreïn et l'Autorité palestinienne ont fermé les bureaux d'Al Jazeera, tandis que la Tunisie (2006) et l'Arabie Saoudite (2003) sont allées jusqu'à rappeler leurs ambassadeurs au Qatar. Outre l'accusation de désinformation et d'instrumentalisation de l'opposition islamiste dans les pays visés, la chaîne était accusée de propager une doctrine religieuse rigoriste, le wahhabisme.

En banalisant l'islamisme politique, Al Jazeera a aussi banalisé dans le même mouvement le recours au débat politique et contradictoire. Des débats qui avaient « hypnotisé » les populations arabes alors que celles-ci en avaient été totalement exclues dans leur propre pays. Au regard des bouleversements qui affectent aujourd'hui le monde arabe et des régimes islamistes induits dans ces pays, ces analyses paraissent se confirmer dans la nature des pouvoirs actuellement en place en Egypte, en Tunisie et en Libye.

Avant le déclenchement des événements du printemps arabe, un câble de Wikileaks souligna

[125] < http://www.alterinfo.net/Al-Jazeera-des-freres-Frydman-a-Al-Qaradaoui_a82571.html

[126] Olfa Lamloum, Al-Jazeera, miroir rebelle et ambigu du monde arabe, <http://oumma.com/Entretien-avec-Olfa-Lamloum-Al>

que le Qatar utilisait la chaîne Al Jazeera comme « une monnaie d'échange dans les négociations de politique étrangère en adaptant sa couverture médiatique pour répondre à d'autres dirigeants étrangers et en offrant de cesser la diffusion de critiques en échange de concessions majeures aux États-Unis ».
Ainsi, l'Emir du Qatar fit part au sénateur américain John Kerry d'une proposition qu'il avait faite à l'ex- président égyptien Hosmi Moubarak selon laquelle Al Jazeera était prêt à cesser les émissions critiques sur l'Egypte en contrepartie d'un changement de position de la politique égyptienne vis-à-vis des négociations israélo-palestiniennes[127].
Et puis est survenu le printemps arabe, avec le rôle que l'on sait de certains médias : réseaux sociaux en tête, sans doute, mais aussi, les médias de masse, à commencer par Al-Jazeera, un peu tiède au début, mais ensuite à la pointe de la mobilisation médiatique en faveur des révoltés arabes. Devenue pour certains une sorte d'organisation révolutionnaire, la chaîne de Doha se vit décerner par Hillary Clinton des éloges appuyés[128]. Un revirement pour le moins surprenant de la part des États- Unis qui, il n'y a pas si longtemps, cherchait surtout à faire taire une voix impertinente, y compris en bombardant les locaux d'où elle émettait, à Kaboul, à Bagdad et même à Doha[129]. Assez pour susciter bien des interrogations dans le monde arabe, bien des interprétations aussi, et même bien des accusations au regard de la suite des événements.

Comment la chaîne Al Jazeera a-t-elle couvert les événements du printemps arabe ?
En effet, après les débuts glorieux de la couverture médiatique des soulèvements tunisiens et égyptiens, les choses sont devenues beaucoup plus compliquées lorsque le théâtre des opérations s'est déplacé à Bahreïn, avec une contre-révolution, menée par les Saoudiens, coupables de violations des droits de l'homme « de plus en plus flagrantes[130] ». A observer son silence, plus d'un téléspectateur arabe a pu se faire la remarque qu'il y avait à l'évidence, pour Al Jazeera, de bonnes et de moins bonnes révolutions. C'est ce qui incita Ghassan Ben Jeddou[131], journaliste tunisien et directeur du bureau d'Al Jazeera à Beyrouth, à présenter sa démission en avril 2011, pour protester contre la subjectivité de la chaîne qatarie lors de la couverture médiatique des révoltes arabes. Il dénonça notamment dans un article Al Jazeera qui, selon lui, « a détruit un rêve entier de professionnalisme et d'objectivité. Le professionnalisme est désormais devenu un journalisme de caniveau après qu'Al Jazeera soit départie de son rôle de médium d'information pour se muer en chambre d'opérations pour des campagnes de propagande[132]».
Concernant l'absence de commentaires de la chaîne sur le dessous des cartes géopolitiques des événements, Alain Gresh, spécialiste du Proche-Orient pour le Monde diplomatique et auteur du blog *Nouvelles d'Orient*, déclara sur RFI à propos de la crise en Syrie :

> « Il faut quand même s'interroger sur le poids que jouent aujourd'hui l'Arabie Saoudite et le Qatar dans l'aide à l'opposition syrienne, cela laisse planer quelques doutes. On a du mal à croire que l'objectif essentiel de l'Arabie Saoudite soit la démocratie en Syrie quand on sait qu'il n'y a pas d'élections en Arabie Saoudite. Il faut quand même voir aussi le cynisme de certaines parties extérieures qui sont prêtes à jouer avec l'avenir

[127] < http://www.guardian.co.uk/world/2010/dec/05/wikileaks-cables-al-jazeera-qatari-foreign-policy>
[128] <http://www.dedefensa.org/article-le_triomphe_d_aljazeera_14_03_2011.html>
[129] Ibid
[130] <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20110319-bahrein-violations-droits-homme-plus-plus-flagrantes>
[131] <http://fr.wikipedia.org/wiki/Ghassan_Ben_Jeddou>
[132] <http://connectez.blogspot.com/2011/04/la-demission-de-ben-jeddou-de-aljazeera.html>

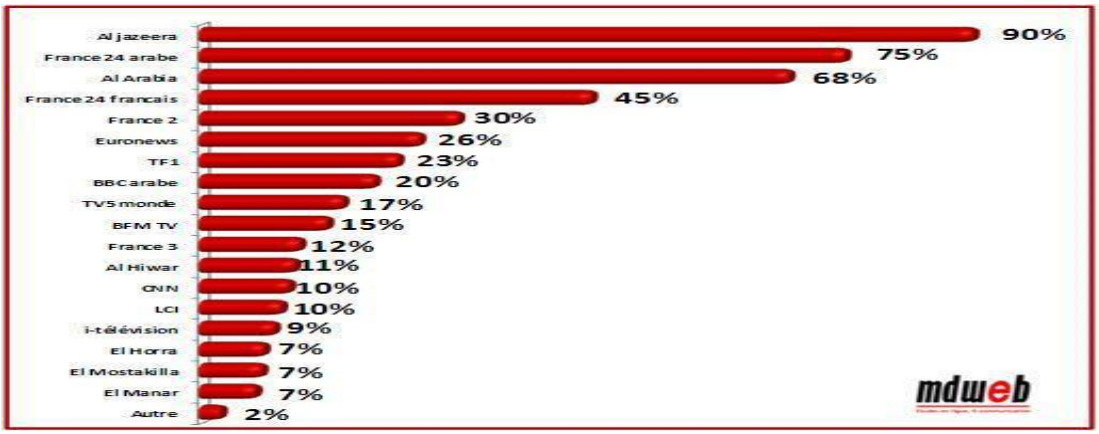
du peuple syrien pour des raisons géopolitiques, à savoir l'affaiblissement de la Syrie, l'affaiblissement de l'Iran[133]».

En Tunisie, la chaîne qatarie s'est très tôt impliquée, au lendemain de l'immolation du jeune Mohamed Bouazizi, qui marque le début des révoltes le 17 décembre 2011. Sa connaissance et son expérience du terrain tunisien ont fait la différence. De leur côté, les médias occidentaux mettront plusieurs jours pour réagir et mesurer la portée de ces événements historiques.

La révolte en Egypte n'aurait sans doute pas eu lieu si les Egyptiens n'avaient pas vu, sur Al Jazeera, les manifestations tunisiennes se dérouler en direct sous leurs yeux. « Alors que les situations étaient confuses, la chaîne était en interactivité avec ce qui se passait et donc très regardée », décrypte Agnès Levallois[134]. En multipliant les vidéos amateurs prises avec des téléphones portables, en pointant ses caméras sur l'avenue Bourguiba de Tunis où la place Tahrir au Caire, Al Jazeera n'a pas seulement couvert ces manifestations, elle les vivait de l'intérieur. Sans qu'aucune chaîne occidentale, de la BBC à CNN en passant par les chaines françaises, ne puisse atteindre un tel niveau de couverture.
Al-Jazeera s'est distinguée par une couverture enthousiaste et participative des révoltes dans les pays arabes. Dès le début, la chaîne décida d'accompagner les manifestants, de soutenir leurs revendications et même de prendre part à leur révolte, manifestant ainsi une réactivité sans précédent en termes de couverture des événements.

Concrètement, ce soutien a pris plusieurs formes[135] :

- d'une part, une interaction entre les rédactions tant arabophone qu'anglophone et la couverture médiatique des événements en continu avec la diffusion systématique et abondante des images filmées et montées par les manifestants eux-mêmes selon des objectifs précis,
- et d'autre part, celui de relayer ces informations de manière quasi instantanée à travers les réseaux sociaux et même en direct sur internet via streaming. La chaîne se distingue en outre par la diffusion de contenus sous *Licence Creative Commons* (non soumis à redevance pour leur réutilisation) depuis 2009 ce qui a grandement facilité la propagation des images et des reportages.



[133] <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20120302-alain-gresh-animateur-blog-nouvelles-orient>
[134] < http://agneslevallois.com/>
[135] Al Jazeera. Liberté d'expression et pétromonarchie, Claire Gabrielle Talon, Puf

Les chaînes télévisuelles les plus regardées en Tunisie - février 2011[136]

En ce qui concerne le monde arabe, l'influence des médias sur les politiques est connue. L'ancienne secrétaire d'Etat de Bill Clinton, Madeleine Albright, est allée jusqu'à affirmer que la chaîne CNN a acquis le statut officieux de seizième membre du Conseil de sécurité de l'ONU lors de la première guerre du Golfe. Avec les révoltes arabes, « Al Jazeera est devenue pas moins que le chef d'orchestre de la Ligue arabe[137] ».

Le rôle de France 24

Quand les médias français n'avaient pas encore parlé des révoltes en Tunisie, la chaîne France 24 suivait les événements de très près, se retrouvant ainsi propulsée sur le devant de la scène médiatique tunisienne. A l'instar de la chaîne Al Jazeera, la chaîne de télévision arabophone et francophone avait peu d'accès en Tunisie sous l'ancien régime.

Déjà, le 23 octobre 2009, un an avant le déclenchement des révoltes en Tunisie, France 24 diffusait un reportage sur le manque de liberté de la presse en Tunisie et sur la censure de YouTube et DailyMotion. Elle dresse également un portrait explicite de l'ancien président tunisien Ben Ali «portrait d'un président à vie[138]» où sont interviewés des opposants au régime et des cyberdissidents, dans la foulée des débats politiques initiés sur Al Jazeera. En partie à cause de ce passé d'une chaîne sans complaisance à l'égard du régime de Ben Ali, France 24 a obtenu une certaine crédibilité en Tunisie. Pour les Tunisiens, cette chaîne avait une écoute au même titre que la chaîne Al Jazeera lorsque commença la couverture des révoltes populaires en 2010.

Sur les plateaux, les islamistes et bien d'autres figures devenues aujourd'hui des acteurs clefs de la transition démocratique défilèrent. La chaîne surfa alors sur la vague des révoltes arabes et couvrit les différents événements, en privilégiant aussi les émissions de débats politiques. Près de 75%[139] des Tunisiens la regardaient en 2011. Taux qui a baissé de façon significative, à l'instar d'Al Jazeera, à 47% en 2012. Une première rupture se produisit avec le public tunisien lors des élections d'octobre 2011. Un rapport de la mission d'observation électorale de l'Union européenne en Tunisie sous-entendit que la chaîne aurait privilégié la couverture[140] du parti islamiste en Tunisie plus que les autres. Il est vrai que lors des soulèvements populaires, notamment en Tunisie, France 24 se retrouva en première ligne durant les premières manifestations à Sidi Bouzid. Nul n'aurait pu imaginer, à ce moment-là, que ces manifestations allaient être le prélude d'un bouleversement géopolitique régional.

Depuis 1998 des officiers de *l'United States Army's Psychological Operations Unit* (PSYOP), unités d'opérations psychologiques, élaborent et planifient ce genre d'opérations psychologiques ayant pour objectifs de propager des informations afin d'influencer les opinions publiques, les gouvernements et la société civile pour induire ou renforcer des comportements favorables aux objectifs américains. Ils sont une partie intégrante de l'éventail stratégique des activités diplomatiques, informationnelles, militaires et économiques déployé par les États-Unis. Selon certaines sources, des officiers de guerre psychologique américains se seraient réunis avec les responsables de chaînes satellitaires

[136] < http://www.mdweb-int.com/>

[137] Brahimi El-Mili explique comment les Arabes ont été manipulés ; <http://www.algeriepatriotique.com/article/brahimi-el-mili-explique-algeriepatriotique-comment-les-arabes-ont-manipules>

[138] <http://www.france24.com/fr/20091023-ben-ali-portrait-dun-pr-sident-vie>

[139] <http://www.france24.com/static/infographies/presse/FRANCE24_PressKit_0712_FR.pdf>

[140] <http://www.slateafrique.com/taxonomy/term/5473>

pour rédiger à l'avance de fausses informations, selon un « storytelling », élaboré par l'équipe de Benjamin J. Rhodes[141] à la Maison-Blanche. Une procédure de validation réciproque aurait été mise au point et chaque média devant citer les mensonges des autres pour les rendre plus crédibles aux yeux des téléspectateurs ».

Comment France 24, a-t-il couvert les événements du printemps arabe ?

Le 25 janvier 2011, deux semaines après le départ de Ben Ali, alors que la Tunisie était dans une phase semi-chaotique avec des violences et une insécurité sur tout le territoire, France 24 diffuse, déjà, une émission consacrée aux événements en Tunisie en prenant comme point focal Sidi Bouzid, « là où la révolution tunisienne a commencé », titrait le documentaire[142]. En visionnant ce documentaire, on soulignera que dès la première minute, la commentatrice évoqua déjà, la question du retour des islamistes sur la scène politique tunisienne, islamistes qui, par ailleurs, étaient totalement absents durant les révoltes populaires ainsi que lors du cyberactivisme des dissidents qui ont cadré les mouvements de foule. La question mérite d'être posée, comment se fait-il qu'une journaliste de France 24 puisse être aussi prémonitoire quant au retour des islamistes sur la scène politique tunisienne ?

En second lieu, le visionnage de ce documentaire, résume à lui tout seul tout le *storytelling* développé autour des révoltes en Tunisie, que Brahimi El-Mili qualifie de « broderie de l'imaginaire sur une toile de vérité [143]». « Personne n'oublie que ce chômeur de 26 ans est mort en martyr[144] et en héros » commente la journaliste (1'18'') sans équivoque. Tout le commentaire est construit sur des certitudes induites en faisant appel à l'émotionnel plutôt qu'à la réflexion. Il est évident que faire appel à l'émotionnel est une technique classique pour court-circuiter l'analyse rationnelle, et donc le sens critique des individus. De plus, l'utilisation du registre émotionnel permet d'ouvrir la porte d'accès à l'inconscient pour y implanter des idées ciblant autant les opinions publiques passives que les acteurs.

Un épisode survenu en 2008 était quelque peu annonciateur de la ligne éditoriale de France 24. Richard Labévière, journaliste connu notamment pour ses ouvrages, dont un sur le terrorisme international[145], fut licencié pour faute grave au cours de l'été 2008. Dans une conférence[146] de presse donnée à Beyrouth, il déclara que ce licenciement était intervenu dans un contexte de mise au pas de l'audiovisuel extérieur de la France.

Y a-t-il eu désinformation ?

Dans la « Guerre en Syrie », nous évoquerons la distorsion qui existe entre le terrain et « l'information » diffusée. La manipulation des chiffres devient une règle : Le vendredi 15

[141]http://www.nytimes.com/2013/03/16/world/middleeast/benjamin-rhodes-obamas-voice-helps-shape-policy.html?pagewanted=all&_r=0>

[142] < http://www.france24.com/fr/20110122-tunisie-r%C3%A9volution-jasmin-sidi-bouzid-bouazizi-libert%C3%A9- expression-trabelsi>

[143] Brahimi El-Mili explique comment les Arabes ont été manipulés ; <http://www.algeriepatriotique.com/article/brahimi-el-mili-explique-algeriepatriotique-comment-les-arabes-ont- ete-manipules>

[144] La création et la glorification des martyrs[144] sont les vecteurs des stratégies mises en place dans le cadre des actions de non-violence développées par Gene Sharp dans son manuel *De la dictature à la démocratie*.

[145] Richard Labévière, *Les coulisses de la terreur*, Paris, Grasset, 2003.

[146]< http://anti-fr2-cdsl-air-etc.over-blog.com/article-la-verite-sur-le-journalisme-fran-ais-richard-labeviere-video-et- posts-113470235.html>

juillet 2011, l'AFP, suivie des bulletins de France 24, d'Euronews et du journal Le Monde, avait annoncé 450 à 500.000 manifestants à Hama (Syrie) et « la fin prochaine du régime[147]». Il convenait de s'interroger sur l'origine de l'information, d'autant plus que la ville d'Hama ne compte pas plus de 400.000 habitants, ce qu'aucune rédaction n'a vérifié. Mais il est indéniable que, sans une complicité active des médias *mainstream*, les guerres en Irak et en Afghanistan, les renversements en Tunisie et en Egypte, le dépeçage de la Libye et la descente aux enfers de la Syrie, n'auraient pas pu être réalisés aussi facilement. Quand les médias ont inventé la fable du bombardement de Benghazi par Kadhafi pour envahir la Libye, quand ils ont laissé, sans broncher, les dirigeants occidentaux, avec la caution morale de quelques intellectuels atlantistes, donner le pouvoir à des milices proches d'Al-Qaeda et créer une guerre civile afin d'accomplir des objectifs géostratégiques dont les peuples d'Occident et d'Orient ne verront, probablement, jamais les bénéfices, une question mérite d'être posée, y a-t-il eu désinformation ?

Une nouvelle géopolitique du monde arabe

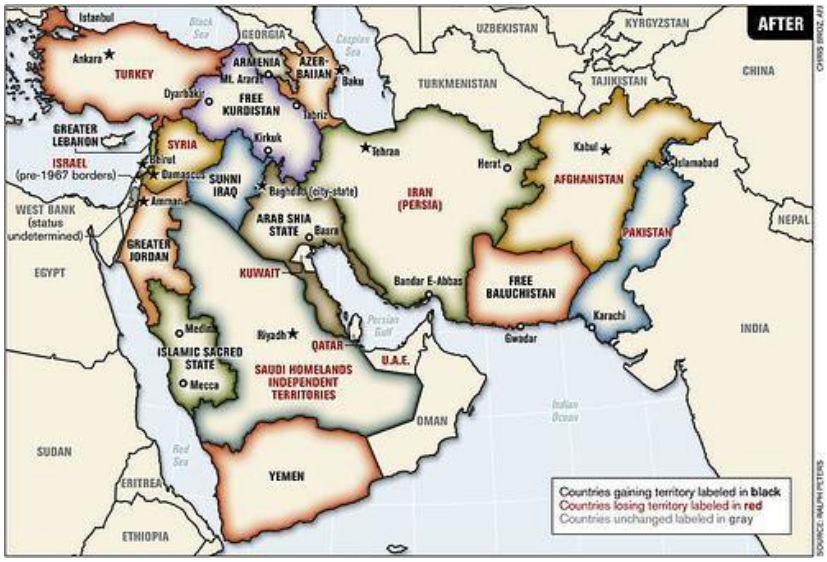
A la différence des « révolutions colorées » qui avaient pour objectif de renverser simplement des gouvernements (anti US par des pros US), les insurrections populaires dans le monde arabe, d'une tout autre nature, entrecroisent les objectifs géopolitiques des États-Unis dont la finalité s'inscrit dans un processus régional devant aboutir, avec l'appui des islamistes, à la transformation des sociétés et à l'éclosion de nouvelles entités géographiques. L'alliance des monarchies pétrolières est indispensable dans cette phase.

Un remodelage souhaité de longue date par les Américains, mais qui n'a réellement pris corps que sous la présidence de Georges Bush qui a trouvé, dans les attentats du 11 septembre 2001, un excellent motif de mise en œuvre de cette manœuvre à grande échelle, aujourd'hui connue sous le nom de projet du Grand Moyen-Orient rebaptisé depuis en « Nouveau Moyen-Orient [148]». En effet, le lieutenant-colonel retraité de l'US Army Ralph Peters proposa en 2006 une carte remodelée d'un nouveau Moyen-Orient [149] dans laquelle chacun des pays arabes se trouve divisé en trois ou quatre mini-territoires basés sur des considérations confessionnelles et ethniques. Le souci de ménager les intérêts sécuritaires, stratégiques et économiques américains continue de primer, même si la volonté de propager la démocratie par un « effet domino » partant de pays judicieusement choisis, reste clairement affirmée. Il reste à savoir si les Etats-Unis, qui ne sont pas encore sortis d'une crise économique qui les a considérablement affaiblis, sont financièrement prêts à se doter des moyens requis (investissements financiers, aides à la consolidation des nouvelles démocraties, etc.) pour mener à terme une nouvelle politique internationale aussi vaste et ambitieuse, à moins d'envisager que le Qatar et l'Arabie Saoudite n'y contribuent de façon plus effective.

[147]<http://www.lepoint.fr/monde/syrie-manifestation-monstre-a-hama-ou-l-ambassadeur-americain-defie-damas- 09-07-2011-1350997_24.php>

[148] http://www.mondialisation.ca/le-projet-d-un-nouveau-moyen-orient/4126>

[149] http://mecanoblog.wordpress.com/2010/04/18/la-recomposition-geopolitique-programmee-du-moyen-orient/>



Carte élaborée par le Lieutenant-Colonel américain Ralph PETERS et publiée dans le « Armed Forces Journal » *en juin 2006. Peters est colonel retraité de* l'Académie Nationale de Guerre US*. (Carte sous Copyright 2006 du Lieutenant-Colonel Ralph Peters)*

– Source : Mahdi Darius NAZEMROAYA, Le projet d'un « Nouveau Moyen-Orient ». Plans de refonte du Moyen-Orient, in Mondialisation.ca, 11 décembre 2006

7

Le cheminement du savoir-faire terroriste

Le terrorisme a intégré l'usage de l'information comme un des éléments majeurs de la structuration de ses modes d'action.
Les principes récurrents de la pratique terroriste de la guerre de l'information sont :

- La provocation par la violence.
- Le chantage émotionnel.
- La surenchère politique.
- La manipulation des médias.

Cette forme spécifique d'usage de l'information se décline dans deux contextes distincts : celui du terrorisme politique et celui du terrorisme politico-militaire. Le terrorisme politique regroupe l'ensemble des actions qui ont lieu dans un contexte de non-affrontement militaire. L'acte est un message envoyé au pouvoir en place, à l'opinion publique et aux fractions de population que l'auteur cherche à atteindre. Le terrorisme politico-militaire est lié à des zones de guerre ou d'affrontements armés plus ou moins réguliers. L'acte relève dans ce cas de la guerre psychologique (intimidation par le recours à des crimes de guerre, ou à des massacres de civils) ou de la ruse en termes de combat (attentat commis sur une cible secondaire pour leurrer l'adversaire sur le véritable objectif géographique d'une attaque).

Evolution des techniques terroristes de guerre de l'information

Lors des deux derniers siècles, les pratiques de terrorisme se sont développées en Occident dans un cadre à dominante politique. La volonté de faire parler de soi par un acte de terreur a pris la forme de plusieurs démarches qui ont graduellement pris de l'importance en fonction des moyens utilisés, du niveau organisationnel des activistes et de l'enjeu du débat politique.

La propagande par le fait

La propagande par le fait a été initiée par les milieux anarchistes à la fin du XIXè siècle. Les attentats étaient le plus souvent commis par des individus qui cherchaient à sensibiliser les milieux populaires sur la justesse de la cause qu'ils défendaient. Le nihiliste russe Serge Nietchaïev (1847-1882) a tenté de légitimer cette pratique : « La parole n'a de prix pour le révolutionnaire que si le fait la suit de près. Il nous faut faire irruption dans la vie du peuple par une série d'attentats désespérés, insensés, afin de lui donner foi en sa puissance, de l'éveiller, de l'unir et de le conduire au triomphe ». L'assassinat du tsar Alexandre II en 1865 par l'étudiant Karakazov à l'Université de Moscou fut un des actes les plus symboliques de cette démarche. Si les nihilistes n'aboutirent pas à leur fin, ils affaiblirent le pouvoir en éliminant des personnages importants comme le Premier ministre Stolypine. Les terroristes russes furent aussi à l'origine de la radicalisation d'un certain nombre de militants politiques dont le futur dirigeant du parti bolchevique, Lénine[150].

Le terrorisme exemplatif

En France, les attentats anarchistes des années 1892-1894 illustrent cette manière de se servir de la violence pour diffuser un message politique et lui donner la résonance maximale par le biais de la presse écrite à l'époque : affaire Ravachol, affaire Vaillant, Assassinat du Président de la République Sadi Carnot. Cette démonstration par l'exemple aboutit à un échec, car elle ne fragilisa pas le système politique et renforça la détermination de l'appareil d'Etat à lutter contre cette forme d'extrémisme.

[150] Lénine fut très marqué par l'exécution de son frère aîné à la suite d'un attentat manqué contre Alexandre III.

Facteurs d'innovation

Les transferts de connaissance ont été dans un premier temps limités par les localisations des pratiques et la circulation plus ou moins aléatoire des personnes impliquées dans ce type de démarche. L'apparition d'organisations plus structurées et de relais à l'étranger va ouvrir la voie à une circulation des méthodes d'action. La Troisième Internationale devient une matrice d'expérimentation en créant un lien quasi dialectique entre la propagande, la lutte armée et la pratique du terrorisme dans les pays où apparaissent des luttes anticoloniales. La lutte contre le fascisme et le nazisme obligeront les mouvements d'opposition à renforcer leur réflexion sur la question de l'usage démonstratif de la violence dans le cadre d'un processus de conquête du pouvoir. Le terrorisme protestataire de nature politique atteint ses limites. Les mouvements de résistance furent confrontés durant la Seconde Guerre mondiale à la question de son utilité en tant que pratique symbolique pour lutter contre l'occupant. La problématique terroriste de guerre de l'information fut abordée à cette occasion sous l'angle de la rentabilité de l'action. Les communistes appuyèrent la légitimité des opérations terroristes isolées alors que les mouvements de résistance en lien avec les services alliés ou avec les forces sous le contrôle du général de Gaulle estimaient ces actions contre-productives et mettaient l'accent sur la préparation du débarquement.

L'aspect strictement technique est à prendre en considération sous deux angles : la pratique terroriste proprement dite et la manière dont les médias vont rendre compte des événements en fonction de leur degré spectaculaire. Concernant la pratique terroriste, les extrémistes recherchent à la fois les moyens d'agir et l'optimisation ou le dosage de l'effet de leurs actions. La voiture piégée est un exemple de combinaison de plusieurs facteurs : le support, la dissimulation pour approcher la cible visée, la résonance médiatique.

La mutation vers le terrorisme publicitaire

La guerre froide modifie les données du problème dans la mesure où les confrontations de nature terroriste se segmentent en de multiples problématiques (luttes de libération nationale, groupes séparatistes, actions groupusculaires, affrontements de nature religieuse) et parce que les médias subissent une évolution en termes d'offre (concentration de la presse écrite, essor de la radio, montée ne puissance de la télévision).

Cette diversification « de l'offre terroriste » dilua ses effets dans la sphère médiatique qui dut hiérarchiser les priorités et concentrer son attention sur les phénomènes dominants de l'actualité (guerres coloniales, guerres sur la question de la Palestine, affrontements interethniques). Dans la seconde moitié du XXe siècle, l'impact informationnel de l'action terroriste est de plus en plus conditionné par la réaction des médias nationaux et internationaux. L'utilisation de moyens spectaculaires et potentiellement plus meurtriers joue sur la recherche de l'effet final recherché. L'impact est corrélé à l'intensité émotionnelle du ressenti de la menace. Le contexte de la guerre du Vietnam va fournir l'occasion d'amplifier l'impact informationnel de ce type de pratique. Ce fut le cas notamment lorsque des étudiants américains de l'université du Wisconsin firent exploser en 1970 un véhicule piégé pour protester contre son positionnement par rapport à l'effort américain dans la guerre du Vietnam.

La volonté de capter l'attention des médias est à l'origine d'une surenchère dans la mise en place d'opérations terroristes. L'aboutissement de cette logique se traduit par les détournements d'avions, notamment par certains mouvements palestiniens, à partir des années 60. Le FPLP détourna le 6 septembre 1970 plusieurs avions de ligne que ses

commandos posèrent sur une ancienne piste de la Royal Air Force située dans le désert jordanien. Les pirates de l'air du FPLP firent exploser les trois avions sans passagers à bord devant la presse internationale. L'événement eut une résonance mondiale.
Notons au passage que durant cette période (bien avant le 11 septembre 2001), l'usage le plus provocateur de la terreur de masse est resté exceptionnel. Les groupes terroristes qui ont dépassé le cadre de la démonstration informationnelle sont très peu nombreux. Le groupe intitulé « Armée Rouge Japonaise » a fait exploser en décembre 1977 le vol 653 de la Malaysia Airlines pour faire céder le gouvernement nippon sur un chantage informationnel à propos de la libération de membres de cette organisation.

La naissance d'une dépendance informationnelle
Les mouvements violents des années 60/70 sont à l'origine d'une relation pernicieuse entre d'une part le monde des médias et d'autre part la publicité donnée aux actions illégales et à la pratique de la lutte armée au nom d'une cause politique.
L'activisme maoïste du groupe français Gauche prolétarienne a servi d'incubateur théorique[151] et pratique[152] à cette légitimation subversive de la guerre de l'information. Une action violente réussie se mesure à l'impact médiatique qu'elle produit. Si mai 68 a fait émerger les notions de spontanéité et de liberté d'expression, les groupes maoïstes croyaient plutôt à une propagande construite, caractérisée par des actions décidées en fonction de leur impact en termes de communication. Ils créèrent dans cette optique une agence de presse, l'Agence de Presse Libération, transformée par la suite en quotidien, Libération. C'est l'un des photographes de cette agence qui donna toute sa portée au lien entre l'action et la résonance médiatique recherchée. En accompagnant un groupe de militants qui faisait « du travail de porte » devant l'entrée de l'usine Renault Billancourt le 25 février 1972, ce photographe prit les clichés de la scène au cours de laquelle un vigile tira sur un militant et le tua. Cet épisode sanglant marque la fin d'un certain type de militantisme. L'ambigüité du traitement médiatique de cet épisode est analysée dans le texte153 oublié par le Centre Emile Durkheim de Sciences Po Bordeaux.

Le produit d'appel de la surenchère terroriste
L'euroterrorisme a conforté la spirale infernale qui s'est créée entre « l'offre terroriste » et la « demande » médiatique. Si les attentats n'ont pas pris l'amplitude des opérations menées au Moyen-Orient, la radicalisation de certains groupes extrémistes a progressivement institué l'action violente comme un mode d'expression politique dans plusieurs pays d'Europe. Les médias se sont laissés instrumentalisés pour des raisons économiques. La surenchère de la violence terroriste était un produit d'appel qui attirait les lecteurs et faisait les une des journaux télévisés de vingt heure. La banalisation des attentats a incité les groupes terroristes les plus agressifs à monter des actions susceptibles de retenir le plus longtemps possible l'attention des médias. Deux opérations symbolisent cette spirale informationnelle :

- L'enlèvement du leader du patronat allemand, Hans Martin Schleyer, en septembre 1977 par le groupe allemand, Rote Armee Fraktion (RAF).

[151]André Glucksmann, Nouveau fascisme, nouvelle démocratie in Numéro spécial de la revue Les temps modernes, n°310, éditions Gallimard, 1972.
[152] Les multiples actions commandos (dont certaines très violentes) menées par des militants de la GP sur le territoire national entre 1969 et 1974. Plusieurs centaines de militants furent incarcérés, la plupart sur des périodes de quelques mois, leur journal *La Cause du Peuple* interdit.

- L'enlèvement du leader de la Démocratie chrétienne, Aldo Moro, en mars 1978 par le Brigade Rosse (BR).

Ces opérations vont durer plusieurs semaines et auront une résonance médiatique mondiale. Le chantage que la Fraction Armée Rouge et les Brigades Rouges ont exercé sur leur gouvernement respectif a été entretenu par la publication de communiqués réguliers dans des journaux choisis qui étaient ensuite relayés par les autres médias. L'ambigüité de certains journaux fut encore un élément marquant des épisodes terroristes. En France, le quotidien Libération fut choisi par la RAF comme relai pour la diffusion de cassettes vidéo sur lesquelles figurait l'otage Hans Martin Schleyer. Le quotidien Libération avait donc de facto l'exclusivité de ce type d'information tandis que son directeur Serge July écrivait des éditoriaux dénonçant l'action de la RAF. Dans les deux cas de figure, la RAF et les BR se limitèrent à un chantage des autorités pour tenter d'obtenir la libération des détenus des deux groupes terroristes.

Les limites médiatiques de la propagande armée en Italie

En Italie, les Brigades Rouges ont fait de la « propagande armée » l'axe central de leur stratégie (attentats d'intimidation : jambisations). En 1974, les Brigades Rouges obtiennent ce qu'elles considèrent comme une victoire en guerre de l'information lors de l'enlèvement à Gênes de Mario Sossi, magistrat connu pour ses sympathies d'extrême-droite, qu'elles soumirent à un « procès » durant plusieurs mois. Les BR exploitèrent médiatiquement les interrogatoires de Mario Sossi : « durant le procès, il a mûri une sérieuse autocritique et a collaboré à la reconstruction des faits, de façon sincère et sans réticence ».

Pour revenir sur l'affaire Moro qui débuta le 16 mars 1978, les BR utilisèrent la caisse de résonance des médias pendant les deux mois d'exploitation informationnelle de l'enlèvement du leader de la Démocratie Chrétienne. Au-delà de la demande de libération de détenus politiques, l'objectif réel[153] que cherchaient à atteindre les BR était d'imposer l'influence de leur organisation sur la mouvance gauchiste italienne.

Mais les BR n'exploitèrent pas la portée de cet enlèvement dans une approche stratégique de la guerre de l'information. Une libération d'Aldo Moro aurait créé une crise majeure au sein de la Démocratie Chrétienne. Certains dirigeants de la DC s'étaient opposés à une négociation pour obtenir la libération d'Aldo Moro.

Conclusion

La pratique terroriste de la guerre de l'information a suivi un cheminement parallèle à la création de la société de l'information. L'objectif initial était d'exister par le recours à des actes de terreur dont l'intensité et la diversité ont évolué en fonction des contextes et des innovations techniques. La résonance médiatique est devenue peu à peu le point de passage obligé d'une démarche qui est à la merci du principe "l'information tue l'information" et la banalisation de l'acte de terreur par son caractère répétitif réduit sa portée dans le temps et dans l'espace.

L'implication de groupes terroristes dans des situations politico-militaires a élargi le spectre des savoir-faire tout en reproduisant des principes immuables : défier le pouvoir en place et intimider ses serviteurs.

La guerre terroriste de l'information relayée par quelques représentants d'Al Qaida en Irak dans les années 2000 visait des objectifs simples :

[153] Dans leur phraséologie, cela se traduisait par leur volonté d'*« unifier le mouvement révolutionnaire en construisant le Parti Communiste combattant »*.

- La revendication des actions commises par les jihadistes (cf. crédibilité de la nébuleuse)
- La diffusion de vidéos destinées à impressionner les sympathisants et à fragiliser le moral de l'adversaire (cf. tirs réussis de snipers contre les forces américaines, explosions d'IED sur des véhicules et des blindées des forces de la coalition).

Les contextes syriens et irakiens ont fait évoluer la créativité des terroristes dans l'approche de la toile et dans l'utilisation des réseaux sociaux (voir chapitre 8), mais sans pour autant franchir un pas décisif dans la montée aux extrêmes de l'usage informationnel de la terreur.
La guerre de l'information de nature terroriste est restée pour l'instant au niveau tactique et n'a pas encore investi le champ stratégique.

8

L'innovation gesticulatoire de Daech

Le mouvement armé dénommé Daech et qui s'autoproclame Etat Islamique s'est créé grâce à une opération combinée d'actions de guérilla et d'actes terroristes commis en Irak dès 2003 puis en Syrie au début 2013.
Cette organisation a associé les méthodes de guerre de l'information dès le début de son existence (vidéos d'otages décapités en Irak). Elle ne s'est pas limitée à une pratique provocatrice et revendicative dans le recours au terrorisme politique, mais a aussi eu une démarche politico-militaire dans son recours aux méthodes de guerre de l'information. Rappelons à ce propos la manière dont des éléments armés de Daech, très inférieurs en nombre par rapport aux forces armées locales, ont conquis Mossoul. Après une préparation minutieuse du terrain (accords passés avec les milieux sunnites et des anciens de l'armée de Saddam Hussein, ainsi que le noyautage des mosquées de la ville), Daech a diffusé des messages à partir des mosquées de Mossoul et de manière simultanée au moment où ses groupes armés ont lancé leur attaque. Cette manœuvre informationnelle a eu un effet terrible sur le moral des troupes irakiennes. La plupart des soldats fidèles au gouvernement de Badgad qui étaient censés protéger Mossoul ont pris la fuite sans combattre.
Cette imbrication d'une opération que l'on peut assimiler à de la guerre psychologique (aussi artisanale soit-elle : prise de parole par haut-parleurs) démontre que ce mouvement armé s'est inspiré dès son origine des techniques de ruse où l'information joue un rôle très important. Suite à la prise de Mossoul, Daech a annoncé la création du Califat islamique le 19 juin 2014, le premier jour du ramadan[154].

Une guerre de l'information planifiée

Dès juillet 2014, après cette annonce expansionniste, la vision politique de l'organisation était exprimée désormais aussi en anglais, langue universelle actuelle, dans son magazine Dabiq[155]. L'argumentation religieuse exposée témoignait d'une préparation de discours, notamment avec l'aide d'autorités religieuses[i156].
Les opérations informationnelles de Daech (http://tinyurl.com/nhsqvrm) ne sont donc pas opportunistes, mais bien planifiées. Elles résonnent avec ses opérations « militaires » et s'inscrivent dans une stratégie globale de puissance. L'analyse du niveau tactique et opérationnel des éléments informationnels doit ainsi être effectuée en prenant en compte cette dimension stratégique.
En décembre 2014, le *Major General* Michael K. Nagata, le *Special Operations commander* des Etats-Unis au Moyen-Orient, indiquait : « *Nous n'avons pas vaincu l'idée. Nous n'avons même pas commencé à comprendre l'idée*. »[157]. L'analyse des opérations et de la stratégie informationnelle de Daech est indispensable ne serait-ce que pour la compréhension de la nature de l'organisation et de sa ligne de conduite.
Le positionnement de base de Daech se distingue des autres organisations terroristes telles qu'Al-Qaeda. Alors que celles-ci visent, en premier lieu, une légitimité religieuse et sociale qui

[154] Charles Carris "The Islamic State announces a Caliphate", 30 juin 2014, disponible en ligne le 11 avril 2015 : http://iswiraq.blogspot.fr/2014/06/the-islamic-state-announces-caliphate.html
[155] "Islamic State launches New English Language magazine, Promotes Caliphate", SITE Intelligence group, 5 Juillet 2014.
[156] « The Islamic State : a counter-strategy for a counter-state », Jessica D. Lewis, Middle East Security Report 21, Juillet 2014, Institute for the study of war, p10.
[157] Graeme Wood, "What ISIS really wants", The Atlantic, Mars 2015.

mènera à un califat, Daech cible d'abord une conquête territoriale, espace d'un futur paradis politico-religieux. Ses objectifs politiques s'échelonnent, idéalement, de la sorte[158] :

- Détruire des frontières territoriales étatiques et générer les conditions de guerre civile,
- établir un Etat qui corresponde à un Emirat islamique, la phase du Takim ou consolidation,
- attirer une population qui vienne vivre et combattre pour l'Emirat, phase de la Hijra,
- interagir avec le reste du monde sur la matrice du Califat.

L'organisation prend d'ailleurs le soin d'expliquer les raisons d'être de l'antériorité de la conquête territoriale sur l'autorité religieuse[159]. Afin d'éviter la position de justification, elle le fait notamment en critiquant les méthodes des autres groupes.
Dans cette logique de conquête territoriale et non de seules perturbations du système politique existant, Daech dépend d'une supériorité « militaire », que l'on préfèrera nommer conventionnelle, mais également d'une capacité de contrôle et stabilisation politique. Le fondement de Daech repose sur sa capacité à allier ces deux dimensions, la conduite d'une conquête territoriale et celle d'une construction d'une entité politique[160]. La construction de cette entité requiert, nécessairement, deux légitimités, une politique et une religieuse.
Les campagnes informationnelles de Daech visent donc la construction et l'assise de ces deux dimensions : soutien aux opérations conventionnelles et socle de légitimité politico-religieuse. Sur ce dernier point, l'organisation doit démontrer sa capacité à offrir un monde autre, on n'oserait employer le terme « meilleur », ainsi qu'une capacité de gouvernance. Sans ce paradis promis, la machine n'a plus de moteur et cesse de réussir à recruter. L'organisation a besoin de victoires physiques pour exister. En ce sens, on serait tenté d'appliquer le raisonnement de l'asymétrie : la question ne serait pas tant de vaincre Daech que de l'empêcher de vaincre. Dans cette perspective, le temps joue contre l'organisation.
La configuration stratégique, du point de vue occidental, n'est donc pas celle du combat asymétrique de contre-insurrection théorisé ces dernières décennies : l'organisation terroriste est exposée, en partie, aux mêmes fragilités informationnelles que celle d'un Etat : elle doit assurer l'occupation territoriale et sa gouvernance quotidienne.

L'émergence d'un territoire informationnel

Contrairement à certaines organisations terroristes qui n'agissent pas en vue d'une conquête territoriale, Daech peut faire résonner politiquement ses victoires territoriales. Les opérations informationnelles permettent ce passage de la dimension conventionnelle à la dimension politique.
Plusieurs canaux sont utilisés sur le terrain :

- des tracts distribués par des bureaux de médias locaux[161],

[158] « The Islamic State : a counter-strategy for a counter-state », Jessica D. Lewis, Middle East Security Report 21, Juillet 2014, Institute for the study of war.
[159] « The Islamic State : a counter-strategy for a counter-state », Jessica D. Lewis, Middle East Security Report 21, Juillet 2014, Institute for the study of war, p10.
[160] Charles Tilly, « War Making and State Making as Organized Crime », Center for Research on Social Organisation working paper N°256, University of Michigan, 1982. Et Graeme Wood, "What ISIS really wants", The Atlantic, Mars 2015;
[161]« The Islamic State : a counter-strategy for a counter-state », Jessica D. Lewis, Middle East Security Report 21, Juillet 2014, Institute for the study of war, p18.

- des rassemblements religieux en Syrie[162],
- des mouvements antigouvernementaux en Irak[163].

Daech vante ses supposées capacités conventionnelles en publiant des rapports de décompte. Celui de 2011-2012 aurait dénombré 3.412 engins explosifs, 633 meurtres et 330 attaques à la voiture piégés avec des suicides. Les rapports ont été publiés en arabe et traduits par le magazine Vox[164]. Deux objectifs peuvent alors être poursuivis : recruter et inspirer la terreur à l'adversaire sur le terrain.
Une stratégie est mise en œuvre sur Internet afin d'atteindre également des publics étrangers. L'organisation est présente sur plusieurs réseaux sociaux et plateformes d'échanges : Facebook, Instagram, YouTube… et ce, en plusieurs langues. La gestion informationnelle de Twitter constitue un cas d'étude.
La campagne à succès de *hashtags* sur Twitter relative à la coupe du monde a constitué une technique d'instrumentalisation des centres d'attentions de la cible[165]. Elle s'est inscrite dans une technique que Daech utilise au quotidien de *hashtags* ciblant des thèmes occidentaux qui vont du football britannique au tremblement de terre en Californie[166]. Ces manœuvres témoignent d'une volonté de comprendre et d'instrumentaliser les repères culturels de la cible de la campagne informationnelle, le public étranger.
Une étude menée par le Brookings Institute a analysé, de façon très factuelle et détaillée, l'usage de Twitter par Daech sur les mois d'octobre et de novembre 2014[167].
Elle conclut qu'environ 46 000 comptes Twitter soutiennent Daech. Ce décompte exclut des comptes créés automatiquement. Mais il inclut les comptes multiples créés par un même utilisateur. Ainsi, la technique fondée exclusivement sur la technologie permet une production « industrielle », mais qui est facilement détectable. Elle n'a de l'effet que si elle n'est pas dénoncée. En revanche, la technique d'ouverture manuelle de comptes est plus lente, mais bien plus difficile à contrer dans un espace virtuel où la signature d'un ordinateur, même tracée, ne suffit pas à établir la signature d'une personne.

La manipulation des réseaux sociaux
L'automatisation est utilisée pour modifier la perception du destinataire sur la taille du phénomène à deux niveaux différents:

- le nombre de supporters,
- l'engagement de ces supporters.

Pour ce faire, elle est utilisée tant sur la création de comptes que sur la diffusion (émission et reprise) de messages. L'automatisation ne concerne que le contenant, c'est-à-dire les canaux

[162] « The Islamic State : a counter-strategy for a counter-state », Jessica D. Lewis, Middle East Security Report 21, Juillet 2014, Institute for the study of war, p18.
[163] Ahmed Ali, « Al-Qaeda in Irak and the Iraki Anti-Government Protest Movement », ISW, 28 octobre 2013;
[164] Dylan Matthews, "The surreal infographics ISIS is producing, translated", Vox, 24 juin 2014, disponible en ligne le 11 avril 2015: http://www.vox.com/2014/6/24/5834068/the-iraqi-rebels-make-annual-reports-with-infographics-we-translated.
[165] Cahal Milmo, "Iraq crisis exclusive: ISIS jihadists using World Cup and Premier League hashtags to promote extremist propaganda on Twitter", The Independent, 22 juin 2014.
[166] Simon Cottee, "An American in ISIS's Retweet Army", The independent, 29 août 2014.
[167] « The ISIS Twitter census : Defining and describing the population of ISIS supporters on Twitter", JM Berger, Jonathan Morgan, Mars 2015, BROOKINGS, disponible en ligne le 10 avril 2015: http://www.brookings.edu/research/papers/2015/03/isis-twitter-census-berger-morgan.

de diffusion, et non le contenu diffusé. E »ze&La mise en évidence de celle-ci peut décrédibiliser le contenu véhiculé. Certaines applications, telles que Knzmuslim, peuvent produire un volume hallucinant de tweets (jusqu'à 1000 tweets par minute). Un tel flux laisse à penser qu'il s'agit simplement d'une technique pour produire du bruit et empêcher l'analyse.

Un compte Twitter pro-Daech émet environ 7,3 tweets par jour, sans prendre en considération les 9500 comptes émettant de façon automatique. Le succès des messages de Daech est dû à un groupe d'utilisateurs hyperactifs constitués de 500 à 2000 comptes. Les URL twittées incluent notamment des applications de retweets automatiques (Retweetcom.com par exemple).

L'étude démontre que la toile de comptes Twitter pro-Daech est soigneusement pensée, notamment de façon à éviter la censure opérée par la plateforme. En Juin 2014, Twitter a fermé l'application *Dawn of Good Tidings*, souscrite par des centaines de comptes pro-Daech, qui, à son apogée, envoyait des milliers de tweets par jour. L'organisation a répondu en construisant de multiples petits réseaux, chacun disposant d'un service de postage et de choix de *hashtags* différents. La suspension d'un réseau n'affectait ainsi pas les autres. L'organisation développe ainsi son autonomie en créant son propre système d'échanges de messages en ligne et ses applications pour *smartphone*[168].

Par ailleurs, certains de ces comptes maintiennent une activité suffisamment non bruyante pour ne pas être détectés. Leurs utilisateurs ont pour mission de télécharger du contenu, notamment sur des sites de vidéos en ligne, pour ensuite publier les liens y renvoyant. D'autres utilisateurs, nommés *mutjahidun*, ont pour mission de diffuser lesdits liens. L'organisation dispose également d'un réseau de sympathisants qui disséminent les contenus sur Internet et auxquels elle accorde le titre de « chevaliers de l'*uploading* »[169].

L'étude précise qu'en janvier 2015, le réseau s'est réorganisé autour d'un petit groupe de comptes clés fermés (en termes « d'éléments de vie privée »). Le contenu des tweets (informations, vidéos et photos de plusieurs régions) est ensuite diffusé par d'autres comptes avec des *hashtags*. Suite à cette diffusion de premier cercle, le contenu est plus largement diffusé. Alors que les comptes privés disposent d'environ 150 followers, les comptes publics peuvent disposer de plus de 6000 followers chacun.

Cette construction témoigne du lien indissociable de légitimation réciproque entre contenant et contenu. Le contenu gagne en légitimité par ce qu'il semble repris d'une première source, une plateforme de téléchargement située hors du réseau de partage. Sa légitimité provient de son apparence d'extériorité. Le relai parait ainsi neutre. L'autre technique utilisée est la raréfaction artificielle de la source en associant le contenu, au départ, à une source fermée.

Ensuite, la légitimité du contenu est fondée sur le volume de relais. La multiplication des relais répond à un réflexe cognitif : un individu est plus sensible à un contenu informationnel déjà partagé par une collectivité.

En ce sens, les constatations de l'étude nous semblent pouvoir fonder un deuxième niveau d'interprétation. Le réseau pro-Daech sur Twitter, un « contenant », sert la diffusion du

[168] Dr. Erin Marie Saltman et Charlie Winter, « Islamic State : The Changing face of modern jihadism" Quilliam, 2014. Disponible en ligne le 11 avril 2015: http://www.quilliamfoundation.org/wp/wp-content/uploads/publications/free/islamic-state-the-changing-face-of-modern-jihadism.pdf.

[169] Simon Cottee, "Why It's So Hard to Stop ISIS Propaganda", The independent, 2 mars 2015. Disponible en ligne le 11 avril 2015: http://www.theatlantic.com/international/archive/2015/03/why-its-so-hard-to-stop-isis-propaganda/386216/

contenu de propagande, mais la constitution même de ce réseau constitue une information qui influencera la perception du phénomène Daech désormais perçu comme :

- Une organisation avec des capacités de command-and-control – objectif : conférer une dimension politique.
- Une organisation volumineuse et en accroissement – objectifs : recruter, effrayer des adversaires tels que les soldats et les populations irakienne et syrienne, s'affirmer face à d'autres organisations terroristes.

L'analyse du contenu révèle les mêmes objectifs. La gestion du réseau (caractère ouvert/fermé des comptes, liens…) permet à l'organisation de garantir une certaine cohérence de messages.
Le hashtag le plus récurrent est l'expression Etat islamique et ses variations. L'objectif premier de la campagne Twitter est donc toujours de donner une existence identitaire à Daech.

L'importance des symboles et de l'image

Le choix de la photographie de profil des comptes pro-Daech inclut le plus souvent l'image du drapeau de l'Etat islamique, un portrait de Ben Laden ou de membres de Daech tels que Jihadi John : l'effacement des individus rend l'organisation omniprésente. Elle modèle également la perception du phénomène : elle tend à induire une perception d'une organisation monolithique indépendamment de la réalité de l'unité sur le terrain.
L'analyse des contenus partagés témoigne d'une maîtrise technique. Celle-ci est le fruit de la branche médiatique de Daech, Al Hayat Media Center. Ce centre aurait été créé à l'initiative d'un ancien rappeur allemand ayant quitté l'Europe pour combattre en Syrie[170]. Ce détail permet de comprendre la maîtrise de l'esthétique visuelle.
Des centaines de films ont été réalisés. Certaines vidéos semblent le fruit de professionnels et reproduisent parfois un style hollywoodien avec des techniques avancées telles que le slow-motion[171] ou l'utilisation de drones[172]. D'autres semblent bien plus rustiques.
La construction technique de ces styles vise plusieurs effets de perception :

- L'utilisation des techniques hollywoodiennes témoigne d'une dimension professionnelle de l'organisation. L'objectif est de rendre crédible sa capacité d'accomplissement des objectifs fixés, aussi irréalistes soient-ils.
- Les techniques hollywoodiennes glamourisent les actes barbares de Daech. Elles évacuent la dimension du réel. Les vidéos répondent alors à des pulsions fantasmatiques individuelles. La réalisation de ces fantasmes apparaît légitime à son auteur étant donné qu'elle s'inscrit dans une épopée collective. En somme, ces vidéos octroient une dimension mythique à la barbarie. Elles constituent un outil de recrutement. Elles complètent les vidéos de témoignages et retours d'expériences dont l'objectif est de permettre l'empathie.
- La diffusion de vidéos plus rustiques témoigne de l'accomplissement en cours, de la dimension réelle du projet de l'organisation.

[170] Olivia Becker, "ISIS has a really slick and Sophisticated Media Department", 12 juillet 2014, VICE NEWS, disponible en ligne le 11 avril 2015: https://news.vice.com/article/isis-has-a-really-slick-and-sophisticated-media-department.
[171] Nissen Thomas, Elkjer, "Terror.com – IS's Social Media Warfare in Syria and Irak" Danish Defence Royal Danish Defence College. Military Magazine Contemporary Conflicts.
[172] Simon Cottee, "Why It's So Hard to Stop ISIS Propaganda", The Independent, 2 mars 2015. Disponible en ligne le 11 avril 2015: http://www.theatlantic.com/international/archive/2015/03/why-its-so-hard-to-stop-isis-propaganda/386216/

Le contenu des vidéos diffusées par Daech témoigne d'un extrême degré de violence qui semble s'accroître dans le temps[173]. Il existe un parallèle intéressant avec le cas des vidéos tchétchènes. Des vidéos d'une violence inouïe par les forces tchétchènes[174], fortement islamisées, ont été diffusées sur Internet. Elles ont sérieusement porté atteinte à la légitimité du combat tchétchène. Or, les vidéos de Daech ne sont pas transformées en piège informationnel pour l'organisation, et ce alors même que celle-ci revendique une dimension politique et vise, comme les forces tchétchènes le faisaient, le contrôle d'un territoire. Identifier les causes de cette différence permet de mieux comprendre le positionnement informationnel de Daech.

Il nous semble que la différence n'est pas opérationnelle, mais stratégique. Les forces tchétchènes ont construit leur discours sur le cadre de pensée occidentale : le combat tchétchène est un combat de libération nationale réprimé par des forces russes cruelles qui n'hésitent pas à violer le droit de la guerre. Les vidéos d'exécution ont alors révélé une contradiction fondamentale avec ce discours et décrédibilisé la prise de parole tchétchène. A l'inverse, Daech construit son discours sur le rejet du modèle occidental et de ses valeurs fondatrices telles que la liberté et la dignité humaine. Les vidéos ne constituent pas alors une contradiction, mais, au contraire, une confirmation de son discours. Ces vidéos incarnent une ère au sein de laquelle la barbarie, du moins ce que l'Occident nomme comme tel, devient source de légitimité.

Contrairement aux vidéos tchétchènes, la mise en forme est très ritualisée tel que le cas de la mise en scène des meurtres de Jim Foley et Steven Cottloff. La ritualisation a pour effet recherché de conférer une dimension politique. La prolifération de photographies et vidéos extrêmement violentes (mutilations…) pourrait constituer une entaille à ce principe de ritualisation. Toutefois, elles ne se revendiquent pas comme l'œuvre des cadres de l'organisation, mais plutôt comme le fruit d'amateurs pro-Daech[175]. Cependant, pour les commentateurs jordaniens, la violence filmée à l'égard d'autres musulmans, comme dans le cas du pilote jordanien, commence à discréditer sérieusement l'image de Daech comme entité politique dans le monde arabe[176]. Une mise en lumière de la violence à l'égard des sunnites constituerait ainsi une vulnérabilité informationnelle. Jessica Stern et JM Berger suggèrent de mettre à profit l'ensemble des moyens de surveillance électronique et aérienne pour ce faire[177]. La mise en œuvre de cette stratégie devrait toutefois être conduite de façon à éviter un soutien à l'un des objectifs de Daech, effrayer les autres populations arabes.

La panoplie de vidéos de Daech illustre divers principes de la guerre de l'information menée par des entités terroristes[178]. Le degré de violence peut viser un effet de choc émotionnel, de sidération et de perturbation d'une société.

Toutefois, certaines vidéos de Daech s'inscrivent dans une logique informationnelle différente. Les meurtres sadiques des journalistes ou du pilote jordanien constituent des cas d'acharnement sur des individus représentant des valeurs libérales ou ayant pris le parti d'un adversaire. Ils constituent des actes exemplatifs par lesquels un message politique est diffusé. Cette technique de diffusion d'une vidéo, filmant le meurtre de l'otage, a été développée

[173] Simon Cottee, "ISIS and the Logic of Shock", The Independent, 6 février 2015.

[174] Alice Lacoye Mateus. Dossier : analyse américaine des leçons russes sur la guerre en Tchétchénie. www.knowckers.org.

[175] Simon Cottee, "The pornography of Jihadism", 12 septembre 2014;

[176] Raed Omari, « ISIS's propaganda backfire as it looses ground », AL ARABYA, 27 février 2015.

[177] Jessica Stern, JM Berger, « A 6-Point Plan to defeat ISIS in the Propaganda War", Time.

[178] Voir à ce sujet l'intervention de Christian Harbulot, Colloque «Le terrorisme, arme politique ? » à l'Assemblée Nationale, 13 avril 2015.

notamment par Al Qaeda[179]. Elle s'oppose aux vidéos libanaises des années 80 qui servaient de preuves de vie des otages et de vecteurs de communication des demandes des preneurs d'otages.
Par ailleurs, les vidéos semblent également viser un effet de perception politique : compenser l'asymétrie de capacités entre Daech et certains États par le degré de violence dont est capable Daech. L'utilisation des uniformes orange est une allusion à Guantanamo sous-entendant, de la sorte, que la violence de l'organisation est légitime puisqu'elle répond à une violence étrangère. En mettant en œuvre une telle résonnance de symboles, Daech se place comme un acteur à la hauteur des États.
Depuis septembre 2014, l'organisation mime les médias occidentaux en publiant des « reportages » avec le journaliste britannique John Cantlie, devenu otage. Le formatage occidental de l'information et la personne du journaliste occidental sont ainsi instrumentalisés afin de conférer de la crédibilité aux contenus diffusés.
Les axes de discours présentés sont en cohérence avec ceux des réseaux sociaux : une vie est possible à Alep sous le contrôle de l'Etat islamique… On remarque le recours classique aux accusations contre les forces occidentales de meurtres de civils, un drone américain aurait ainsi largué une bombe sur un marché local[180].

La provocation par la terreur
Certaines de ces vidéos incitent à des actes de terrorisme sur le territoire étranger, notamment français :

> «J'encourage tous mes frères qui sont en France à défendre votre religion. Tuez-les avec des couteaux, au minimum crachez-leur à la figure. […] Les musulmans en Occident, vous pouvez faire des carnages.»

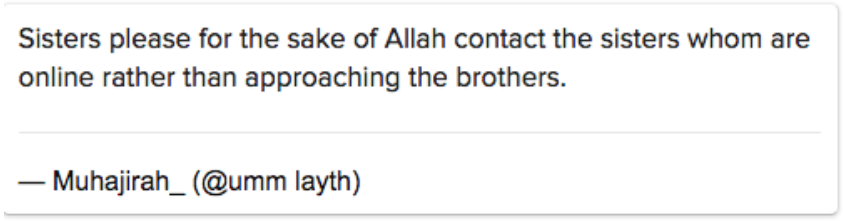
Dans la même logique, Daech a diffusé les données personnelles de plus de 100 militaires américains (portraits, noms, adresses[181]). De même, il a publié de supposés portraits et CV de proches de militaires français lors de la cyberattaque à l'encontre de TV5 Monde avec le message suivant :

> « Soldats de France, tenez-vous à l'écart de l'Etat islamique ! Vous avez la chance de sauver vos familles, profitez-en »[182]

Si elles visent aussi à effrayer des adversaires, ces opérations informationnelles ont pour objectif principal de provoquer des actes de terrorisme au sein des sociétés occidentales et pour effet final recherché de les faire imploser.
Parallèlement, l'organisation tente de véhiculer l'image d'une cohésion sociale au sein de son territoire. Pour asseoir sa légitimité politique, Daech communique notamment sur la vie à Alep et Raqa. Les dissonances entre ce discours et la réalité constituent autant de fragilités informationnelles. Par ailleurs, la mise en avant du confort vécu au sein du Califat peut être perçue comme un positionnement matérialiste. Le débat a d'ailleurs agité les militants pro-

[179] Uri Friedman, "A Short History of ISIS Propaganda Videos", Huffington Post, 11 mars 2015.
[180] Huitième (et dernière?) vidéo du « journaliste de l'Etat islamique » John Cantlie, Libération, 9 février 2015.
[181] « Daech : une liste de 100 soldats américains à tuer », RTL, 22 mars 2015. Disponible en ligne le 11 avril 2015 : http://www.rtl.fr/actu/international/daech-une-liste-de-100-soldats-americains-a-tuer-7777096893.
[182] « Ce que l'on sait de la cyberattaque sans précédant de TV5 Monde », 9 avril 2015, disponible en ligne le 11 avril 2015 : http://tempsreel.nouvelobs.com/tech/20150409.OBS6741/tv5-monde-ce-que-l-on-sait-de-la-cyberattaque.html

Daech[183]. Il est intéressant de constater que la toile virtuelle de l'organisation semble devoir obéir à ses impératifs religieux : sur Twitter, les réseaux féminins et masculins paraissent quasi systématiquement séparés[184]. L'insistance sur la séparation peut aussi être assimilée une manœuvre informationnelle pour faire croire qu'une communauté féminine active et engagée existe : la séparation présuppose l'existence de deux entités. Des profils féminins vantent, en anglais, la vie dans les territoires de Daech et proposent leur aide aux possibles candidates.



185

Une propagande piégée par le rapport aux femmes

La promesse du Califat paradisiaque est un argument majeur d'enrôlement des hommes. Sans cette promesse, pas de recrutement. Dans cette logique, le Califat doit être peuplé de femmes. Pas d'utopie sans épouses :



186

Les femmes sont ainsi instrumentalisées dans les opérations informationnelles de l'organisation. Néanmoins, la logique fondamentaliste peine à intégrer l'élément féminin. En effet, ni le visage, ni le corps de la femme ne peuvent être exhibés sur la toile pour attirer le candidat combattant. De nombreuses photographies tentent, malgré ce sérieux handicap, d'apporter la nécessaire touche glamour pour idéaliser le Califat. L'esthétique rappelle celle

[183] Alice Speri, "ISIS Fighters and their friends are total social media pros", VICE NEWS, disponible en ligne le 11 avril 2015: https://news.vice.com/article/isis-fighters-and-their-friends-are-total-social-media-pros.

[184] Ellie Hall, "Inside the Chilling Online World of the Women of Isis" Buzzfeed, 11 septembre 2014. Disponible en ligne le 10 avril 2015: http://www.buzzfeed.com/ellievhall/inside-the-online-world-of-the-women-of-isis#.itY6VWzMm3.

[185] Ellie Hall, "How ISIS uses Twitter to recruit women", Bizzfeed, 11 mars 2015, disponible en ligne le 10 avril 2015: http://www.buzzfeed.com/ellievhall/how-isis-uses-twitter-to-recruit-women#.xnRPkpja4o.

[186] Heather Saul, « The most dangerous ISIS propaganda yet? Jihadi brides with M5s, fighters relaxing and children playing used to present caliphate as utopia", The independent, 20 mars 2015.

du rap et notamment les chartes graphiques utilisées par le rappeur allemand supposé avoir fondé le Al Hayat Media Center :

[187]

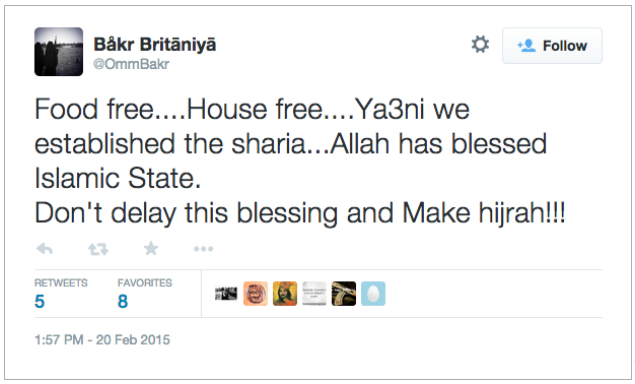
Des réseaux sociaux tels que Facebook constituent les plates-formes de recrutement principalement utilisées par Daech pour enrôler les éléments féminins. Les axes majeurs du discours d'approche sont les suivants :

- démontrer que la solidarité entre sœurs est un élément moteur de cohésion sociale et qu'enfin la sœur visée sera entendue et aidée,



[188]

- une prise en charge totale par la communauté, faisant échos à un système d'assistanat intégral, rassurant, car déresponsabilisant,



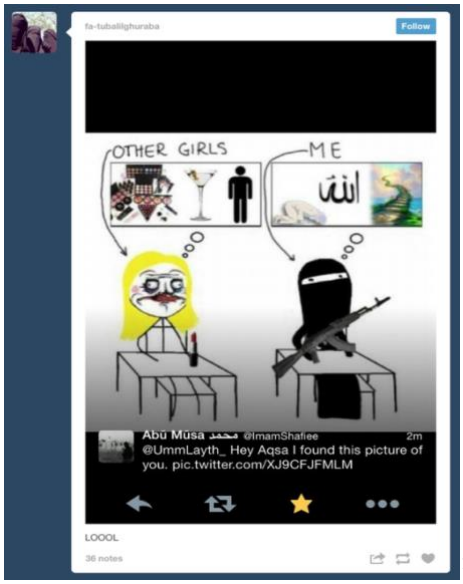
[189]

[187] Heather Saul, « The most dangerous ISIS propaganda yet? Jihadi brides with M5s, fighters relaxing and children playing used to present caliphate as utopia", The Independent, 20 mars 2015

[188] Ellie Hall, "How ISIS uses Twitter to recruit women", Bizzfeed, 11 mars 2015, disponible en ligne le 10 avril 2015: http://www.buzzfeed.com/ellievhall/how-isis-uses-twitter-to-recruit-women#.xnRPkpja4o

[189] Ellie Hall, "How ISIS uses Twitter to recruit women", Bizzfeed, 11 mars 2015, disponible en ligne le 10 avril 2015: http://www.buzzfeed.com/ellievhall/how-isis-uses-twitter-to-recruit-women#.xnRPkpja4o

- la possibilité de participer à un destin exceptionnel, en d'autres termes la fantasmagorie d'une vie ayant un sens supérieur.



190

- Et, paradoxalement, le discours met en avant une supposée puissance féminine armée, fondée naturellement sur le couple. L'image choisie de la lionne illustre bien ce paradoxe : une chasseuse protégée par un foyer et disposant d'un territoire.



191

En somme, il est promis une place, une fonction, un territoire et une protection.
D'un point de vue opérationnel, la venue de ces femmes est facilitée par les manuels en ligne[192] qui détaillent les moyens pour venir et l'attitude à adopter face aux autorités. Des

[190] Ellie Hall, "How ISIS uses Twitter to recruit women", Bizzfeed, 11 mars 2015, disponible en ligne le 10 avril 2015: http://www.buzzfeed.com/ellievhall/how-isis-uses-twitter-to-recruit-women#.xnRPkpja4o
[191] Ellie Hall, "Inside the Chilling Online World of the Women of Isis" Buzzfeed, 11 septembre 2014. Disponible en ligne le 10 avril 2015: http://www.buzzfeed.com/ellievhall/inside-the-online-world-of-the-women-of-isis#.itY6VWzMm3
[192] http://paladinofjihad.tumblr.com/tagged/DustyFeet consulté le 10 avril 2015, cité par Hall, "Inside the Chilling Online World of the Women of Isis" Buzzfeed, 11 septembre 2014.

conseils sont donnés pour gérer la pression familiale. La venue est ensuite organisée via des applications de messages instantanés telle que KiK.
Le recrutement des jeunes femmes étrangères est ainsi entièrement basé sur des opérations informationnelles, notamment via une désinformation sur le projet, les conditions de vie et ensuite de l'instruction. L'exposition du véritable vécu des « épouses » des jihadistes permettrait d'enrayer ce phénomène.
En matière de sexualité, le pointage d'autres contradictions permettrait de saper la légitimité religieuse de l'organisation en exposant la réalité des abus sexuels tant à l'encontre de femmes que d'hommes, d'adultes que d'enfants, en dissonance avec le discours puritain de l'organisation[193].
Le pointage des contradictions internes à une organisation permet ainsi, notamment, d'enrayer le recrutement et donc l'expansion, miner la légitimité face à d'autres organisations, allumer des débats internes. Il permet également, à un niveau plus global, de changer le contexte de perception du phénomène.

Conclusion

La gestion des réseaux sociaux par Daech témoigne d'un degré certain de command-and-control et d'une capacité à saisir des opportunités de visibilité en instrumentalisant les centres d'intérêt occidentaux. Mais en voulant assumer un projet de Califat qu'il présente comme étant en cours de constitution, Daech souffre des vulnérabilités informationnelles un peu comparables à celles des Talibans avant l'intervention américaine en Afghanistan.
Ce mouvement armé ne sait exporter que des images centrées sur la terreur pour impressionner ses ennemis ou pour attirer de nouvelles recrues. Il s'avère incapable de rentrer dans les contradictions des régimes auxquelles il s'est substitué (corruption, déliquescence de l'Etat, inégalités sociales) et d'en tirer les éléments d'une contre guerre de l'information. Le temps joue contre l'organisation qui a constamment besoin de victoires pour exister. Le choix des contenus informationnels diffusés par l'organisation illustre divers principes d'action terroriste qui ne sont pas innovants.
La violence et la violation des valeurs occidentales de base sont devenues des sources de légitimité. La dénonciation de l'horreur est donc limitée si l'on recherche une efficacité de lutte contre l'organisation auprès des populations où elle cherche à renforcer son audience. Il semble plus efficient de pointer le débat sur les contradictions internes de l'organisation, notamment en insistant sur les dissonances entre la réalité du statut de la femme et de la vie dans le Califat, et en revenant sur les nombreuses failles liées au discours religieux et aux artifices souvent caricaturaux du mode de recrutement.

[193] Jessica Stern, JM Berger, « A 6-Point Plan to Defeat ISIS in the Propaganda War", Time.

Conclusion

La guerre de l'information fait bouger les lignes dans de nombreux domaines, y compris dans le renseignement. Au renseignement classique (Humint, Sigint, Imint, Masint, Osint), s'ajoutent désormais le renseignement d'influence militaire, géoéconomique et culturel ainsi que le renseignement dédié à la mise en œuvre des opérations de guerre de l'information.
Elle fait aussi bouger les lignes dans le domaine spécifique de la guerre. Rappelons à ce propos que l'organisation terroriste Daech a pris la ville irakienne de Mossoul grâce à une opération minutieuse de noyautage de l'ensemble des mosquées de cette ville, ce qui lui a permis de diffuser des messages de manière simultanée au moment où elle a lancé son attaque. Cette guerre de l'information sans Internet a sapé le moral des troupes irakiennes fidèles au gouvernement de Bagdad.
Les conflits armés du Moyen Orient mais aussi les bilans tirés des affrontements militaires en Géorgie puis en Ukraine ont incité les Etats-Unis et l'Otan à mettre en avant le concept de guerre hybride qui est un mélange d'opérations des forces spéciales, de campagnes d'information et de désinformation sur zone, mais aussi par le biais des réseaux sociaux du Web.
Il existe une inconnue : la manière dont les forces terroristes, mais aussi les puissances (qui peuvent être tentées de les manipuler au profit de leurs objectifs géopolitiques et économiques), vont faire évoluer cette nouvelle aire immatérielle d'affrontement qu'est le monde immatériel dont Internet n'est que la représentation la plus visible.
La France ne peut se permettre de limiter sa réflexion à des couper/coller provenant de la doctrine de l'OTAN. Il lui est impératif de préserver son autonomie de réflexion pour tirer profit de ses capacités à créer les bons instruments de réponse.

Annexe 1

La stratégie de communication de l'Etat islamique

Alors que la plupart des combattants d'Al Qaeda ont fait leurs premières armes en Afghanistan pendant la guerre froide, les jihadistes qui soutiennent et rejoignent l'Etat Islamique ont un tout autre profil, à tel point que l'on peut parler de gap générationnel entre les membres des deux groupes. En effet, les supporters de l'Etat islamique ont pour référentiel l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Certains (plusieurs milliers selon Romain Caillet, chercheur spécialisé sur les mouvements jihadistes)[194] ont combattu sous les ordres d'al Zarqawi, fondateur du mouvement l'Unicité et le Djihad dans les années 1990, avant que ce dernier ne devienne l'Etat Islamique en Irak. Ils sont beaucoup plus jeunes et appartiennent à la génération des *digital natives* : ils ont grandi avec l'informatique et Internet et maîtrisent naturellement la communication 2.0, ce qui explique l'efficacité de la communication du groupe.

La recherche de l'emprise sur les populations locales

L'ascension fulgurante de l'EI entre 2013 et 2014 ne peut s'expliquer sans tenir compte de l'importance de l'aura diffusée par le groupe. En effet, une fois les territoires conquis, Etat islamique a su les tenir, ce qui signifie aussi tenir la population. Les jihadistes, qui sont entre 40 000 et 55 000 selon les estimations, contrôlent désormais un territoire aussi grand que la moitié de la France, sur lequel vivent plus de 10 millions de personnes. Ainsi, l'Etat islamique ne pourrait perdurer sans le soutien d'une partie de la population. Trois axes semblent pouvoir expliquer ce soutien ou cet assentiment : l'aura symbolique que représente la restauration du califat, qui renvoie à un âge perçu par certains musulmans comme l'âge d'or de l'Islam, l'efficacité apparente de cet Etat islamique, plus fonctionnel que l'Etat irakien corrompu mis en place par les Américains, et la terreur inspirée par l'anéantissement de toute forme d'opposition.

Le califat a été officiellement aboli en 1924 suite à la disparition de l'Empire ottoman et à l'abdication d'Abdülmecid II, 101ème et dernier calife officiel. Toutefois, le califat proclamé par l'Etat islamique renvoie à celui de la dynastie des Abbassides, qui a régné de 750 jusqu'à la prise de Bagdad en 1258.[195] En effet, par sa piété et son exercice de la Shari'a – la loi islamique – cette dynastie a su porter l'empire islamique à son apogée. Plus tard, l'Empire ottoman a tenté de s'approprier le titre, mais les arrangements opérés se sont fortement éloignés de la pureté religieuse et de la grandeur des Abbassides. En faisant référence à cet idéal collectif et à ce passé glorieux, Etat islamique s'appuie donc sur des éléments qui d'une part sont connus de tous, et d'autre part lui confèrent une légitimité à la fois historique et symbolique. Les références à cet âge d'or vont bien au-delà de la simple restauration « déclarative » du califat suite à la prise de Mossoul en juillet 2014. Comme l'expliquent Olivier Hanne et Thomas Flichy de la Neuville, c'est un « programme d'action politique »[196].

Abû Bakr al Baghdadi n'a pas choisi son nom par hasard : il fait référence à Abû Bakr, premier calife à avoir succédé au prophète Muhammad après sa mort. Le discours qu'il a prononcé lors de son intronisation est calqué sur celui du premier calife :

[194] Reportage Arte.
[195] Olivier Hanne & Flichy de la Neuville, *l'Etat Islamique, Anatomie du nouveau Califat, Paris,* éditions B. Giovanangeli, 2014, p.51.
[196] *Ibid.*

« Allah a soutenu [vos frères] et leur a donné le califat pour réaliser leur objectif, alors ils se sont empressés de proclamer le califat et de nommer un imam. Et ceci est une obligation pour les musulmans, une obligation qui a été délaissée très longtemps… J'ai été désigné pour vous diriger, mais je ne suis pas meilleur que vous. Si vous voyez que j'ai raison, alors soutenez-moi, et si vous voyez que j'ai tort, alors conseillez-moi et remettez-moi sur le droit chemin. »[197]

Ainsi, al Baghdadi se présente comme un arbitre, chargé de guider les musulmans et de faire appliquer la sharî'a, et non comme un dictateur ou un monarque absolu. Il tient son pouvoir d'Allah, mais n'est que son serviteur et par conséquent se présente comme humble. Sa communication personnelle est donc très efficace, signe d'un travail et d'une maîtrise totale du discours. Il ne fait que peu d'apparitions pour préserver son image mystérieuse et s'entourer d'une aura quasi-divine, tous comme les Abbassides n'apparaissaient que peu en public.[198] Cela lui permet également de rester suffisamment discret pour ne pas être ciblé par une attaque de drone américain. De son vrai nom Ibrahim Awwad Ibrahim Ali al-Badri, il est né en Irak en 1971, ce qui est un des rares éléments de sa biographie à ne pas être remis en doute. En effet, afin de légitimer son ascension au califat, il s'est réclamé de la tribu des Quraysh, tribu de La Mecque du prophète, dont les membres sont les seuls à pouvoir légitimement accéder au califat.[199] De même, il est difficile de confirmer son parcours religieux et ses années d'études en sciences islamiques, un attribut nécessaire à sa position d'autorité du monde islamique. Pour apparaître comme une référence de l'Islam pouvant légitimement établir des fatwas, il fallait au calife Ibrahim une certaine origine qu'il s'est logiquement attribuée. Cela ne veut pas pour autant dire que l'autorité religieuse du personnage est entièrement usurpée : al Baghdadi demeure un érudit qui maîtrise parfaitement la symbolique et sait l'utiliser pour assoir son pouvoir et s'assurer le respect de ses fidèles.

Le drapeau de l'Etat islamique fait également référence à l'âge d'or des Abbassides. Tout comme les vêtements portés par al Baghdadi lors de ses apparitions publiques, le noir du drapeau renvoie à la couleur de ceux des califes abbassides. Le cercle fait référence au sceau du prophète, tandis que le blanc est un symbole de piété. L'aspect le plus symbolique demeure probablement la police d'écriture, calquée sur celle des premiers Corans du VIIIème siècle.[200] Enfin, la phrase « il n'y a de dieu que Dieu » est également un symbole de piété et d'intransigeance à l'égard de tous ceux qui ont pris des libertés et de la souplesse par rapport aux écritures originelles (les Occidentaux autant que les musulmans chiites, ou les yézidis, considérés comme des adorateurs de Satan). Tous ces éléments contribuent à l'image que l'Etat islamique souhaite incarner, celle du groupe qui a permis le rétablissement du califat et qui se veut le cœur du monde islamique. Mais au-delà de cet aspect symbolique et religieux, Etat islamique tente de remporter l'adhésion des populations qu'il conquiert en se présentant avant tout comme un Etat fonctionnel.

La recherche de l'adhésion : l'Etat islamique, un Etat fonctionnel

Contrôlant un territoire sur lequel vivent plus de dix millions de personnes, l'EI ne pourrait prospérer sans le soutien d'une partie au moins de ces populations. Les raisons derrière cette

[197] http://www.youtube.com/watch?v=2oiKPnrDEZU.
[198] Hanne & Flichy de la Neuville (2014), p.56.
[199] *Ibid*. p.57.
[200] *Ibid*. P.164.

adhésion sont multiples : certains y voient un retour du bâton de la politique américaine à l'égard du Moyen-Orient ces dernières années, qui a sans aucun doute contribué au succès que l'Etat islamique rencontre aujourd'hui. La politique de Nouri al Maliki, ancien Premier ministre irakien mis en place par les Américains, est sans doute responsable du mécontentement d'une grande partie des populations locales, à tel point que certains en sont venus à regretter Saddam Hussein. Al Maliki, chiite de confession, a en effet écarté les sunnites et les baasistes du pouvoir, alors qu'il avait promis une meilleure répartition des charges, ce qui a conduit à radicaliser nombre d'entre eux qui se sont par la suite retrouvés dans l'armée de Etat islamique. Tous les éléments initiaux étaient donc déjà présents : l'Irak était un Etat qui ne fonctionnait plus depuis 2003, tandis que la situation en Syrie constituait un terreau parfait pour le terrorisme, dès lors que ces groupes s'opposaient à Bachar al Assad, et ce quelques soient leurs motifs ultérieurs. Sur tous ces territoires ravagés par les conflits, l'émergence de l'Etat islamique et la consolidation de ses positions ont pu apparaître comme des éléments de stabilisation pour une population qui a souvent fait figure de victime collatérale ou de bouclier.

Etat islamique a donc orienté une grande partie de sa communication sur la vie au sein de l'Etat islamique, le but affiché étant de se présenter comme un Etat réellement fonctionnel, et finalement plus juste que la corruption incarnée par les politiciens qui ont précédé le calife. On remarque une différence frappante entre l'agressivité des combats qui se déroulent aux frontières de l'Etat islamique et l'image relativement paisible de la vie entre ses murs. L'EI a créé en mai dernier son propre organe de presse : *al Hayat Media Centre*,[201] qui diffuse plusieurs magazines à destination des populations locales et extérieures. *The Islamic State Report*, en langue anglaise, est un très bon exemple de cette dichotomie entre guerre et paix évoqué précédemment : on y retrouve aussi bien des articles glorifiant le succès de l'Etat islamique au combat que des articles de société. Le numéro 2 consacrait notamment un article au *zakah*, une aumône à destination des plus démunis, qui constitue le troisième pilier de l'Islam et une obligation de la Shari'a.[202] Dans la tradition musulmane, c'est l'Etat qui est chargé de collecter ce *zakah* et de le redistribuer aux plus pauvres. Dans les territoires conquis par Etat islamique, les autorités de l'EI récoltent directement cette aumône et s'acquittent de cette tâche. L'article insiste également sur l'aide fournie par Etat islamique aux fermiers et agriculteurs pour faciliter leurs récoltes, ainsi que sur les mesures de justice sociale entreprises pour faciliter la vie des plus démunis, dont Etat islamique se place comme protecteur. L'article est également illustré par de nombreuses images de champs à perte de vue, qui renvoie à une image de prospérité sous l'Etat islamique plus importante que ce que le pays a pu connaître précédemment.

Cet idéal de paix et de justice sociale constitue un élément central de la propagande de l'Etat islamique. Une taxe de 10 dollars par mois est demandée à toutes les populations des territoires occupés, une participation à l'effort collectif, mais certains commerçants estiment que la somme à payer est nettement inférieure à ce qu'il fallait verser aux autorités corrompues du gouvernement d'al Maliki.[203] Interrogés par des journalistes d'Arte qui se sont rendus en Irak, des habitants ont également affirmé que la vie sous Etat islamique n'était pas vraiment différente d'avant, et que le conflit religieux ou politique ne les concernait pas

[201] Le Figaro, 23 décembre 2014, « L'Etat islamique lance un magazine en français ».
[202] The Islamic State Report, issue 2, al Hayat Media Center.
[203] Reportage Arte.

directement.[204] Et pour cause, l'EI a conscience de la nécessité du soutien ou du moins de la passivité des populations locales, et fait en sorte de limiter le plus possible l'impact de leur présence sur la vie quotidienne. Ainsi, lors de son dernier discours pour le ramadan, al Baghdadi avait appelé tous les candidats ayant une expérience utile au maintien des services publics tels que la distribution d'eau et d'électricité à rejoindre son administration : « Je fais un appel particulier aux professeurs, aux juristes, et surtout aux juges, à tous ceux qui ont une expérience militaire, administrative, aux médecins et aux ingénieurs dans leurs différents champs de spécialisation »[205].

L'Etat islamique donne l'illusion d'un Etat fonctionnel. Il est doté d'une armée. Il assure la sécurité des citoyens en patrouillant dans les rues, en contrôlant la circulation, en mettant en place une police de proximité vêtue en uniforme de police pour assoir sa légitimité auprès de la population comme représentant de l'ordre. Il fait appliquer la Shari'a islamique qui a remplacé la loi sur l'ensemble de son territoire, établissant des tribunaux islamiques pour juger et sanctionner les populations locales selon la loi du talion. Toujours en application de la Shari'a, les terroristes de l'EI marquent les habitations des chrétiens après avoir conquis un nouveau territoire et leur laissent un choix : la conversion, l'exile ou la mort. Ils sont en revanche beaucoup moins cléments à l'égard des Yézidis, qu'ils exécutent systématiquement. L'alcool est interdit, conformément à la loi islamique. Pour apparaître concrètement comme les autorités légitimes qui administrent leur territoire, Etat islamique remet une facture portant le logo du groupe aux habitants en percevant les taxes. Tout est fait pour que les populations locales aient l'impression de vivre normalement comme suite à un coup d'Etat classique. Le choix des autorités politiques irakiennes contribue par ailleurs à rendre cette continuité de la vie dans l'Etat islamique possible. En effet, afin de ne pas contribuer à radicaliser les populations vivant dans le territoire de l'EI, les salaires sont toujours versés aux employés du secteur public.[206] Par conséquent, Etat islamique n'a même pas besoin de les rémunérer et la vie continue comme si aucun bouleversement majeur n'avait eu lieu.

Au-delà du fonctionnement régulier de l'Etat, la communication d'adhésion mise en place par Etat islamique passe par l'efficacité de sa propagande et sa maîtrise de l'image et des technologies modernes de l'information et de la communication. Depuis une quinzaine d'années, il a été possible d'observer l'importance pour les groupes affiliés à al-Qaeda de légitimer leur existence et leurs déclarations par le sceau d'al-Qaeda, ce qui se retrouvait notamment dans les liens très étroits entretenus entre les nombreux sites officiels et organes de production de ces différents groupes, qui passaient tous par le *branding* officiel de plusieurs organismes permettant d'authentifier les sources.[207] L'EIAl-Furqan Media Production. s'est inspiré de ce modèle dès 2007, alors qu'il était encore l'Etat islamique en Irak et qu'il représentait la branche locale d'al-Qaeda, en se dotant de son propre organe de production vidéo : [208] les combattants sont généralement directement équipés de caméra GoPro ou similaires. Chaque bataille, chaque élément de la vie quotidienne sont archivés par Etat islamique, qui peut par la suite choisir dans une banque d'archives colossales les images les plus adaptées à transmettre le message souhaité. La plupart des membres de l'EI sont des *digital natives*, ce qui se ressent dans le montage des clips de propagande du groupe : des

[204] *Ibid*
[205] Hanne & Flichy de la Neuville (2014), p.92
[206] Entretien personnel avec les auteurs du reportage d'Arte
[207] Kimmage (2008)
[208] *Ibid*. p.79

vidéos souvent à la première personne, qui font passer le conflit pour un jeu vidéo, accompagnées d'une bande-son et de musiques hollywoodiennes. Ces messages s'adressent avant tout aux jeunes, qui sont les plus réceptifs à ces images, et qui demeurent une cible prioritaire pour Etat islamique, y compris au niveau local : dans la mesure où l'EI pense s'inscrire sur la durée, ce sont ces futures générations qui vont grandir dans cet Etat islamique et qui constitueront son premier soutien de demain. Sur certaines vidéos, on peut voir des membres de l'Etat islamique distribuer des jouets aux enfants, dans le but de remporter ainsi l'adhésion des plus jeunes.[209] Etat islamique maîtrise bien les codes de la communication d'aujourd'hui et la recette du buzz. Il est parvenu à se créer une « tagphrase » connue par tous les habitants de son Etat, mais également par des jeunes à l'autre bout de la planète. A chaque victoire militaire, l'EI célébrait sa victoire en criant « barî'a », ce qui signifie « restera », sous-entendu l'Etat islamique a triomphé et demeurera. Le succès phénoménal de cette simple phrase, chez les jeunes en particulier, est interprété par Romain Caillet, chercheur spécialiste des questions islamistes, comme une victoire qui témoigne de capacités en termes de communication bien supérieures à tout ce qu'al-Qaeda a pu faire par le passé.[210]

Si la stratégie de communication interne est relativement centralisée et fonctionne sur un modèle décisionnel *top down*, l'Etat islamique laisse tout de même une grande liberté d'action à tous ses membres (du moins, jusqu'à récemment)[211]. La seule obligation qui leur est faite avant la diffusion de contenu est d'insérer le logo du groupe. C'est ainsi que de très nombreuses vidéos sont apparues sur internet, alimentant la machine de propagande du groupe (mais contenant également de nombreuses métadonnées utilisées par la suite par les forces de la coalition). Il en est de même pour les réseaux sociaux, qui contribuent fortement à l'image du groupe, et notamment Twitter. Une analyse de nombreux tweets envoyés par des supporters de l'Etat islamique montre que les twittos les plus assidus, capables d'envoyer plus de 150 tweets par jour, sont des locaux. Entre 500 et 2000 comptes twitter hyperactifs ont ainsi été repérés.[212] Si les comptes officiels de Etat islamique ont été plus ou moins fermés par Twitter ces derniers mois, le groupe a une fois de plus montré son efficacité stratégique sur le plan de la communication en trouvant un moyen de contourner cette censure : certains éléments du groupe se créent des comptes individuels qu'ils utilisent pour diffuser les sources primaires fournies par la hiérarchie, qui sont très vite reprises par leurs *followers* et disséminées à très grande échelle. Si ces comptes sont supprimés, ils en créent de nouveau. Les capacités du groupe en termes de propagande sont ainsi inégalées : lors de la prise de Mossoul, plus de 40000 tweets ont été envoyés en une journée par *Al-Furqan Media Production*.[213] Ce rythme effréné, rendu possible par le travail des *mujtahidun* (nom donné aux twittos prolifiques locaux qui supportent l'EI), a un avantage considérable en termes de visibilité : il améliore le référencement et permet ainsi aux mots-clés liés à Etat islamique d'apparaître en priorité dans les résultats de recherche.[214]

[209] Reportage Arte
[210] *Ibid*
[211] Voir Zerrouky Madjid, « Le changement de stratégie de l'EI sur Internet », Le Monde, 27/11/2014
[212] Berger & Morgan (2015), p.3.
[213] Hanne & Flichy de la Neuville (2014), p.79.
[214] Berger & Morgan (2015), p.29

La volonté de convaincre par la terreur et l'anéantissement de l'opposition

Lorsque la stratégie d'adhésion ne fonctionne pas, Etat islamique utilise un autre mode de communication : la terreur. Car les images chocs diffusées par le groupe ne s'adressent pas qu'aux Occidentaux. En effet, avant d'appeler aux meurtres d'occidentaux, le combat de Etat islamique était avant tout territorial (et il le demeure en grande partie). Par conséquent, l'EI est passé maître dans l'art de la guerre informationnelle, en particulier contre les ennemis qu'il affronte physiquement sur le terrain. L'usage de la terreur afin de rompre le moral de l'adversaire lui permet non seulement de mettre les forces armées en déroute, mais également de les ridiculiser et de réduire leur crédibilité, ce qui permet de limiter toute velléité de soulèvement populaire.

Olivier Hanne et Thomas Flichy de la Neuville évoquent dans leur ouvrage l'exemple de la prise de Mossoul.

Le 10 juin 2014, l'armée et la police irakienne désertent leurs positions de combat, abandonnant ainsi la deuxième ville du pays aux combattants de l'Etat islamique, après quatre jours d'affrontements. Les soldats de l'Etat islamique avaient accompagné et précédé leurs opérations de la diffusion par moyens multimédias de vidéos montrant le sort réservé à leurs prisonniers en Syrie et en Irak. On pouvait y voir des soldats humiliés, dévêtus, marchant dans le désert, exécutés sommairement en grand nombre. Leurs dépouilles, souillées, outragées étaient ensuite exhibées comme trophées. Certaines étaient même fixées sur le capot de pick-up entrant dans les villages, reproduisant en cela des atrocités vues pendant la Seconde Guerre mondiale (cas, par exemple, des cadavres de maquisards fixés sur les véhicules de tête du bataillon de reconnaissance de la division *« Das Reich »* lors de sa progression entre Tulle et Brive, 1944).

Devant ces atrocités, les soldats et policiers, démoralisés, incertains du soutien de l'Etat ont préféré abandonner leurs armes et fuir leurs positions, préférant sauver leur vie à leur honneur de combattants. Cela met également en lumière leur attachement moindre à l'Etat irakien que celui des combattants jihadistes à l'EI, prêts à mourir « en martyrs » pour celui-ci.

L'EI mène par ailleurs une guerre confessionnelle et ethnique : les principaux ennemis de l'EI sont les chiites, les yézidis et les kurdes, qui sont tous exterminés à la moindre occasion, ou vendus comme esclaves.[215] Al Baghdadi règne en faisant de son intransigeance un symbole de pureté religieuse qui légitime sa position. Les exactions à l'encontre de la population sont donc quotidiennes, mais justifiées par des arguments religieux. Ainsi, en février 2015, un homme a été lapidé par une foule après avoir été jeté d'une tour par des troupes de l'EI qui l'accusait d'avoir eu des relations homosexuelles.[216] Lorsqu'un enfant se moque du prophète, il est exécuté devant ses parents.[217] Les crucifixions d'opposants sont nombreuses : elles s'inscrivent même dans la stratégie générale de l'EI. Selon des témoignages recueillis par des journalistes d'Arte, lorsque les terroristes de l'Etat islamique arrivent dans un nouveau territoire, ils se renseignent sur les habitants de chaque maison, les notables, les chrétiens, etc. Ils tentent de rallier à leur cause les notables par des pots de vin afin que ceux-ci leurs servent de levier d'influence, et choisissent une vingtaine de personnes qui seront crucifiées

[215] Reportage Arte
[216] Atlantico, 5 février 2015, « Etat islamique : l'horrible vidéo qui montre un homme homosexuel se faire lapider après avoir été jeté du haut d'une tour »
[217] Hanne & Flichy de la Neuville (2014), p.56.

et exécutées à la vue de tous, selon des motifs religieux quelconques servant essentiellement de prétextes.[218] Ces exécutions publiques permettent ainsi de gagner soi l'adhésion de la population (les tensions confessionnelles et ethniques étant largement préexistantes aux succès de l'EI), soi sa crainte, et de maintenir ainsi un calme relatif.

Le règne par la terreur mis en place par l'Etat islamique est une des différences doctrinales qui l'ont toujours opposé à al-Qaeda. Ainsi, al Zarqawi, fondateur du groupe qui est aujourd'hui devenu Etat islamique, est le premier à avoir filmé et diffusé sur Internet la décapitation d'un otage occidental, Nicholas Berg, en mai 2004.[219] Cela lui a valu les reproches d'Ayman al Zawahiri, alors numéro 2 d'al-Qaeda, pour qui cette action risquait d'aliéner une partie des musulmans sur lesquels ils pourraient s'appuyer : en un mot, Zarqawi allait trop loin dans l'horreur et dans sa mise en scène.[220] C'est pourtant un choix assumé, qui semble pour l'instant faire mentir tous les analystes occidentaux pour qui cette stratégie devrait se retourner contre le groupe à moyen terme. Mais tout comme la réputation d'al-Qaeda a conduit de nombreux groupes à chercher son approbation et à s'imprégner de son savoir-faire, l'EI domine aujourd'hui le champ de la communication et ses compétences et capacités sont enviées par tous, y compris al-Qaeda. C'est ainsi que si le ralliement récent de Boko Haram à Etat islamique a pu en surprendre certains, de nombreux éléments semblent indiquer un rapprochement antérieur, et notamment un élément essentiel : la communication de Boko Haram a récemment progressé en efficacité, probablement grâce aux conseils de l'EI.

Ainsi, le soutien d'une partie des populations locales à Etat islamique peut s'expliquer par sa maîtrise redoutable des moyens de communication et du web 2.0. Entre symbolisme, adhésion et terreur, l'EI s'assure de récompenser ses supporters et de punir ou contraindre au silence ses opposants. Le contexte géopolitique local explique également l'existence préalable de tensions importantes, sur lesquelles les terroristes ont pu s'appuyer. Toutefois, l'un des principaux succès de l'EI est matérialisé par le ralliement de nombreux étrangers, qui viennent de partout et notamment d'Occident pour se battre en Syrie et rejoindre les rangs de l'Etat islamique. Comment expliquer l'efficacité de cette communication externe ?

La tentation de déstabiliser les démocraties occidentales

L'Etat islamique a mis en place une stratégie de communication « extérieure » (qui s'adresse à des acteurs absents de son territoire) sur deux axes principaux.

Chacun de ces axes cible un acteur différent. Fort logiquement ils reposent sur des thèmes différents, et utilisent des canaux de diffusion différents.

Les points forts de cette stratégie sont une maîtrise parfaite tant des messages à délivrer que des communications à mettre en œuvre pour atteindre les cibles visées. Cette efficacité est héritée d'Al-Qaëda et Oussama Ben Laden, et s'inspire aussi d'autres exemples plus anciens. Leur but est de s'opposer aux gouvernants des pays qui tentent de fédérer les énergies dans une coalition contre l'Etat islamique tout autant que de démontrer aux populations de ces pays que ce combat est voué à l'échec. Les populations occidentales perdraient donc confiance en leurs gouvernements et refuseraient d'apporter leur soutien à cette campagne.

[218] Reportage Arte.
[219] Conway (2012), p.5
[220] Ayman al Zawahiri (2005), "Letter to Abou Moussab al Zarqawi".

La lutte se situe clairement au niveau des valeurs.

Dans les sociétés occidentales, la mort a un poids de plus en plus difficile à supporter. Or, en attaquant sur le front des images de mort violente, en particulier d'otages occidentaux, qui plus est considérés comme des personnes non belliqueuses et animées de bonnes intentions, les combattants islamistes cherchent à montrer clairement le peu de prix accordé à la vie des « Kufar ». Ces otages étaient membres d'ONG, d'une part, avec la mission d'apporter aux populations victimes de guerre des soutiens tant matériels que psychologiques, et journalistes, d'autre part, pour informer le monde de la réalité de la guerre en Syrie et Irak.

Ces deux types de victimes vont particulièrement heurter la sensibilité des populations occidentales. En effet, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la plupart des grands pays industrialisés vivent une période de paix et prospérité prolongée. Cette sensation de sécurité grandissante s'était bien grandement accélérée avec la fin de la guerre froide, jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001. Quelques conflits avaient eu lieu, notamment les épisodes de « décolonisation », mais sans toucher les territoires nationaux. Les attentes sont donc passées de la protection à l'assistance, notamment chez les plus défavorisés. Les ONG se sont ainsi particulièrement développées dans les années 1980, symbolisant le désir d'assistance aux plus pauvres et la bonté. Le changement de perception du climat de sécurité postérieur aux attentats du 11 septembre 2001 a renforcé encore ce capital sympathie pour ces humanitaires qui s'engagent dans des situations très tendues. S'en prendre à eux est donc un acte extrêmement violent et d'une cruauté qui dépasse le seuil de ce qui est tolérable pour les sociétés occidentales.

Les frappes physiques sont aussi informationnelles

Les assassinats de journalistes sont tout autant symboliques et traumatisants pour nos sociétés que ceux d'humanitaires. Car, eux aussi symbolisent l'évolution pacifiée de nos sociétés. La presse est libre de travailler et la liberté d'expression gagne du terrain. C'est précisément ce à quoi veulent s'attaquer les salafistes. Dans leur démarche, les prédicateurs salafistes adoptent des moyens proches de ceux qu'avaient utilisés avant eux, notamment les nazis. Aref Ali Nayed note que les ressorts psychologiques et rhétoriques des leaders et fondateurs de la pensée salafiste sont étrangement similaires aux méthodes fascistes et nazies[221]. Eux seuls sont dépositaires de la vérité. Ce qui a pu être dit et écrit précédemment, de même que ce qui l'est actuellement, et qui est en dissonance n'est que pur mensonge et propagande contre LA vérité. Reprenant et déformant l'Histoire, ils sont les seuls à pouvoir incarner ici bas le Calife et dieu lui-même. Hier, selon les mêmes argumentaires, les chefs nazis se prétendaient seuls fondés à représenter et incarner l'Etat, seule vérité absolue. Dieu est réduit à une volonté. Celle-ci guide le Djihad, cette lutte que chacun doit mener pour que la volonté de Dieu s'impose tout à la fois en chacun des hommes, mais aussi comme mode de gouvernance de la société. Les journalistes sont donc des cibles prioritaires dans ce cadre, car personnifiant la parole libre et indépendante en complète opposition avec cette détention de LA vérité.

[221] Aref Ali Nayed, "*Isis in Lybia winning the propaganda war"*, Kalam research and medias.

La provocation destructive pour montrer sa force

Le troisième élément qui vient heurter de plein fouet les sociétés occidentales dans le cœur de leurs valeurs et références est la destruction systématique et médiatisée des richesses culturelles historiques et archéologiques, comme le musée de Mossoul.

En se livrant à ce saccage et le filmant, Etat islamique s'assure une couverture médiatique énorme, cet acte heurtant nos consciences occidentales. Il s'agit ici de l'application du phénomène de dissonance cognitive. Cette destruction n'a aucun intérêt stratégique, mais elle place les sociétés occidentales en Etat de dégout, entretenant un climat de terreur, et d'inconfort cognitif. En agissant ainsi, l'Etat islamique met en application le phénomène d' «adhésion émergentiste ». Selon Yannick Bressan, «*Le principe d'adhésion émergentiste est le moment où un individu va adhérer à une réalité construite de toutes pièces au point que sa réalité quotidienne va s'effacer au profit de la réalité émergente. (…) le sujet est amené à se repositionner face à sa réalité quotidienne, suite à une «dissonance cognitive», afin d'en faire émerger une autre qui pourra totalement ou en partie se substituer à la première. L'«individu dissonant» trouvera ainsi, dans la réalité émergente qui a été construite à cet effet et qui lui est proposée, une forme de (ré)confort dont l'esprit humain a besoin pour fonctionner correctement.(…) Ces violences entretiennent un climat de terreur, de violence et d'inconfort cognitif de la planète »*[222].

Les propagandistes de l'Etat islamique utilisent donc de manière puissante les moyens de manipulation sociale pour créer une forte distanciation des populations occidentales des éventuelles intentions guerrières de leurs gouvernants contre le « califat ».

Impacter les gouvernements sur le prix à payer en cas d'engagement militaire

Les propagandistes de l'Etat islamiste font une surenchère informationnelle sur le prix à payer si les démocraties occidentales décidaient d'intervenir en montant des opérations militaires terrestres.

Ils profitent de l'absence de commentaires sur leur revers militaire[223] pour mettre l'accent sur leur maîtrise du terrain et des techniques de combat en zone urbaine. La meilleure des préparations n'empêcherait pas le caractère inéluctable de pertes de soldats engagés au sol. Or, le précédent de l'Afghanistan a bien montré à quel point les populations sont pour la plupart peu enclines à supporter le poids de telles pertes, y compris chez des soldats professionnels. Les Etats-Unis et l'Angleterre, pourtant durement frappés sur leur sol, ont vu progressivement le soutien de la population s'effriter. Aux Pays-Bas, le cas afghan a causé la perte du gouvernement, conduit à la démission début 2010. Quant à la France, l'embuscade d'Uzbin a créé un véritable traumatisme national. La structure même de la démocratie, qui conduit les élus à rythmer leurs prises de position en fonction du calendrier électoral à venir,

[222] Yannick Bressant, « *La force des psyops de Daesh. Leurs méthodes analysées à l'aune du phénomène neuropsychologique d'adhésion émergentiste : quelles perspectives de lutte ? »*, Centre français de recherche du renseignement, mars 2015.

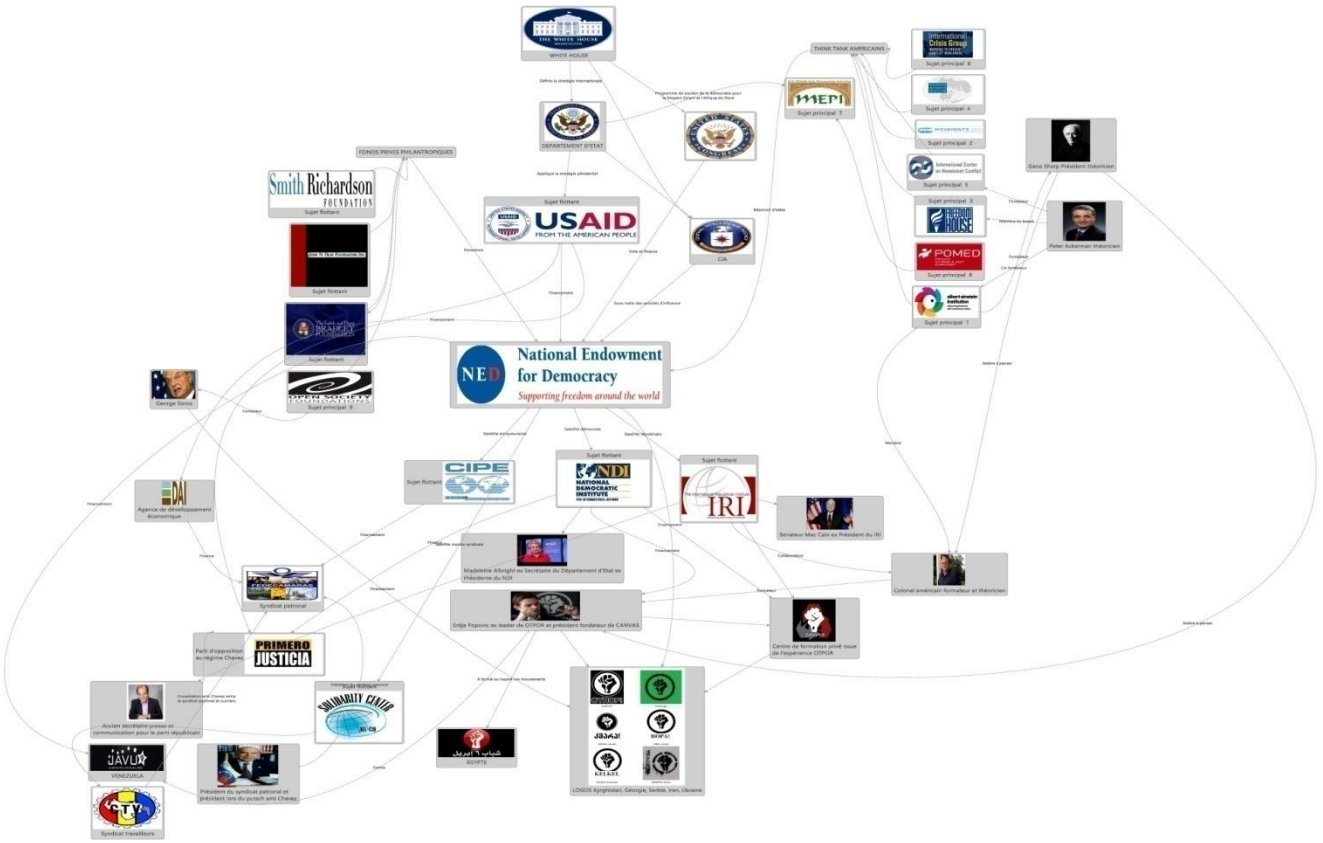
[223] En janvier 2015, les forces de l'Etat Islamique ont été battues de manière spectaculaire par des forces kurdes très réduites appuyées par quelques éléments occidentaux à Kobane, la troisième **ville kurde** de **Syrie**.

les amène inéluctablement à réfléchir plusieurs fois à tout engagement. C'est ce qu'ont parfaitement compris les stratèges du groupe islamiste.

De plus, ils capitalisent sur cette expérience afghane en instillant le doute sur la capacité d'armées modernes suréquipées, technologiquement très évoluées, à défaire des combattants idéologisés. Les talibans ont été combattus plus de dix ans par une coalition supérieure en nombre et en moyens et pourtant ils n'ont pas été éliminés. Au contraire même, ils sont considérés comme partie incontournable à toute solution durable dans le pays.

De plus, étant donné le caractère extrêmement violent des meurtres commis, la plupart des populations redoutent que les soldats, y compris leurs dépouilles mortelles aient à subir des outrages totalement insupportables à leurs morales. Là encore, le traumatisme de l'embuscade d'Uzbin est emblématique, avec la revendication des familles de savoir et connaître les circonstances, de désigner des responsables, témoignant en cela du recul de la résilience sociale de la société française. Les vidéos mises en ligne sur YouTube ou Dailymotion, qui sont les plus faciles à trouver, répondent à cet objectif de terreur. Les soldats syriens, pourtant considérés comme des combattants aguerris y sont montrés exécutés en grand nombre, dans des postures outrageantes. Les menaces adressées aux soldats occidentaux y sont très claires.

Annexe 2
Cartographie des acteurs (Chapitre 6)



Glossaire

AD (Action démocratique) : Parti social-démocrate fondé à Caracas en 1941 par Romulo Bétancourt. Le parti a exercé le pouvoir en six occasions, sous les présidents Romulo Gallegos, Romulo Bétancourt, Raul Leoni, Carlos Andrez Pérez (à deux reprises) et Jaime Lusinchi.
CESAP (Centre au service de l'action populaire) : Centre au service de projets sociaux. Il est financé par les Etats-Unis et sa direction a justifié publiquement le coup d'Etat d'avril 2002 contre le président Hugo Chavez.
CEDICE (Centre de diffusion des connaissances économiques) : Installé à Caracas, il s'agit d'une « association civique sans but lucratif, dont le principal objet est de diffuser des doctrines politiques et économiques donnant la priorité à la liberté d'action des initiatives individuelles et à l'analyse des conditions et modes d'organisation permettant l'épanouissement de sociétés libres. » En fait, il s'agit d'un centre d'enquête financé par le CIPE et autres organisations américaines en vue d'encourager les programmes favorisant la « démocratisation » des pays « bénéficiaires » et ce, dans les intérêts de l'économie mondiale.
COPEI (Comité d'organisation politique et électorale indépendante) : Parti fondé par Rafael Caldera le 13 janvier 1946 à Caracas. Sa tendance est socialiste chrétienne et, d'ailleurs, il est également connu sous les noms de Parti socialiste chrétien, Parti démocratique chrétien, ou simplement, démocrates chrétiens.
CTV (Confédération des travailleurs vénézuéliens) : La CTV est la plus puissante organisation syndicale du pays, avec plus d'un million d'affiliés. Elle a été l'une des principales organisatrices de grèves et de protestations durant les deux mois qui ont abouti par la tentative de coup d'Etat contre Hugo Chavez en 2002.

CD (Coordination démocratique) : Organisation regroupant un large éventail de l'opposition à Hugo Chavez. Elle comprend des groupes allant de la droite radicale (Primero Justicia) à l'extrême gauche (Bandera Roja), les partis au pouvoir 1959-1999 – les socialistes chrétiens du COPEI et l'Action démocratique, le Mouvement vers le socialisme (MAS) et d'autres encore.
Département d'Etat : département exécutif fédéral chargé des relations internationales. Il est donc l'équivalent d'un ministère des affaires étrangères.
DAI (Société pour des alternatives de développement) : Société de conseil privée utilisée par les hommes d'affaires et le gouvernement, son siège se trouve aux Etats-Unis. Elle a été fondée à Washington dans les années 1970 et, ces dernières années, elle a surtout opéré en Afghanistan, en Irak, et au Libéria en utilisant les fonds USAID.
MAS (Mouvement vers le socialisme) : composé au départ de membres issus du Parti communiste ou d'autres organisations ultra-radicales, il s'est allié avec les partis traditionnels d'opposition au président Chavez. Il a pris part à la prétendue Coordination démocratique.
Primero Justicia : En 1992, un groupe d'étudiants de l'université crée une association de défense des droits civils en raison de leur perception d'une détérioration du système judiciaire vénézuélien. Les leaders du parti se décrivent comme étant http://fr.wikipedia.org/wiki/Humanisme_(philosophie)de tendance centre gauche. Le parti a été officiellement créé en 2000, à l'occasion des élections législatives, et 5 de ses membres ont alors été élus. Les partisans du président http://fr.wikipedia.org/wiki/Hugo_Ch%C3%A1vezprétendent que le parti Primero Justicia est un parti http://fr.wikipedia.org/wiki/Extr%C3%AAme_droited'inspiration http://fr.wikipedia.org/wiki/Fascisteet capitaliste ultralibéral.
Projecto Venezuela : Projet Venezuela est un parti politique de centre droit au Venezuela opposé au régime de Hugo Chavez.
Gente del Petroleo : Emanation de hauts cadres de la PDVSA (compagnie pétrolière nationale vénézuélienne), formés sous forme d'association d'opposition à Chavez financés la NED et l'USAID
Fedecamaras : (**Fédération de Chambres et Associations de Commerce et de Production**) http://fr.wikipedia.org/wiki/Venezuelaest la principale organisation de syndicats patronaux du Venezuela. Cette organisation comporte 13 secteurs économiques : Commerce et Services, Industrie, Bâtiment et Travaux publics, Tourisme, Finance, Assurances, Secteur agricole, Secteur de l'élevage, Secteur minier, Énergie, Transport, Télécommunications et Média. Elle a également 23 organisations au niveau des états fédérés qui forment les Fedecámaras régionales.
Sumate : (Rejoins-nous) est un mouvement associatif civil Vénézuélien. http://fr.wikipedia.org/wiki/VenezuelaEn 2003, le groupe participa à l'organisation du référendum pour destituer le président Chavez. La crédibilité du groupe à travers le Vénézuéla s'en trouva amoindri après qu'il fut révélé que la NED, financée par le département d'Etat des Etats-Unis, lui avait attribué 53 400 dollars pour l'« enseignement de la démocratie ». Son leader, Maria Corina Machado, a été reçu par George W.Bush dans le bureau ovale en 2005.
USAID : Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development ou USAID) est l'agence indépendante du gouvernement des Etats-Unis chargée de développement économique et de l'assistance humanitaire dans le monde. L'agence travaille sous la supervision du président, du département d'Etat et du Conseil de sécurité nationale.

Fondation Carter : La Fondation Carter *(Carter Center)* est une fondation créée en 1982 par le président des Etats-Unis prix Nobel de la paix Jimmy Carter, dont le but proclamé est la résolution pacifique des conflits, l'observation des élections, la défense et l'avancée des Droits de l'homme, la protection de l'environnement, l'aide au développement, ainsi que la réduction des souffrances humaines. La fondation participa notamment à la surveillance du référendum révocatoire de Hugo Chavez du 15 aout 2004 au Venezuela.
Los Del Medio : (Ceux du milieu) Regroupement de journalistes vénézuéliens anti-Chavez financés par le DAI et l'USAID.
Petare : Association de promotion du civisme et anti-Chavez financée par le DAI, située dans le quartier du même nom en périphérie de Caracas. Fief du président Chavez, l'objectif étant de déstabiliser le pouvoir sur ses propres terres.
Convive Camagn : Campagne de financement de la pluralité démocratique au Venezuela sous forme de spots publicitaires et radios et de soutien de l'opposition au régime de Chavez. Les financeurs sont l'USAID et le DAI.
Organisation des États américains (**OEA**) (ou *Organization of American States*), est une organisation qui regroupe tous les gouvernements des États d'Amérique, sauf Cuba, et basée à Washington. Le but de l'organisation est de défendre la démocratie et les Droits de l'homme, de renforcer la sécurité du territoire, de lutter contre les trafics de drogue et la corruption, ainsi que d'aider aux échanges entre les différents pays de l'Amérique.
CIA : Elle est chargée de l'acquisition du renseignement (notamment par l'espionnage) et de la plupart des opérations clandestines effectuées hors de ce pays.
Movements : ONG américaine soutenue par le Département d'Etat américain, faisant la promotion à travers le numérique, la communication, les médias, la relation publique pour favoriser la liberté d'expression dans les pays où les libertés d'expression sont atteintes.
POMED : ONG américaine de promotion de la démocratie, et de réformes dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.
Open Society Foundations: Réseau de fondations créé en 1993 par le milliardaire américain George Soros. Les objectifs de ce réseau sont de promouvoir la gouvernance démocratique, les droits de l'homme et des réformes économiques, sociales et légales. Connu sous le nom d'*Open Society Institute*, son nom a été changé en août 2010 pour mieux refléter son activité.
MEPI : Programme financé par le Département d'Etat américain de soutien d'individus ou d'organisations faisant la promotion de réformes politiques, économiques et sociales.
Freedom House: Organisation basée à Washington, qui étudie l'étendue de la démocratie dans le monde.
Human Right Watch : ONG de défense des droits de l'homme. Elle a son siège à New York aux Etats-Unis et possède des bureaux dans de nombreuses métropoles dans le monde. Elle est née en 1988 de la fusion de plusieurs ONG, notamment Helsinki Watch.
International Center Nonviolent Conflict : ONG américaine basée à Washington fondée par Jack Duvall et Peter Ackerman en 2002. Promotion de l'usage des techniques non militaires à l'usage de civils pour établir et défendre les droits de l'homme, la justice sociale, et la démocratie.
International Crisis Group : ONG multinationale, à but non lucratif, dont la mission est de prévenir et résoudre les conflits meurtriers grâce à une analyse de la situation sur le terrain et des recommandations indépendantes. Son président-directeur général est depuis juillet 2009 Louise Arbour, ancienne haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme.
Solidarity Center : ONG affiliée à l'AFL-CIO, plus grosse fédération des travailleurs américains. Son objectif est de promouvoir et renforcer l'influence des travailleurs en terme

d'indépendance et l'exercice démocratique des syndicats. Un des quatre instituts de la NED pour agir dans le monde syndical.

National Democratic Insitute: (Institut national démocratique pour les affaires internationales, NDI) est un *think tank* américain idéologiquement lié au Parti démocrate, même s'il se présente comme « non partisan ».

Kmara : mouvement de résistance civique né en Géorgie avec l'aide de la NED, et de l'Open Society Institute, qui a contribué a déstabiliser le gouvernement d'Édouard Chevardnadzé. Après la condamnation par les observateurs internationaux de l'attitude de ce gouvernement pendant les élections de novembre 2003, Kmara prit la tête de la contestation qui précipita la chute de ce gouvernement, lors de ce qu'on appela la Révolution des Roses.

Pora : (en ukrainien ПОРА! ce qui signifie « c'est l'heure ! ») est une organisation civique de la jeunesse en Ukraine de résistance non violente et préconisant l'instauration d'une vraie démocratie nationale, en opposition à ce qu'elle considérait alors comme le gouvernement autoritaire du président ukrainien Leonid Koutchma. Le groupe fut fondé en 2004, avec l'aide financière de George Soros, de la National Endowment for Democracy et de l'Ambassadeur du Canada pour coordonner l'opposition de la jeunesse au gouvernement de Koutchma.

Kelkel : mouvement politique du Kirghizistan, qui a pris naissance le 15 janvier 2005, afin d'agir au cours de la Révolution des tulipes. Son nom signifie *Renaissance*[1]. Parmi ses leaders, sont des activistes comme Abraliev Kazbek ou Nazik. Le mouvement, parmi des dizaines d'autres dans le pays, a bénéficié de l'aide de la fondation Soros. Son programme officiel était de « sauver et restaurer la démocratie sur le chemin de laquelle le Kirghizistan en 1991-1995 ; Le mouvement déclarait aussi lutter pour l'idée de démocratie et de société civile, et pour le pluralisme des idées. Créé sur le modèle d'autres mouvements comme Otpor, Pora ou Kmara, et inspiré par les théories de révolution non violente inventées par Gene Sharp, il a fortement contribué à renverser le régime de Askar Akaïev, le président déchu, qui d'ailleurs tenta en mars 2005 de créer un mouvement similaire (nom, logo, etc.), mais progouvernemental.

Oborona : Organisation de jeunesse civique en Russie. Son nom signifie " la défense " en russe. Le mouvement a été créé en 2005 et n'a pas de leader ou structure centralisée .Il est basé sur le principe de réseau et des relations principalement horizontales. Ils affirment que le président Vladimir Poutine détruit les institutions de la démocratie et vise à établir un Etat policier autoritaire en Russie. Le mouvement prône la résistance non violente aux autorités. La branche moscovite de Oborona a plusieurs centaines de militants. Le mouvement a été largement inspiré par la Révolution orange en Ukraine en 2004 et en particulier les organisations de la jeunesse ukrainienne Pora ! Otpor ! et Znayu ! ainsi que par le Bélarusse Zubr.

Jasmine Revolution: « Révolution de jasmin» est une révolution considérée comme essentiellement non violente, qui par une suite de manifestations et de sit-in durant quatre semaines en décembre 2010 et janvier 2011, a abouti au départ du président de la République de Tunisie, Zine el-Abidine Ben Ali. Les utilisations du numérique, notamment Facebook, et la non-violence font penser aux techniques utilisées par Otpor.

Javu : Organisation de jeunesse vénézuélienne anti-Chavez fondée en 2007, composée d'étudiants. Soutenue et financée par la NED.

Umbrella Movement: Mouvement d'étudiants basé à Hong-Kong d'opposition au gouvernement Hongkongais s »opposant au gouvernement de prochinois à Hong-Kong. Soupçonné d'être soutenu et financé par la NED à travers une nébuleuse associative.

Georges Soros : Fait partie des plus importants financiers américains du XXème siècle. Il est célèbre pour ses opérations de spéculations et de courtages sur le marché des changes et

actions, qui ont marqué l'histoire de la Finance. Ses activités philanthropiques sont aussi très reconnues, notamment grâce à sa fondation Soros Fund Management, basée à New York et qui gère plus de 25 milliards de dollars en 2012. De plus, il a aussi fondé l'Open Sociéty Institute, devenu en 2010 l'Open Society Foundation.

Srda Popovic : activiste politique serbe. Leader du mouvement OTPOR ! Après une courte carrière politique il fonde le Center for Applied Nonviolent Action and Strategies (CANVAS).

John McCain : sénateur américain. Ancien candidat aux primaires pour les élections américaines et parti républicain. Ancien responsable de l'IRI, relais républicain de la NED.

Madeleine Albright : ancienne chef du département d'Etat sous l'administration Clinton. Ancienne présidente de la NDI, relais démocrate de la NED.

Canvas : Center for Applied Nonviolent Action and Strategies **-** Centre d'étude stratégique et d'action non violente. CANVAS est une agence non gouvernementale à but non lucratif financée et soutenue par la NED et l'IRI. Il s'agit d'un centre de formation axé sur l'utilisation des techniques non violente des conflits qui utilise les travaux d'Eugene Sharp fondateur de l'Einstein Institute. Elle a été fondée en 2004 par Srđa Popović et Slobodan Djinovic. Les deux étaient d'anciens membres du mouvement de résistance de la jeunesse serbe Otpor qui a soutenu le renversement de Slobodan Milosevic en octobre 2000. CANVAS cherche à éduquer les militants prodémocratie à travers le monde dans ce qu'il considère comme les principes universels de la réussite dans la lutte non violente. Établi à Belgrade, CANVAS a travaillé avec les militants prodémocratie de plus de 50 pays, y compris l'Iran, le Zimbabwe, la Birmanie, le Venezuela, l'Ukraine, la Géorgie, la Palestine, le Sahara occidental, la Papouasie occidentale, l'Érythrée, le Bélarus, l'Azerbaïdjan et Tonga et , récemment, la Tunisie et l'Egypte.

Gene Sharp : Gene Sharp (né le 21 janvier 1928) est un politologue anticommuniste américain connu pour ses nombreux écrits sur la lutte non violente. Il a été parfois surnommé le « Machiavel de la non-violence » ou le « Clausewitz de la guerre non violente ». Il est le fondateur de l'Albert Einstein Institute une association sans but lucratif qui étudie et promeut la résistance non violente dans les zones de conflits actuelles.

Frank Kiston (né en 1926) est un général à la retraite de l'armée britannique, théoricien de la guerre contre-insurrectionnelle et des conflits de basse intensité.

Smith Richardson Foundation: Smith Richardson Foundation est une fondation privée basée dans le Connecticut, qui soutient la recherche sur les domaines de la politique publique extérieure et intérieure. Selon le site Web de la fondation, sa mission est "de contribuer aux débats publics importants et relever les défis de politique publique graves auxquels sont confrontés les Etats-Unis. La Fondation cherche à aider à assurer la vitalité des institutions sociales, économiques et gouvernementales. Elle vise également à aider à l'élaboration de politiques efficaces pour affronter la concurrence internationale et de promouvoir les intérêts et les valeurs américaines à l'étranger ". Son budget annuel est de plus de 850 millions de dollars par an.

John M. Foundation: John M. Olin Foundation était une fondation établie en 1953 par John M. Olin, ancien président de l'entreprise "*Olin Industries chemical and munitions manufacturing*". Dissoute le 29 novembre 2005, après avoir déboursé plus de 370 millions de dollars, principalement pour des *think tanks* conservateurs, des médias, et des programmes de droit dans les universités influentes.

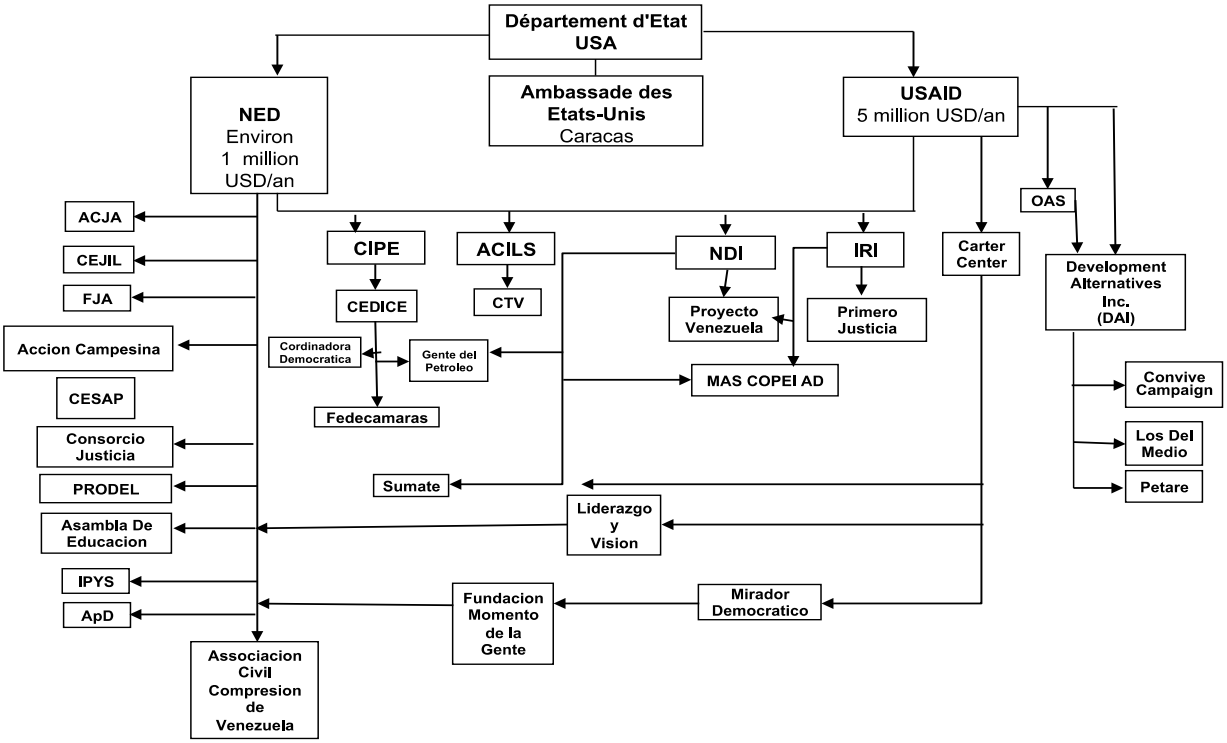
Bradley Foundation: La Lynde et Harry Bradley Foundation, basée à Milwaukee, Wisconsin, est une fondation conservatrice américaine avec environ un demi-milliard de dollars en actifs. Selon le rapport annuel de 1998 de la Bradley Foundation, cette dernière donne plus de 30

millions de dollars par an. La Fondation a financé les efforts visant à soutenir les instituts politiques et des projets éducatifs.

Annexe 3

Cartographie du circuit de financement de la NED au Vénézuéla

Financement des ONG US à l'opposition Venezuelienne.xls



National Endowment for Democracy
MSIE 22

Sources :www.ned,org , documents FBI déclassifiés issue de l'ouvrage de Eva Gollinger

Annexe 4
Sources et bibliographie

INTERNET

http://www.fara.gov/
http://www.legrandsoir.info/le-printemps-birman.htmlhttp://fr.wikipedia.org/wiki/National_Endowment_for_Democracy
http://www.ned.org/democracy-stories
http://www.voltairenet.org/article166549.html
http://www.counterpunch.org/2014/02/28/the-national-endowment-for-democracy-in-venezuela/
http://www.ned.org/about/board
http://www.globalresearch.ca/hong-kong-occupy-central-funded-by-washington
http://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/CALVO_OSPINA/14911
http://www.mondialisation.ca/coup-detat-a-visage-democratique-de-sharp-a-otpor-canvas-une-insurection-fabriquee-aux-usa/5372793
http://www.nonviolent-conflict.org
http://fr.wikipedia.org/wiki/Otpor
http://en.wikipedia.org/wiki/Gene_Sharp
http://www.aeinstein.org/wp-content/uploads/2013/09/TARA_French.pdf
http://en.wikipedia.org/wiki/How_to_Start_a_Revolution
https://books.google.fr/books?id=X5sa90AEvi0C&pg=PA78&lpg=PA78&dq=paul+b+mc+carthy+ned&source=bl&ots=pitl7hPnTe&sig=g3ne6dzt9CXa1l6i4_UzfI1qZ1M&hl=fr&sa=X&ei=iPD1VI-VAaHC7AaFt4D4Dg&redir_esc=y#v=onepage&q=paul%20b%20mc%20carthy%20ned&f=false
http://www.rferl.org/content/article/1093441.html
http://en.wikipedia.org/wiki/Eva_Golinger
http://www.amazon.fr/Code-Chavez-CIA-contre- Venezuela/dp/2919937103
http://en.wikipedia.org/wiki/Srđa_Popović_(activist)
http://www.staatsklage.de/HD_38-39_2012.pdf
http://en.wikipedia.org/wiki/Adam_Roberts_(scholar)

Documents déclassifiés de la CIA :

https://books.google.fr/books?id=k51AwjhxmekC&pg=PA50&lpg=PA50&dq=momento+de+la+gente+ned&source=bl&ots=zE8An7QnFk&sig=4cUkSwHwRGDgW2ZUjTC_dX_AU0U&hl=fr&sa=X&ei=K-b1VKTMD6Kp7Aaf3YHwDw&redir_esc=y#v=onepage&q=momento%20de%20la%20gente%20ned&f=false
https://wikileaksactu.wordpress.com/tag/fedecamaras/

Bibliographie

Gene Sharp*, la force sans la violence*, Éditions L'Harmattan, coll. « La librairie des humanités », 16 novembre 2009
Ahmed Bensaada , *Arabesque américaine : le rôle des Etats-Unis dans les révoltes de la rue arabe*, Michel Brulé, 2011
Sharp, G. (1993). From Dictatorship to Democracy. En allemand: Von der Diktatur zur Demokratie. Ein Leitfaden für die Befreiung. Traduit de l'anglais par Andreas Wirthensohn. Editions C.H. Beck. «Tages-Anzeiger» (17/2/11). Wie man einen Diktator stürzt: Eine Anleitung auf 93 Seiten. www.tagesanzeiger.ch/21758820/print.html, 17/8/12

Roberts, A. (1972), Total Defence and Civil Resistance, Problems of Sweden's Security Policy. The Research Institute of Swedish National
Defence, FOA P Rapport C8335/M, Stockholm Stahel, A.A. (1987). Terrorismus und Marxismus, Marxistisch-Leninistische Konzeptionen des Terrorismus und der Revolution. ASMZ, Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift, Huber & Co. AG, Frauenfeld, p. 29.
OTPOR! (2012). Wikipedia

schnittpunkt2012.blogspot.ch/2011/05/otpor-geplante-revolutionen.html. p. 3, 15/8/12
Hermann, R. (2011), Revolution nach Plan, Protestbewegung in Ägypten. Frankfurter Allgemeine Zeitung du 15/2/11, pp.1–4. www.faz.net/aktuell/politik/arabische-welt/protestbewegung-in-aegypten-revolution-nach-plan-1589885.html, 17/8/12

Publications islamistes

Lettres et discours

Al-Adnani Abu Muhammad,*This is the promise of Allah,* 2014.
Al-Adnani, Abu Muhammad, *In the Name of Allah the Beneficent the Merciful Indeed Your Lord Is Ever Watchful,* 2014.
Al-Baghdadi Abu Bakr, *Message to the Mujahidin and the Muslim Ummah in the Month of Ramada,* 2014.
Ayman al-Zaouahiri, *Letter to Abou Moussab al-Zarqaoui,* 2005.

Périodiques

Al-Hayat Media, *Dabiq Issue 3, A call to Hijrah,* 2014.
Al-Hayat Media, *Dabiq Issue 4, The Failed Crusade,* 2014.
Al-Hayat Media, *Dabiq Issue 5, Remaining and Expanding,* 2014.
Al-Hayat Media, *Dabiq Issue 6, Al-Qaidah of Waziristan,* 2015.
Al-Hayat Media, *Dabiq Issue 7, "From Hypocrisy to Apostasy,* 2015.
Al-Hayat Media, *Dar Al-Islma Numéro 2, Qu'Allah Maudisse la France,* 2015.
Al-Hayat Media, *Islamic State Report issue 1, "Propagating the Correct Manha,* 2015.
Al-Hayat Media, *Islamic State Report issue 2, "Farmers Reap the Rewards of their Harvest by giving Zakha,* 2014.
Al-Hayat Media, *Islamic State Report issue 4, "Smashing the borders of the Tawaghit,* 2014.
Al-Malahem Media, *Inspire Issue 1, "May Our Souls be Sacrificed for You!* 2010.
Al-Malahem Media, *Inspire Issue 4, "The Ruling on Dispossessing the Disbelievers Wealth in Dar Al-Harb,* 2010.
Al-Malahem Media, *Inspire Issue 12, "Shattered a Story about Change,* 2015.

LA FORMATION DE RÉFÉRENCE EN INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Vous avez un Bac +4 ou 5 ?

Droit, Economie, Finance, Ecole de commerce, Ingénierie, Histoire, Sciences politiques, Relations Internationales...

Vous recherchez une double compétence ?

les métiers de l'information recrutent

veille-analyse, influence, cyber, lobbying, e-réputation, business développement, gestion du risque, diplomatie d'affaire, community management, Big Data, communication de crise...

- Premier réseau européen de diplômés en IE
- 85% des diplômés sont en poste dans les trois mois suivant la fin de la scolarité
- 800 heures sont consacrées à des cas pratiques avec les entreprises partenaires
- 81% de diplomés exercent directement dans les métiers de l'IE
- 800 heures de cours dispensés par des professionnels de l'IE
- Junior entreprise IE

Formation initiale & Formations continues

école de guerre économique

Fondée en 1997
Située aux Invalides



1, rue Bougainville, 75007 Paris
Tél.: 0145510002

PARIS eslsca BUSINESS SCHOOL

www.ege.fr

ECOLE DE GUERRE ECONOMIQUE

NOUVELLE FORMATION CONTINUE POUR LES PROFESSIONNELS

D21

Décider au XXIème siècle

« La recherche de l'avantage stratégique »

Après la publication de « *La France doit dire non* » (1999) et de « *Les chemins de la puissance* » (2007), D21 est le résultat de 20ans de réflexion sur la notion de puissance au sein de l'EGE.

L'objectif de cet formation est d'amener les dirigeants, les cadres supérieurs et les futurs décideurs à se réapproprier une approche décomplexée de la puissance en abordant de manière transversale les problématiques suivantes :

- la souveraineté ;
- la recherche d'autonomie ;
- la supériorité ;
- la conflictualité au travers des interdépendances acceptées ou subies.

DU 19 NOVEMBRE 2015 AU 9 JUILLET 2016

D21 - Ecole de Guerre Economique
1, rue Bougainville, 75007 Paris - d21@ege.fr **Tél.: 01 45 56 91 12**

www.d21.fr

école de guerre économique
groupe eslsca